

Registre des délibérations - décisions

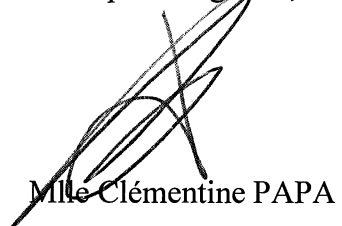
**Conseil municipal
Lundi 06 février 2012
TOME 2**

Le présent registre contenant 200 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 30/10/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

**ANNEXE 5 – FICHES ACTIONS RELATIVES
AUX ACTIONS SELECTIONNEES A LA DATE DE SIGNATURE**

[A compléter]

Se reporter aux fiches jointes :

- Actions transversales - montage en subvention ;
- Actions transversales - montage en prise de participation ;
- Actions territorialisées - montage en subvention ;
- Actions territorialisées - montage en prise de participation ;
- Subvention d'ingénierie.

**ANNEXE 6 - COMPLEMENTS D'INFORMATION
DEMANDES AU TITRE DE LA DECISION DU PREMIER MINISTRE N°1
NON SATISFAITS A LA DATE DE SIGNATURE**

[A compléter]

ANNEXE 7
INDICATEURS DE PERFORMANCE

7-A Indicateurs relatifs à l'Ecocité

Annexe 7-A : Objectifs et indicateurs de performance du programme

L'ensemble de ces indicateurs devront être remplis et transmis à la Caisse des Dépôts pour le 10 du mois de février de chaque année.
Des valeurs cibles devront être définies pour les années 2010, 2013 et 2017.

Indicateurs de réalisation

Indicateur	Valeur cible projet ⁵²	Valeur mesurée ⁵³	Périmètres concernés ⁵⁴	Commentaires ⁵⁵
REAL 1 : Nombre de logements construits au sein du périmètre(s) opérationnels (unité : nombre de logements avec un permis de construire accordés)	2010 : 2013 : 2017 : 2020 :		Périmètre (s) opérationnels Ville de demain	
REAL 2 : Part de l'offre de logements construits dont le niveau de performance énergétique est supérieur à la réglementation en vigueur - permis de construire accordé - (en pourcentage) <i>Le nombre de logements sera aussi fourni en valeur absolu pour la valeur cible et la valeur mesurée.</i>	2010 : % 2013 : % 2017 : % 2020 : %		- Périmètre de l'EPCI - Périmètre (s) opérationnels Ville de demain	
REAL 3 : Nombre de m2 hors logement construits dont le niveau de performance énergétique est supérieur à la réglementation en vigueur - permis de construire accordé - (unité : nombre de m2 SHON)	2010 : 2013 : 2017 : 2020 :		- Périmètre de l'EPCI - Périmètre (s) opérationnels Ville de demain	

⁵² Pour l'année 2010, la valeur cible sera la valeur mesurée. Pour les années 2013, 2017 et 2020, ce sera la valeur cible.

⁵³ Ces valeurs seront agrégées au niveau national. Elles doivent être remplies de façon annuelle et non cumulées.

⁵⁴ Une carte sera jointe indiquant les périmètres opérationnels Ville de demain pris en compte.

⁵⁵ Il pourra être apporté un commentaire plus qualitatif ainsi que des précisions sur la valeur mesurée.

Indicateur	Valeur cible projet ⁵²	Valeur mesurée ⁵³	Périmètres concernés ⁵⁴	Commentaires ⁵⁵
REAL 4 : Puissance effaçable : identification de la puissance totale pouvant faire l'objet d'un effacement pour limiter l'appel de puissance à la pointe (unité : MW)	2010 : 2013 : 2017 : 2020 :		Périmètre de l'EPCI	
REAL 5 : Bornes de charges pour véhicules électriques installées - travaux démarrés - /bornes prévues ⁵⁶ (en pourcentage) <i>Le nombre de bornes de charges pour véhicules électriques installées sera aussi fourni en valeur absolue pour la valeur cible et pour la valeur mesurée.</i>	2010 : % 2013 : % 2017 : % 2020 : %		- Périmètre de l'EPCI - Périmètre (s) opérationnels Ville de demain	
REAL 6 : Nombre de km d'infrastructures de transport en commun en site propre (mis en service) (unité : nombre de km)	2010 : 2013 : 2017 : 2020 :		-Périmètre de l'EPCI (ou périmètre de l'Autorité Organisatrice des Transports s'il est différent)	

⁵⁶ Bornes de charges prévues : pour le périmètre de l'EPCI, il pourra être pris en compte les données indiquées dans le schéma de déploiement, le contrat de concession, ... Pour le périmètre EcoCité, il sera pris en compte les données indiquées dans le dossier déposé ainsi que le prévisionnel au delà de 2014.

Indicateurs de résultat

Indicateur	Valeur cible projet	Valeur mesurée	Périmètres concernés	Commentaires
<p>RES 1 : Part des logements construits (en permis déposés) à moins de 500m d'une station de transport en commun en site propre(en pourcentage)</p> <p><i>Le nombre de logements situés à moins de 500m d'un arrêt de TCSP sera aussi fourni en valeur absolue pour la valeur cible et pour la valeur mesurée.</i></p>	<p>2010 : % 2013 : % 2017 : % 2020 : %</p>		<p>-Périmètre de l'EPCI -Périmètre (s) opérationnels Ville de demain</p>	
<p>RES 2 : Pourcentage de logements utilisant une source d'énergie renouvelable pour le chauffage ou l'eau chaude sanitaire (en pourcentage)</p> <p><i>Le nombre de logements utilisant une source d'énergie renouvelable pour le chauffage ou l'eau sanitaire sera aussi fourni en valeur absolue pour la valeur cible et la valeur mesurée.</i></p>	<p>2010 : % 2013 : % 2017 : % 2020 : %</p>		<p>-Périmètre de l'EPCI -Périmètre (s) opérationnels Ville de demain</p>	
<p>RES 3 : Part de l'électricité renouvelable produite / consommation d'électricité (en pourcentage)</p> <p><i>L'électricité renouvelable produite sera aussi fournie en valeur absolue pour la valeur cible et la valeur mesurée (en MWh).</i></p>	<p>2010 : % 2013 : % 2017 : % 2020 : %</p>		Périmètre de l'EPCI	
<p>RES 4 : Part de chaleur renouvelable produite / consommation totale d'énergie pour la production de chaleur (en pourcentage)</p> <p><i>La chaleur renouvelable produite sera aussi fournie en valeur absolue pour la valeur cible et la valeur mesurée (en MWh).</i></p>	<p>2010 : % 2013 : % 2017 : % 2020 : %</p>		Périmètre de l'EPCI	

Indicateurs d'impact

Indicateur	Valeur cible projet	Valeur mesurée	Périmètres concernés	Commentaire
IMP 1 : Nombre de logements construits au delà du « point mort » (unité = nombre de logements permettant l'accroissement de la population- permis de construire accordés)	2010 : 2013 : 2017 : 2020 :		Périmètre de l'EPCI	
IMP 2 : Nombre de tonnes de CO2 annuelles évitées (unité : tonnes de CO2 évitées)	2010 : 2013 : 2017 : 2020 :		Périmètre de l'EPCI	
IMP 3 : Part des énergies renouvelables ⁵⁷ produites/Σ énergies finales utilisées (en pourcentage) <i>L'énergie renouvelable produite sera aussi fournie en valeur absolue pour la valeur cible et la valeur mesurée (en Gwh).</i>	2010 : % 2013 : % 2017 : % 2020 : %		Périmètre de l'EPCI	
IMP 4 : Nombre de voyages par jour dans les transports en commun (unité : nombre de voyages par jour)	2010 : 2013 : 2017 : 2020 :		Périmètre de l'EPCI (ou périmètre de l'Autorité Organisatrice des Transports s'il est différent)	

⁵⁷ EnR = bois énergie, UIOM (facteur 50%), biogaz (facteur 50%), méthanisation, chaleur extraite au milieu pour les pompes à chaleur, énergie géothermale, énergie solaire utile, photovoltaïque

7-B Indicateurs spécifiques aux Actions Sélectionnées à la Date de Signature

ANNEXE 8 – MODELE DE LETTRE D'ADHESION

A : Caisse des dépôts et consignations

[•],

Agissant en son nom et pour le compte de l'Etat
dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir - action Ville de Demain,
(la Caisse des Dépôts)

De : [Maître d'Ouvrage]

(le Maître d'Ouvrage)

En date du : [•]

Objet : Lettre d'adhésion (la Lettre d'Adhésion) en application de la convention locale relative à l'Ecocité [•] dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir - action Ville de Demain

Vu la convention locale relative à l'Ecocité de [•], conclue le [•] entre notamment la Caisse des Dépôts et [Ville / EPCI] (la **Convention**) en application de la Convention Etat-CDC et de la Décision du Premier Ministre N°1 ;

Vu la Décision du Premier Ministre en date du [•] dont le contenu a été notifié le [•] à [entité coordinatrice de l'écocité concernée] par une lettre du Commissariat général à l'investissement et du Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (la copie de ladite lettre figurant en annexe 1),

[Vu la délibération du [comité opérationnel des financements/ comité de pilotage] de l'action *Ville de Demain*, en date du [•]]

1. Les termes commençant par une majuscule ont la signification qui leur est donnée dans la Lettre d'Adhésion ou à défaut dans la Convention.

2. [Le Projet d'Investissement Subventionné/ en Fonds Propres] [ainsi que le Projet d'Ingénierie y relatif] décrit[s] dans [la/les Fiche[s] Action figurant en annexe 2 [a/ont] fait l'objet d'une sélection au titre de la Décision du Premier Ministre en date du [•] afin de bénéficier de financements du Programme d'Investissements d'Avenir - action Ville de Demain dont les caractéristiques sont les suivantes :

Action Sélectionnée (dénomination)	Maître d'Ouvrage (identification complète)	Mode de financement	Montant total prévisionnel de l'Action	Montant total prévisionnel des Dépenses Eligibles	Montant maximum du financement du Fonds
		[Projet d'Investissement Subventionné / en Fonds Propres]			
		[le cas échéant ingénierie]			

[NB le montant à indiquer dans le tableau est soit le montant figurant dans la décision du PM soit celui résultant de l'ajustement de 1^{er} niveau.

En outre le montant de subvention doit être indiqué sans précision de mention telle que « HT » ou « TTC – Cf à ce titre l'article 2.3.2.3 (E) du Règlement Financier].

[Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'Action et le plan de financement figurent en annexe de la Lettre d'Adhésion.]

3. En application de l'Article 3.2 de la Convention, par la présente Lettre d'Adhésion, nous adhérons en notre qualité de Maître d'Ouvrage à la Convention et acceptons en conséquence d'être liés par les termes de la Convention et des autres Documents de Financement et reconnaissons que les financements consentis par le Fonds [à l'Action décrite / aux Actions décrites] dans [la/les] Fiche[s] Action sont régis par la Convention et les autres Documents de Financement.

4. Nous reconnaissons que la mise en place du financement est notamment subordonnée à la remise à la Caisse des Dépôts des compléments d'information demandés au titre de la Décision du Premier Ministre en date du [•] non satisfaits à la date de signature de la Lettre d'Adhésion et dont la liste figure en annexe 3.

5. La subvention constitutive d'une aide d'Etat est allouée sur la base du [Régime cadre exempté de notification n°SA.33916 en faveur de la protection de l'environnement dans le cadre des Investissements d'Avenir, pris en application du règlement général d'exemption par catégorie n°800/2008 adopté par la Commission européenne le 6 août 2008 et publié au JOUE le 9 août 2008] OU [Régime cadre SA.33915 (2011/N)⁵⁸ pris sur la base des lignes directrices des aides d'Etat à la protection de l'environnement du 1er avril 2008].

Ladite subvention d'un montant maximum de [•] et d'une intensité de [•] est une aide à [indiquer la catégorie spécifique]⁵⁹. Les dépenses prises en compte dans l'assiette de la Subvention sont détaillées dans l'Annexe financière à la Fiche Action. Le descriptif détaillé de l'Action est indiqué dans la Fiche Action.

6. Sans préjudice de nos autres engagements en application de la Convention, conformément aux termes de l'Article 6.2 de la Convention, nous nous engageons à renseigner les indicateurs de performance spécifiques dont la liste figure en annexe 4.

[•]. L'article 11 de la Convention s'applique mutatis mutandis à la Lettre d'Adhésion.

[•]. La Lettre d'Adhésion entre en vigueur à compter de sa contresignature par la Caisse des Dépôts et produira ses effets jusqu'à la date à laquelle [l'/les Actions visées au paragraphe 2 ci-dessus seront réalisées et à laquelle nous cesserons d'être tenus par les termes à la Convention au titre desdites Actions] /OU / [nous aurons conclu avec la Caisse des Dépôts un pacte d'associé en des termes satisfaisants pour cette dernière et la société de projet devant être créée pour les besoins de l'Action sera devenue partie à la Convention par signature d'une Lettre d'Adhésion].

⁵⁸ Indiquer la référence au JOUE (obligation légale). Il est précisé que ce Régime ne sera applicable qu'après autorisation de la Commission européenne.

⁵⁹ La Fiche Action devra impérativement indiquer tous les éléments permettant de justifier la catégorie d'aide allouée (cf. les définitions et conditions fixées dans le régime d'aide d'Etat applicable) ainsi que la démonstration de l'effet incitatif de l'aide lorsque le MO est une grande entreprise. Il devra également être démontré par exemple selon la catégorie d'aide octroyée les objectifs de réduction de rejet de CO2 et/ou la justification du dépassement des normes communautaires en vigueur, etc.

Fait en [deux (2)] exemplaires,

A,, le

[nom et signature]

Reçu le, par la Caisse des Dépôts

[nom et signature]

Annexes :

1. Fiche[s] Action[s] (incluant ses annexes : calendrier prévisionnel de réalisation, plan de financement, [A compléter])
2. Copie de la lettre de notification de la Décision du Premier Ministre en date du [•]
3. Compléments d'information demandés au titre de la Décision du Premier Ministre en date du [•] non satisfaits à la date de signature de la Lettre d'Adhésion]
4. Indicateurs de performance spécifiques
5. [A compléter le cas échéant]

ANNEXE 9 – MODELE DE LETTRE DE CONFIRMATION

A : [Maître d’Ouvrage]
(le **Maître d’Ouvrage**)

De : **Caisse des dépôts et consignations**
[•],
Agissant en son nom et pour le compte de l’Etat
dans le cadre du Programme d’Investissements d’Avenir - action Ville de Demain,
(la **Caisse des Dépôts**)

En date du : [•]

Objet : Lettre de confirmation (la Lettre de Confirmation) en application de la convention locale relative à l’Ecocité [•] dans le cadre du Programme des Investissements d’Avenir - action Ville de Demain

Vu la convention locale relative à l’Ecocité de [•], conclue le [•] entre notamment la Caisse des Dépôts et [Ville / EPCI] (la **Convention**) en application de la Convention Etat-CDC et de la Décision du Premier Ministre N°1 ;

Vu la Décision du Premier Ministre en date du [•] dont le contenu a été notifié le [•] à [entité coordinatrice de l’écocité concernée] par une lettre du Commissariat général à l’investissement et du Ministère de l’Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement,

[Vu la délibération du comité de pilotage en date du [•]],

[Vu la Lettre d’Adhésion signée le [•] par [Maître d’Ouvrage ou Maître d’Ouvrage initial en cas de modification du Maître d’Ouvrage] et contresignée le [•] par la Caisse des Dépôts ;]

[Vu la délibération du comité opérationnel des financements de l’action *Ville de Demain*, en date du [•] dont la copie figure en annexe 1 de la Lettre de Confirmation]

1. Les termes commençant par une majuscule ont la signification qui leur est donnée dans la Lettre de Confirmation ou à défaut dans la Convention.

2. Nous faisons référence au [Projet d’Investissement Subventionné/ Projet d’Ingénierie] décrit dans le tableau 1 ci-après, sélectionné par la Décision du Premier Ministre pour bénéficier d’un financement du Programme d’Investissements d’Avenir - action Ville de Demain.

Tableau n°1

Action Sélectionnée (dénomination)	Maître d’Ouvrage (identification complète)	Mode de financement	Montant total prévisionnel de l’Action	Montant total prévisionnel des Dépenses Eligibles	Montant maximum du financement du Fonds

[Option 1]

Vous nous avez informés que ce projet [a fait/doit faire] l'objet de modifications telles que synthétisées dans le tableau 2 ci-après et plus amplement décrites dans la Fiche Action figurant en annexe 1 de la Lettre de Confirmation.

Tableau n°2

Action Sélectionnée (dénomination)	Maître d'Ouvrage (identification complète)	Modifications [intervenues/envisagées]

/ou/

[Option 2]

A la date de signature [de la Convention/de la Lettre d'Adhésion], vous vous êtes engagés à nous fournir les éléments nécessaires à la vérification de la compatibilité de la subvention consentie au Régime d'aides d'Etat applicable, préalablement au premier versement de la subvention.

3.

[Option 1]

En application de l'Article 3.3.1 (b) de la Convention, et en application de la décision du comité opérationnel des financements visé en tête de la Lettre de Confirmation, nous vous confirmons que le montant maximum de subvention accordé au projet est de [•] euros ([•] €).

Il est précisé en tant que de besoin que les termes de vos engagements au titre des Documents de Financement restent inchangés et conditionnent le versement effectif de la subvention.]

/OU/

[En application de l'Article 3.3.2 de la Convention, et en application de la décision du comité opérationnel des financements visé en tête de la présente Lettre de Confirmation, nous vous confirmons que nonobstant les modifications apportées au projet, la subvention d'un montant maximum de [•] euros ([•] €) accordée par le Fonds au projet est maintenue.

[Il est précisé en tant que de besoin que les termes de vos engagements au titre des Documents de Financement, autres que ceux dont la modification a été validée par le comité opérationnel des financements restent inchangés et conditionnent le versement effectif de la subvention.] / **OU si changement de maître d'ouvrage/** [Il est précisé en tant que de besoin que le versement effectif de la subvention est subordonné à la signature par vous d'une Lettre d'Adhésion et à la reprise des engagements du Maître d'Ouvrage initial au titre de la Convention et des autres Documents de Financement.]

/ou/

[Option 2]

En application de l'Article 3.3.3 de la Convention, au regard des éléments complémentaires que vous nous avez communiqués, la subvention constitutive d'une aide d'Etat est allouée sur la base du

[Régime cadre exempté de notification n°SA.33916 en faveur de la protection de l'environnement dans le cadre des Investissements d'Avenir, pris en application du règlement général d'exemption par catégorie n°800/2008 adopté par la Commission européenne le 6 août 2008 et publié au JOUE le 9 août 2008] OU [Régime cadre SA.33915 (2011/N)⁶⁰ pris sur la base des lignes directrices des aides d'Etat à la protection de l'environnement du 1er avril 2008].

Ladite subvention d'un montant maximum de [•] et d'une intensité de [•] est une aide à *[indiquer la catégorie spécifique]*. Les dépenses prises en compte dans l'assiette de la Subvention sont détaillées dans l'Annexe financière à la Fiche Action. Le descriptif détaillé de l'Action est indiqué dans la Fiche Action.

En conséquence, nous vous confirmons que le principe d'une subvention accordée par le Fonds au projet est maintenu dans les termes et conditions figurant dans les Documents de Financement, d'un montant maximum de [•] euros ([•] €).

4. L'article 11 de la Convention s'applique mutatis mutandis à la Lettre de Confirmation.

5. La Lettre de Confirmation entre en vigueur à compter de sa signature par la Caisse des Dépôts et produira ses effets jusqu'à la date à laquelle le projet sera réalisé et vous cesserez d'être tenus par les termes de la Convention au titre dudit projet.

Fait en [deux (2)] exemplaires,

A,, le

La Caisse des Dépôts
[nom et signature]

Reçu le, par [Maître d'Ouvrage]

[nom et signature]

Annexes : [A adapter]

1. Copie des délibérations du comité opérationnel des financements
2. Fiche Action (incluant ses annexes : calendrier prévisionnel de réalisation, plan de financement, [A compléter])
3. [A compléter le cas échéant]

⁶⁰ Indiquer la référence au JOUE (obligation légale). Il est précisé que ce Régime ne sera applicable qu'après autorisation de la Commission européenne.

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2012

Madame Christiane FOURTEAU rapporte:

Depuis 3 ans maintenant, lors des vœux à la population, la Ville de Montpellier a remplacé le traditionnel buffet de petits fours par une collation de vins et chocolats chauds, afin de redistribuer cette enveloppe protocolaire en direction des associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire.

La Ville rencontre quotidiennement un grand nombre d'associations agissant au plus près des publics en difficulté et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions.

Dans le cadre de sa politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion, la Ville propose donc d'attribuer, sur la base des économies réalisées, soit 50 500 €, les subventions suivantes :

Association	Propositions
Banque alimentaire (1942)	9 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence (3090)	4 000 €
Restaurants du Cœur (1493)	6 500 €
Secours catholique (666)	8 000 €
Secours Populaire Français (1068)	8 000 €
Société St Vincent de Paul (4326)	6 000 €
Avitarelle (1664)	3 000 €
A cœur ouvert (2110)	2 000 €
Le Refuge (3318)	2 000 €
Solidarité DOM TOM (2835)	2 000 €
Total	50 500 €

24

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur l'imputation : 6574/925/ 17564, pour un montant de 50 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

AMENAGEMENT DU CARREFOUR AVENUE DE VANIERES (RD65) RUE DU PAS DU LOUP CONVENTION CONSEIL GENERAL/VILLE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Philippe THINES rapporte:

La Ville de Montpellier a décidé de ré-aménager, pour des raisons de sécurité, le carrefour entre l'avenue de Vanières (RD65) et la rue du Pas du Loup, en accord avec le Conseil Général de l'Hérault.

Les travaux concernés se situent en partie sur le domaine public routier départemental. Considérant la compétence communale en matière d'accompagnements de la voirie départementale (avenue de Vanières – RD65) située en l'intérieur de la zone agglomérée, considérant la compétence de la ville en matière d'aménagement de la voirie communale (rue du Pas du Loup), le Conseil Général de l'Hérault et la Ville de Montpellier se sont accordées afin de désigner la Ville de Montpellier comme maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux d'aménagement de cette intersection.

La convention de transfert de maîtrise d'ouvrage correspondante est donc proposée à l'approbation du Conseil Municipal. Celle-ci fixe les modalités de la maîtrise d'ouvrage de la Ville pour l'exécution des travaux d'aménagement du carrefour Vanières (RD65) / rue du Pas du Loup.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre le Conseil Général de l'Hérault et la Ville de Montpellier pour l'exécution des travaux d'aménagement du carrefour entre l'avenue de Vanières et la rue du Pas du Loup,
- de dire que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget 2012 de la Ville au chapitre 908,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

République
Française



Direction Générale
des Services



Montpellier, le 21 octobre 2011

Mairie de Montpellier
1 place Francis Ponge
34 000 MONTPELLIER



Pôle de l'Aménagement durable
du territoire
Direction Administrative et Financière

Dossier suivi par : Marie-Françoise Caillabet
Téléphone : 04.67.67.68.08
Télécopie : 04.67.67.73.44
e-mail : mfcaillabet@cg34.fr



Madame le Maire,

J'ai le plaisir de vous transmettre pour signature la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et la convention d'entretien pour la RD 65 pour l'aménagement du carrefour entre l'avenue de Vanières et la rue du Pas du Loup établie entre le Département de l'Hérault et votre Commune.

Cette convention a été validée lors de la Commission Permanente du Département qui s'est réunie le 17 octobre 2011.

Je vous remercie de bien vouloir signer ces deux exemplaires de conventions et nous les retourner dans les meilleurs délais.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes sincères salutations.

Pour le Président et par délégation :

Le responsable du service administratif
du Pôle Développement et Aménagement,

Emmanuel Saunière

CONVENTION D'ENTRETIEN

RD 65 - Commune de Montpellier - Avenue de Vanières

Entre les soussignés :

Le Département de l'Hérault, représenté par Monsieur André Vézinhet, Président du conseil général de l'Hérault, dûment habilité par une délibération de la commission permanente de l'assemblée départementale en date du13.../10/11

ci-après dénommé le Département
D'une part,

Et

La commune de Montpellier, représentée par son Maire, Madame Hélène Mandroux, dûment habilitée par une délibération en date du

ci-après dénommée la Commune
D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Le Département, pour répondre à la demande de la Commune a accepté les travaux de réaménagement du carrefour entre l'avenue de Vanières (RD65) et la rue du Pas du Loup à Montpellier afin d'en améliorer la sécurité.

En cohérence avec l'initiative de la Commune pour la réalisation des équipements, les parties souhaitent déterminer les obligations mises à la charge de la Commune en matière d'entretien des dépendances de la chaussée .

Ceci exposé il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les obligations mises à la charge de la commune en matière d'entretien et de responsabilité des dépendances de la chaussée.

Article 2 – Localisation des dépendances

Les dépendances se situent aux abords de l'avenue de Vanières (RD65).

Article 3 – Obligations contractuelles de la Commune

La Commune assume l'entretien des dépendances situées aux abords de l'avenue de Vanières (RD65), à savoir :

- les plantations et espaces verts sur trottoirs, îlots et accotements,
- les trottoirs, stationnements et piste cyclable,
- le mobilier urbain implanté après autorisation sur le domaine public départemental,
- les caniveaux,
- la signalisation verticale directionnelle pour ce qui concerne les mentions autres que départementales

Article 9 – Election de domicile et litiges

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, le Département fait élection de domicile au 1000 rue d'alco 34087 Montpellier cedex 4 et la commune en sa mairie.
Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
(en deux exemplaires originaux)

**Pour la Commune
Le Maire**

Hélène Mandroux

**Pour le Département
Le Président du conseil général de l'Hérault**

André Vezinhet

Article 6 – Contenu de la maîtrise d'ouvrage assurée par la Commune

6.1 : Pendant la durée de l'opération de travaux la Commune s'engage à assurer les missions suivantes :

- 1 : Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé conformément aux prescriptions du Département.
- 2 : Choix puis signature et gestion du contrat d'assurance de dommages.
- 3 : Choix du maître d'œuvre, des entrepreneurs, fournisseurs, de l'assistance au maître d'ouvrage, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.
- 4 : Signature et gestion des marchés de travaux et fournitures :
 - versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs,
 - réception des travaux.
- 5 : Gestion financière et comptable de l'opération.
- 6 : Gestion administrative.
- 7 : Gestion du pré-contentieux à travers toutes sortes de réclamations.
- 8 : Action en justice

6.2 : Le détail des missions mentionnées à l'article 6.1 de la présente convention sont précisées à l'annexe 2 de la présente convention.

Article 7 – Contrôle financier et comptable

7.1 : Le Département et ses agents pourront demander à tout moment à la Commune la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

7.2 : Pendant toute la durée de la convention, la Commune transmettra tous les mois au Département un compte rendu comptable de l'avancement de l'opération.

Le Département doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai d'un mois après réception du compte rendu ainsi défini. A défaut, le Département est réputé avoir accepté les éléments du dossier remis par la Commune. Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du maître d'ouvrage désigné conduit à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement annexés à la présente convention, la Commune ne peut se prévaloir d'un accord tacite du Département et doit donc obtenir l'accord exprès de celui-ci et la passation d'un avenant.

7.3 : En fin de mission, conformément à l'article 11, la Commune établira et remettra au Département un bilan général de l'opération qui comportera le détail par poste de toutes les dépenses et recettes réalisées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultants des pièces justificatives ainsi que la possession de toutes ces pièces justificatives.

7.4 : Le bilan général deviendra définitif après accord du Département.

mm

Article 8 – Contrôle administratif et technique

8.1 : Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, la Commune s'engage à appliquer les règles du Code des Marchés Publics.

Le choix des titulaires des contrats à passer par la Commune relève de la seule Commune.

Il est précisé que la rédaction desdits contrats devra tenir compte des différentes dispositions de la convention objet des présentes.

Les parties conviennent :

- d'une part, que les dispositions particulières du règlement interne de la Commune en matière de commande publique s'appliqueront ;
- et d'autre part, que la Commission d'Appel d'Offres compétente pour choisir les différents prestataires et entreprises sera celle de la Commune.

8.2 : Validation du projet par le Département et contrôle de l'exécution des travaux

8.2.1 : La phase « Etudes » de réalisation de l'ouvrage devra impérativement faire l'objet d'une validation du Département préalable à tout commencement d'exécution des travaux. Dans le cadre de ces études, le maître d'œuvre de la Commune devra se conformer aux prescriptions techniques reportées à l'annexe 1 de la présente convention.

8.2.2 : La direction de l'exécution des travaux (D.E.T.) est assurée par le maître d'œuvre de la Commune. Elle commence à la notification du marché à l'entrepreneur.

La réalisation devra être conforme aux prescriptions du Département qui conserve un droit de regard et de contrôle sur les prestations.

Toute modification doit faire l'objet d'une validation préalable par le Département.

8.2.3 : Les contrôles et vérifications effectués par le maître d'œuvre de la Commune, et leurs résultats, devront être précisés sur les comptes rendus de réunion de chantier. Ils porteront notamment sur :

- le niveau de portance et l'altimétrie de la Plate-forme Support de Terrassement (PST)
- la nature et les fiches « produit » ou d'homologation de tout matériau livré sur le chantier
- le compactage et l'épaisseur de chaque couche de chaussée
- les formulations des bétons, couches d'accrochage, graves bitumes et bétons bitumeux
- le respect des prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et des normes françaises et européennes.

8.2.4 : Quelques phases devront faire l'objet d'une validation particulière de la part du Département, après communication des résultats obtenus, notamment :

- les dispositions constructives particulières sur chaussée
- la réception du fond de forme et des couches de Grave Non Traitée (GNT)
- l'implantation des équipements de sécurité et de la signalisation
- visite des ouvrages avant les Opérations Préalables à la Réception (OPR) telle que définie à l'article 8.3 de la présente convention.

8.2.5 : La Commune s'assurera que son maître d'œuvre veille à la sécurité des usagers et au respect permanent des protections et de la signalisation mise en place par l'entreprise, qui devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I) du Ministère de l'Équipement du Logement et des Transports.

Pour toute phase entraînant une modification de la circulation, le maître d'œuvre de la Commune avertira, au moins quinze jours avant, le Département qui prendra l'arrêté de circulation ad hoc.

8.2.6 : La Commune s'assurera que son maître d'œuvre :

- invite le Département à chaque réunion où des travaux sur le domaine public départemental seront concernés,
- respecte et fait respecter les différentes phases de validation définies à l'article 8.2 de la présente convention (points critiques, points d'arrêts, ...),
- fait procéder à tous les essais et contrôles nécessaires à la bonne exécution des travaux,
- veille à la mise en œuvre et au respect du Plan d'Assurance Qualité (PAQ),
- veille au respect des normes de sécurité et des règles de l'art,
- fait établir les plans de récolement en fin de travaux conformément au cahier des charges du Département,
- remet au Département le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et le DIUO,
- transmet au Département tous les comptes rendus de réunion de chantier,
- propose la réception des travaux après accord du Département sur les OPR conformément à l'article 8.3 de la présente convention.

8.3 : Accord sur la réception des ouvrages

La Commune est tenue d'obtenir l'accord préalable et express du Département avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. Les réceptions d'ouvrages seront organisées par la Commune selon les modalités suivantes.

8.3.1 : Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux, la Commune organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront ladite Commune, le Département et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par le Département et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

8.3.2 : La Commune s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

La Commune transmettra ses propositions au Département en ce qui concerne la décision de réception. Le Département fera connaître sa décision dans les vingt jours suivant la réception des propositions de la Commune.

8.3.3 : La Commune établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise titulaire, copie en sera notifiée au Département.

8.3.4 : La réception emporte transfert à la Commune de la garde des ouvrages. La Commune en sera libérée dans les conditions fixées à l'article 11 de la présente convention.

Article 9 – Responsabilité du maître d'ouvrage désigné

9.1 : En tant que maître d'ouvrage désigné, la Commune sera responsable au titre de son obligation générale de direction et de contrôle des opérations de travaux et des missions de maîtrise d'œuvre et plus particulièrement en ce qui concerne la coordination des travaux et le respect des règles de sécurité sur le chantier.

9.2 : D'autre part, il est rappelé que la Commune en tant que maître d'ouvrage désigné est seule débitrice envers les titulaires des marchés au titre de son obligation financière vis à vis des mêmes titulaires.

Article 10 – Remise des ouvrages construits

Les ouvrages sont remis au Département après réception des travaux notifiée aux entreprises et expiration de la garantie de parfait achèvement des travaux à condition que la Commune ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Article 11 – Achèvement de la mission de la Commune

11.1 : La mission de la Commune prend fin par le quitus délivré par le Département ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 13 de la présente convention.

11.2 : Le quitus est délivré à la demande de la Commune après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers complets comportant le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) et tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ;
- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le Département.

11.3 : Le Département doit notifier sa décision à la Commune dans le délai de deux mois suivant la réception de la demande de quitus.

11.4 : Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre la Commune et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, la Commune est tenue de remettre au Département tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Article 12 – Garantie décennale

La Commune s'engage à prévoir dans le cahier des clauses administratives particulières des marchés de travaux relatifs à la réalisation des ouvrages routiers la mention selon laquelle les différents titulaires garantissent au plan décennal le Département, en tant que propriétaire desdits ouvrages, une fois réalisés et ce conformément à l'article 1792 du Code civil.

Article 13 – Résiliation

13.1 : Si la Commune est défaillante, et après mise en demeure infructueuse, le Département peut résilier la présente convention de plein droit sans indemnité pour la Commune.

13.2 : Dans le cas où le Département ne respecterait pas ses obligations, la Commune, après mise en demeure restée infructueuse, a droit à la résiliation de la présente convention sans indemnité.

13.3 : Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de la Commune, la résiliation de plein droit peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

13.4 : Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation.

Dès notification de la décision de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la Commune et des travaux réalisés.

Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise, en outre, les mesures conservatoires que la Commune doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés.

Il indique enfin le délai dans lequel la Commune doit remettre l'ensemble des dossiers au Département.

Article 14 – Dispositions diverses

14.1 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à la Commune et prend fin après la délivrance du quitus à la Commune dans les conditions de l'article 11 de la présente convention.

14.2 - Assurances

La Commune devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir au Département la justification :

- de l'assurance qu'elle doit souscrire au titre de l'article L. 241-2 du Code des assurances ;
- de l'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants.

14.3 - Capacité d'ester en justice

La Commune pourra agir en justice pour son propre compte jusqu'à la délivrance du quitus, mentionné à l'article 11 de la présente convention, aussi bien en tant que demandeur que défendeur.

La Commune devra, avant toute action, demander l'accord du Département.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale ne relève pas de la Commune.

Article 15 – Litiges- Election de domicile

En cas de litige survenant dans l'application des présentes, les parties soussignées attribuent compétence au tribunal administratif de Montpellier.

Pour l'exécution des présentes et de ses suites, le Département fait élection de domicile au 1000 rue d'Alco 34 087 Montpellier Cedex 4 et la Commune en sa mairie.

Article 16 – Annexes à la convention

La présente convention comporte deux annexes :

- Annexe 1 : Programme détaillé de l'opération
- Annexe 2 : Missions de la Commune

Fait à Montpellier en deux exemplaires,

Le.....

**Pour la Commune de Montpellier,
Le Maire,**

Hélène Mandroux

**Pour le Département de l'Hérault,
Le Président du conseil général
de l'Hérault,**

André Vezinhet

Annexe 1 : Programme détaillé de l'opération

Les travaux envisagés consistent en une reconfiguration des chaussées, la création de trottoirs et d'îlots, de stationnements, l'amélioration de l'assainissement pluvial et de l'éclairage public, la mise en place de mobiliers urbains, de nouveaux feux tricolores et de plantations.

Les principales prestations mises en œuvre sont :

- Signalisation temporaire et installations de chantier
- Chaussée (reprise enrobés)
- Trottoirs
- Bordures, caniveaux
- Canalisations, regards avaloirs,
- Eclairage public
- Feux tricolores
- Mobilier urbain
- Plantations
- Signalisation horizontale et verticale

Annexe 2 : Missions de la commune

Article 1- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé

L'organisation générale de l'opération et notamment :

- définition des études complémentaires de programmation éventuellement nécessaires (étude de sol, étude d'impact...);
- définition des intervenants nécessaires (maître d'œuvre, contrôleur technique, entreprises, assurances, police unique de chantier, ordonnancement, pilotage, coordination...);
- définition des missions et responsabilités de chaque intervenant et des modes de dévolution des contrats;
- définition des procédures de consultation et de choix des intervenants.

Article 2 – Choix, signature et gestion du contrat d'assurance de dommages (ou police unique de chantier)

Et notamment :

- établissement du dossier de consultation ;
- choix de la procédure et de calendrier de consultation ;
- lancement de la consultation ;
- organisation matérielle de la réception des offres et de leur analyse- secrétariat de la commission éventuelle ;
- choix du futur titulaire ;
- notification de la décision de choix aux candidats ;
- mise au point du contrat avec le candidat retenu ;
- établissement du dossier nécessaire au contrôle de légalité et transmission à l'autorité compétente ;
- signature et notification du contrat ;
- gestion du contrat ;
- paiement des primes ;
- établissement et remise au Département du dossier complet comportant tous documents contractuels, comptables, techniques, administratifs relatifs au contrat.

Article 3 – Choix du maître d'œuvre, des entrepreneurs, fournisseurs et contrôles ou assistance au maître d'ouvrage

Et notamment :

- définition du mode de dévolution des travaux et fournitures ;
- vérification, mise au point des dossiers de consultation des entreprises et fournisseurs ;
- choix des procédures et calendriers de consultations ;
- envoi des dossiers de consultation ;
- organisation matérielle de la réception et du jugement des offres ;
- choix des titulaires ;
- notification de la décision aux candidats ;
- mises au point des marchés avec les entrepreneurs et fournisseurs retenus ;
- établissement des dossiers nécessaires au contrôle de légalité et transmission à l'autorité compétente ;
- choix des contrôles techniques et assistance au maître d'ouvrage.

Article 4 – Signature et gestion des marchés de travaux, fournitures et services, versement des rémunérations correspondantes / Réception des travaux

Et notamment :

- signature et notification des marchés de travaux, fournitures et services ;
- demande des attestations d'assurance de responsabilité (civile et décennale) des titulaires ;
- décisions de gestion des marchés de prestation ;
- règlement des avenants éventuels ;
- transmission des projets d'avenants aux organismes de contrôle (contrôle financier, commission spécialisées des marchés ou contrôle de légalité) ;
- signature et notification des avenants ;
- organisation et suivi des opérations préalables à la réception ;
- transmission au Département pour accord préalable du projet de décision de réception ;
- après accord du Département, décision de réception et notification aux intéressés ;
- mise en œuvre des garanties contractuelles ;
- vérification des décomptes finaux ;
- règlement des litiges éventuels ;
- versement de la rémunération aux prestataires ;
- paiement des soldes ;
- établissement et remise au Département des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, comptables.

Article 5 – Gestion financière et comptable de l'opération

Et notamment :

- établissement et actualisation périodique du bilan financier prévisionnel détaillé de l'opération en conformité avec l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le Département ;
- actualisation périodique de l'échéancier et du plan de trésorerie de l'opération ;
- suivi et mise à jour des documents précédents et information mensuelle du Département conformément à l'article 7.2 de la présente convention ;
- transmission au Département pour accord en cas de modification de l'enveloppe financière telle que définie à l'article 2 de la présente convention ;
- conclusion des contrats de financement (prêts, subventions) – établissements des dossiers nécessaires ;
- établissement du dossier de clôture de l'opération et transmission pour approbation au Département.

Article 6 – Gestion administrative

Et notamment :

- procédures de demandes d'autorisations administratives ;
- permis de démolir, de construire, autorisation de construire ;
- permission de voirie ;
- occupation temporaire du domaine public ;
- commission de sécurité ;
- relations avec concessionnaires, autorisations ;
- d'une manière générale toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l'opération ;
- établissement des dossiers nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité et transmission au Préfet- Copie au Département ;
- suivi des procédures correspondantes et information du Département.

**Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation de
travaux routiers sur la route départementale n°65 à Montpellier**

Entre les soussignés :

Le Département de l'Hérault, représenté par Monsieur André Vezinhet, Président du Conseil général de l'Hérault, dûment habilité par délibération n°...^{A20} en date du...^{13/10/11}

ci-après dénommé le **Département**
D'une part,

Et

La commune de Montpellier, représentée par son Maire, Madame Hélène Mandroux, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal en date du

ci-après dénommée la **Commune**
D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La commune de Montpellier souhaite aménager le carrefour entre l'avenue de Vanières (RD65) et la rue du Pas du Loup. Ce carrefour ayant un impact direct sur la fluidité et la sécurité du trafic, la Commune a décidé en accord avec le Département de procéder à son réaménagement.

Les travaux concernés, situés sur le domaine public départemental, doivent être réalisés en maîtrise d'ouvrage départementale.

Eu égard à la compétence communale en matière de voirie située en agglomération et à la localisation de l'opération sur le domaine public départemental ainsi qu' à l'intérêt partagé par le Département et la Commune à la réalisation de l'aménagement de la RD65, le Département souhaite désigner la commune de Montpellier comme maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux d'aménagement de ce carrefour en application de l'article 2.II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article 2.II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, de désigner la commune de Montpellier maître d'ouvrage de l'opération de travaux de réaménagement du carrefour entre l'avenue de Vanières (RD65) et la rue du Pas du Loup à Montpellier, dans les conditions fixées ci-après.

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Approbation du plan de gestion Lez / Mosson et affluents actualisé et complété à l'échelle communale



Approbation du dossier réglementaire relatif à la déclaration d'intérêt général



Demande d'ouverture d'enquête publique

Monsieur Philippe THINES rapporte:

La Ville de Montpellier entretient régulièrement le Lez et les principaux cours d'eaux dans leurs parties publiques. L'entretien des parties privées incombe aux propriétaires riverains et de ce fait est souvent insuffisant voire inexistant. Ce manque d'entretien sur une partie significative des cours d'eau du bassin versant Lez-Mosson entraîne l'accumulation de la végétation. Ce phénomène de formation d'embâcles pourrait aggraver les inondations, lors des prochaines crues importantes, avec des impacts sur les biens et les personnes dans les secteurs urbanisés.

Afin de garantir la cohérence des travaux à l'échelle de l'ensemble du bassin versant, un Plan de gestion a été réalisé en 2006 par un bureau d'études spécialisé dans le cadre du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens.

Il a permis, notamment, de définir sur les principaux cours d'eau des communes un programme d'intervention avec des travaux de restauration et d'entretien de la ripisylve qu'il conviendrait d'effectuer. Ces travaux ont été repris dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin du Lez coordonné par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE).

Par délibération du 09 mai 2011 le conseil Municipal a demandé que le plan de gestion Lez/Mosson et principaux affluents soit actualisé et complété sur l'ensemble du territoire communal et que le dossier réglementaire nécessaire à la procédure de Déclaration d'Intérêt Général soit réalisé.

Les travaux compris dans le plan de gestion actualisé concernent le Lez, la Mosson, le Verdanson, le Lantissargues, la Lironde, la Lironde de Méjean, le Rieutord, le Rondelet, le Font d'Aurelle et le Rieucoulon. Les travaux de restauration, programmés en 2013, comprennent l'enlèvement des embâcles situés dans le lit des cours d'eaux, la restauration de la ripisylve ainsi que l'enlèvement de déchets ou d'encombrants. Sur les secteurs

les plus dégradés, des actions de plantation sont prévues. Des opérations d'entretien sont prévues en 2017 et 2021, il s'agit des mêmes actions de traitement de la végétation.

Coût prévisionnel des travaux :

- Restauration (2013) : 140 000 €HT
- 1^{er} entretien (2017) : 117 050 €HT
- 2^{ème} entretien (2021) : 117 050 €HT

Coût total : 383 300 €HT soit 458 426,80 €TTC

Ces opérations sont subventionnées par le FEDER, l'Agence de l'eau RM&C et la Région Languedoc Roussillon aux taux suivants :

Travaux de restauration sur le montant HT (ou TTC si pas de récupération du FCTVA) :

- 50% pour le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) - action 2.1.4 du Document de mise en oeuvre du 03.04.2009

- 30% pour l'Agence de l'Eau RM&C,

- 10% pour la Région Languedoc Roussillon,

Soit un total de 90% d'aide maximum pour cette opération, les 10% restant étant à la charge de la commune, maître d'ouvrage.

Travaux d'entretien sur le montant TTC :

- 30 à 50% pour le FEDER

- 30% pour l'Agence de l'Eau RM&C,

Selon les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'Environnement, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. Toutefois, la maîtrise d'ouvrage des travaux définis dans le Plan de gestion peut être portée, à la place des riverains, par les communes concernées ou leurs groupements compétents dans le cadre d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG). Elle est prévue par l'article L.211-7 du Code de l'Environnement et les articles L.151-36 à L.151-40 du Code Rural.

La Déclaration d'Intérêt Général se fait sur la base d'un dossier qui est soumis à enquête publique, et qui donne lieu à un arrêté préfectoral déclarant l'intérêt général des travaux pour une durée de cinq ans.

La maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par la Ville de Montpellier. Le SYBLE assurera la coordination et le suivi des travaux en appui de la commune.

Pour les interventions situées en domaine privé, l'accès aux berges se fera en concertation avec les riverains par l'intermédiaire de « conventions de droit de passage ». Aucune contribution financière ne sera demandée aux riverains.

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général comprend :

- Un mémoire justifiant l'intérêt général ou l'urgence de l'opération ;
- Un mémoire explicatif ;
- Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien ;

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le Plan de gestion Lez/Mosson et affluents actualisé et complété à l'échelle communale,
- d'approuver le dossier d'enquête relatif à la Déclaration d'Intérêt Général,
- de demander l'ouverture de l'enquête publique relative à la Déclaration d'Intérêt Général pour la mise en oeuvre du Plan de gestion Lez Mosson et principaux affluents sur la commune,
- d'autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire conforme~~, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

PLAN DE GESTION LEZ-MOSSON ET AFFLUENTS

DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A :

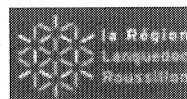
- ❖ LA DECLARATION DES TRAVAUX AU TITRE DES ARTICLES L.214-1 A 4 ET L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (NOTICE D'INCIDENCE)
- ❖ LA DECLARATION D'INTERET GENERAL AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DIG)

PIECE N°4 :

ATLAS CARTOGRAPHIQUE COMMUNE DE MONTPELLIER

ASCONIT Consultants
Agence Montpellier - Sud-est

CAP GAMMA
ZAC EUROMEDECINE II
1682 rue de la Valsière
34 790 GRABELS
Tel: 04 99 23 04 83
Email : contact@asconit.com
Web : www.asconit.com

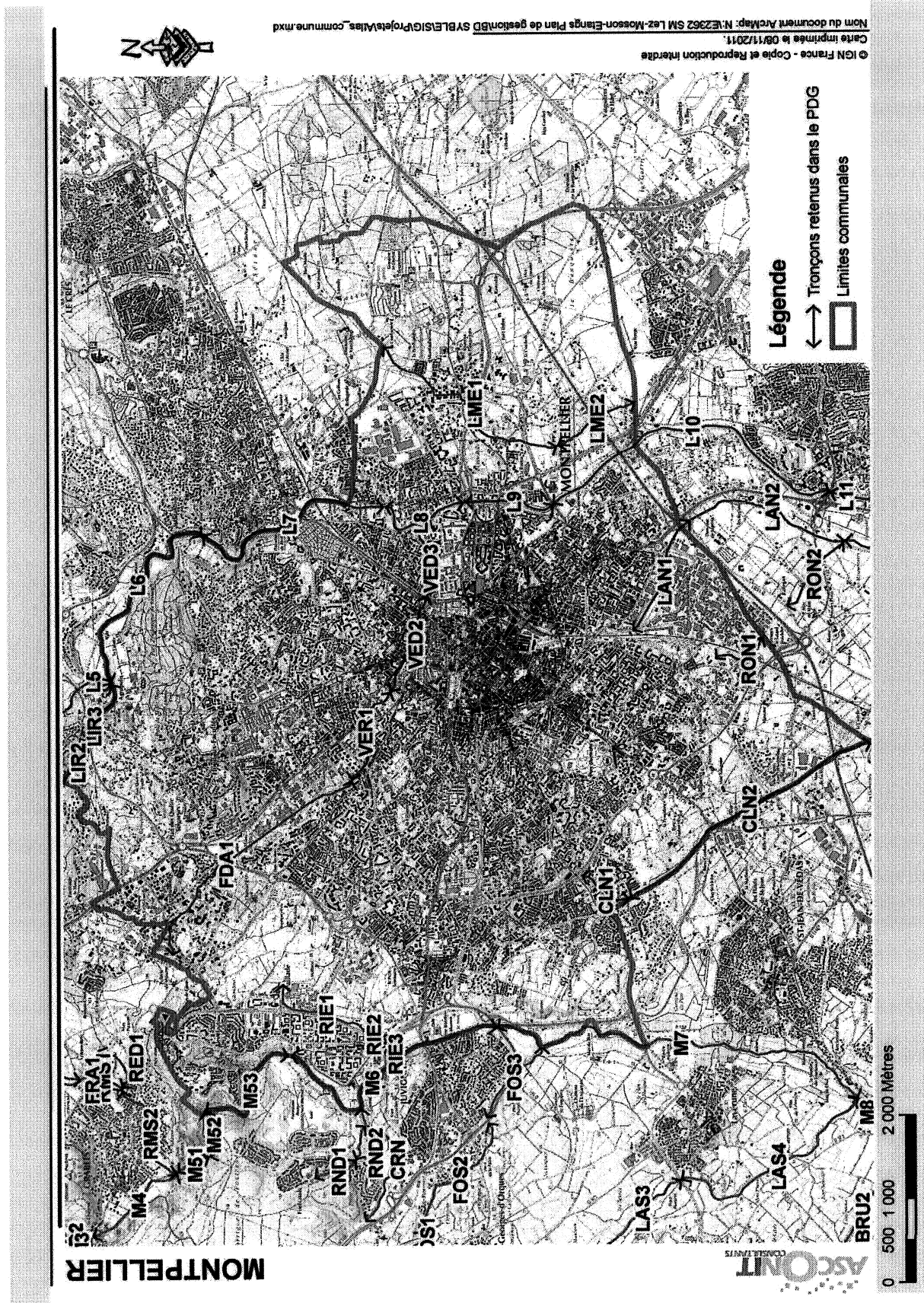


Novembre 2011

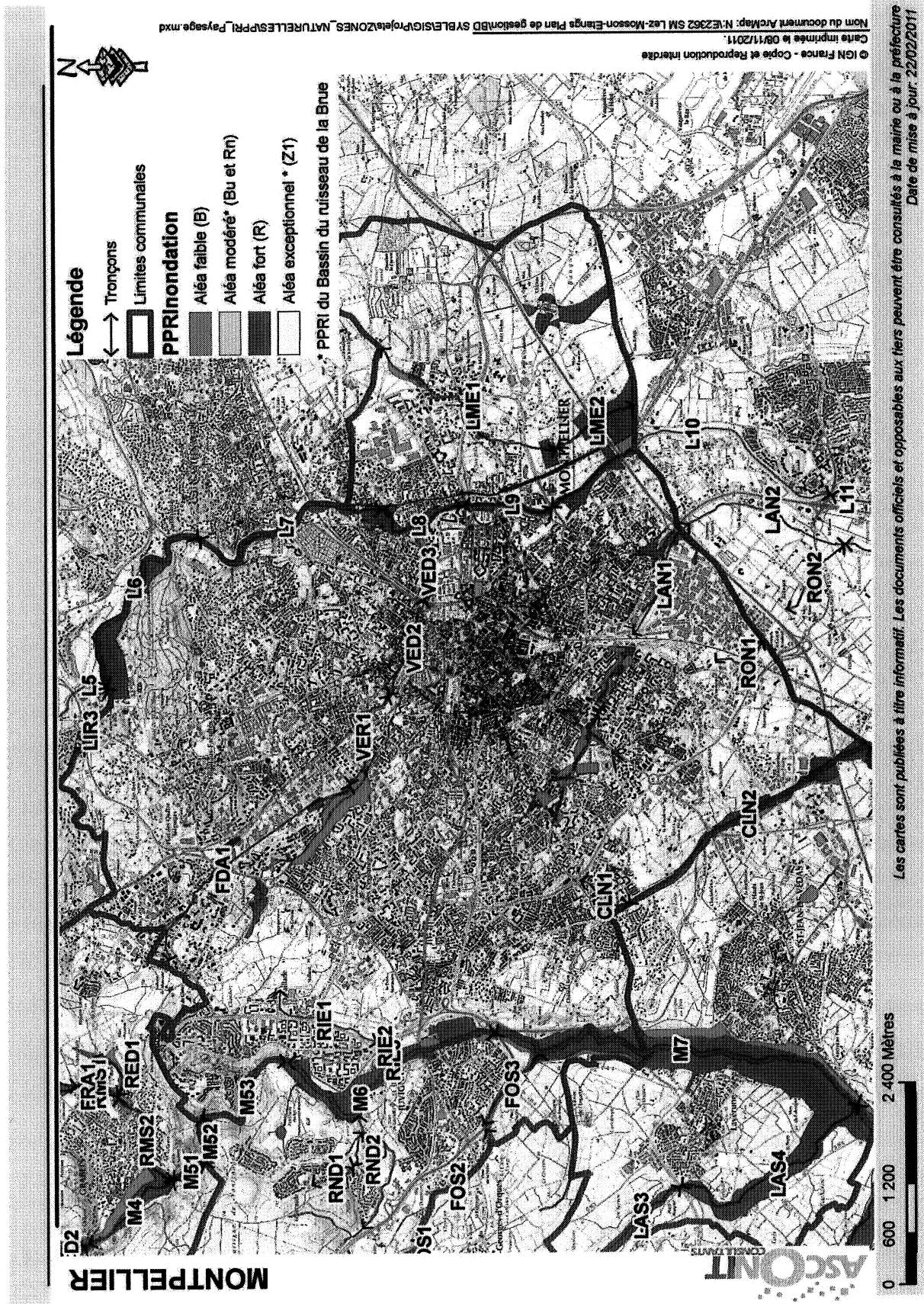
Liste des cartes

CARTE 1 : Carte des tronçons de cours d'eau de la commune.....	3
CARTE 2 : PPRI de la commune.....	4
CARTE 3 : Enjeux environnementaux.....	5
CARTE 4 : Localisation et type d'interventions sur les cours d'eau de la commune.....	6
CARTE 5 : Propositions de plantations sur les cours d'eau de la commune.....	7
CARTE 6 : Secteurs concernés par la pratique de la pêche et la protection du milieu aquatique	8

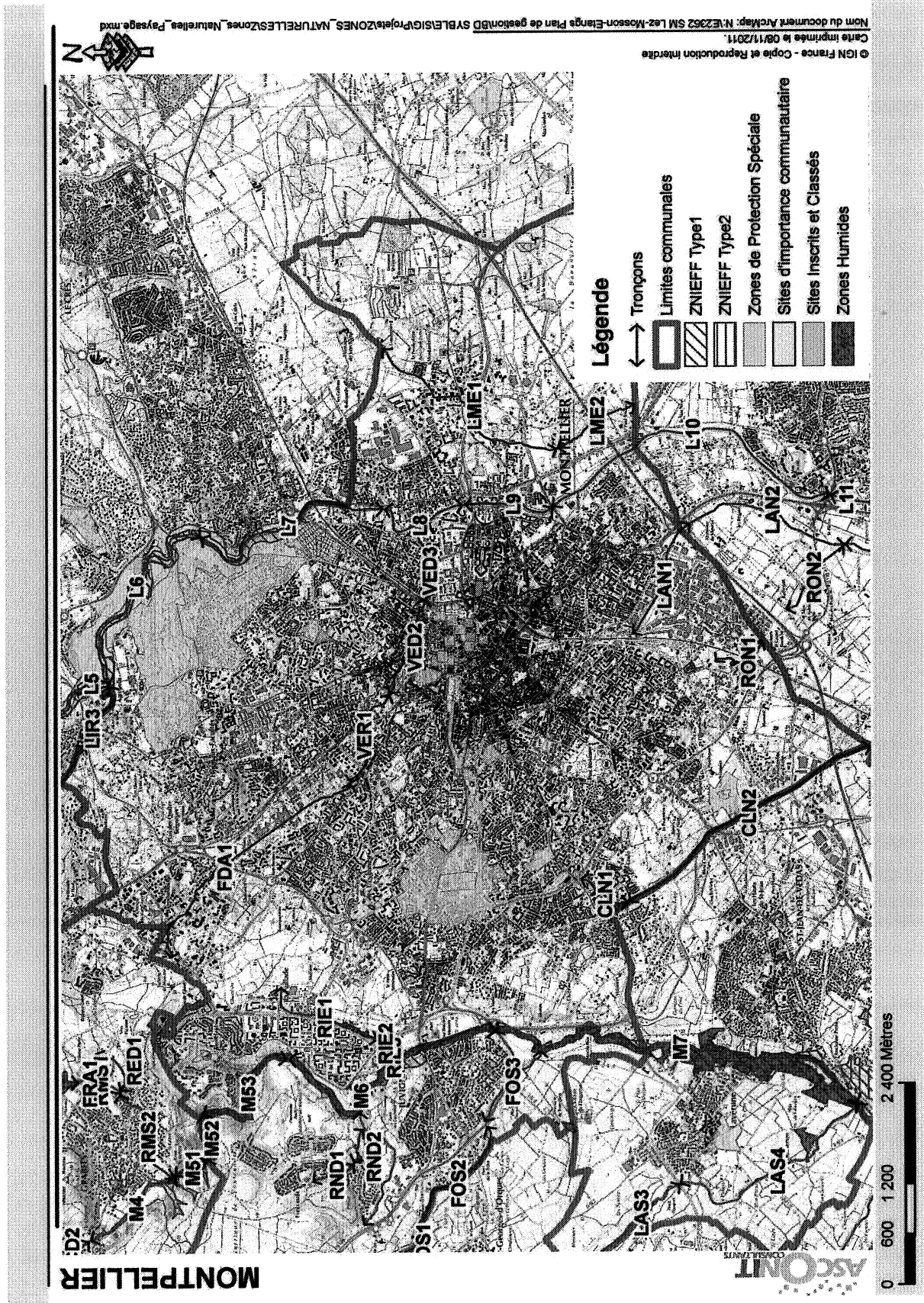
CARTE 1 : Carte des tronçons de cours d'eau de la commune



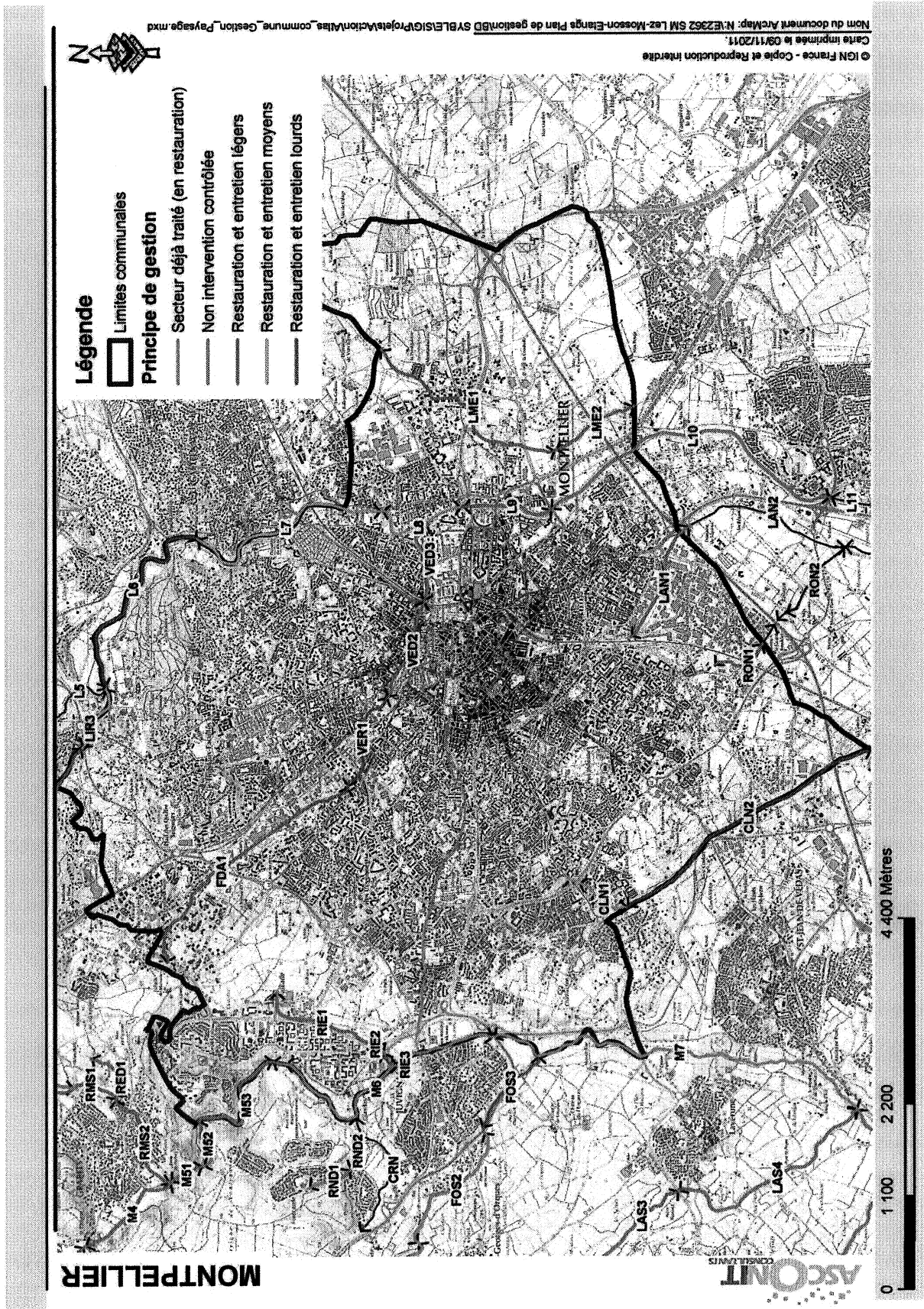
CARTE 2 : PPRI de la commune



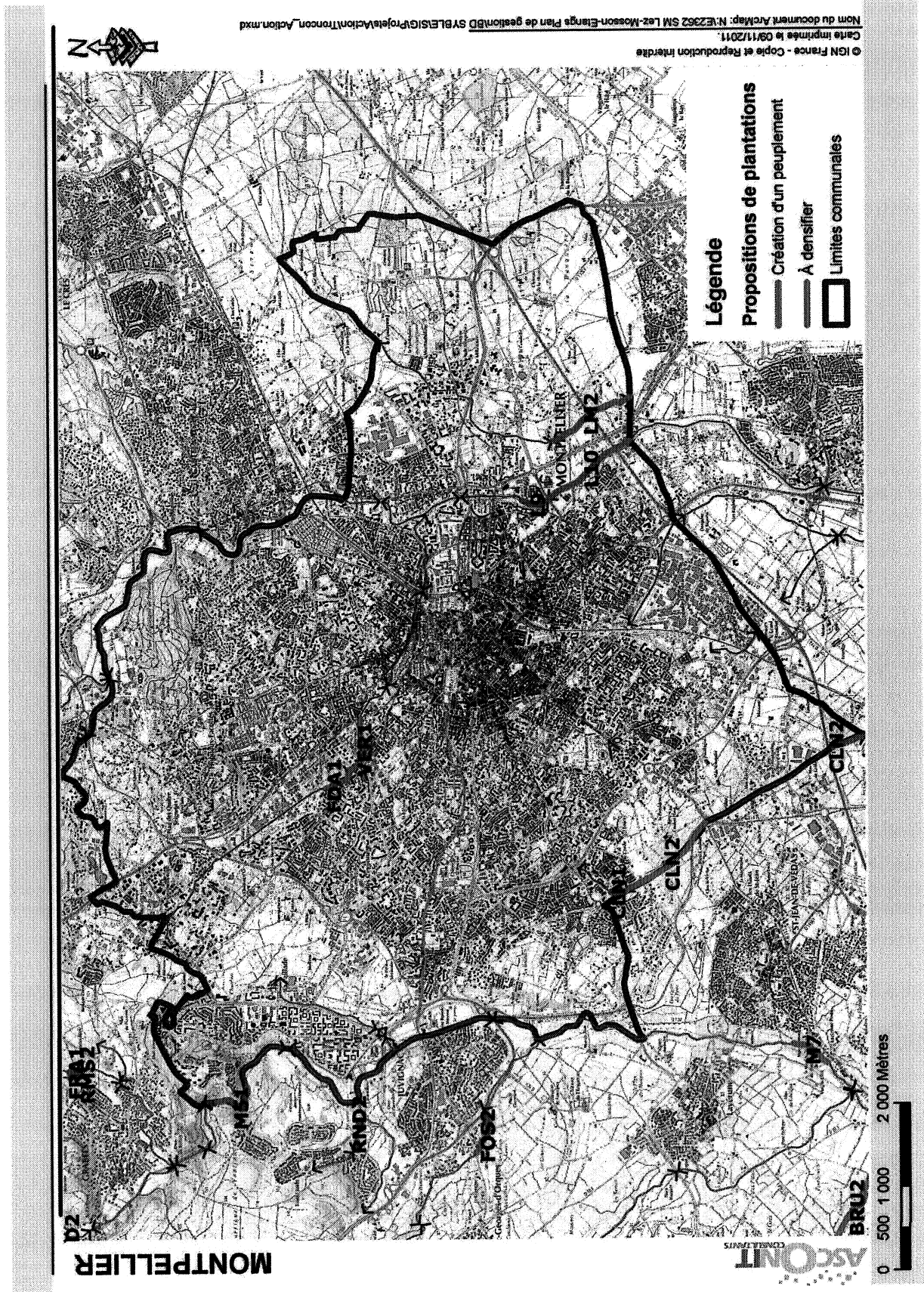
CARTE 3 : Enjeux environnementaux



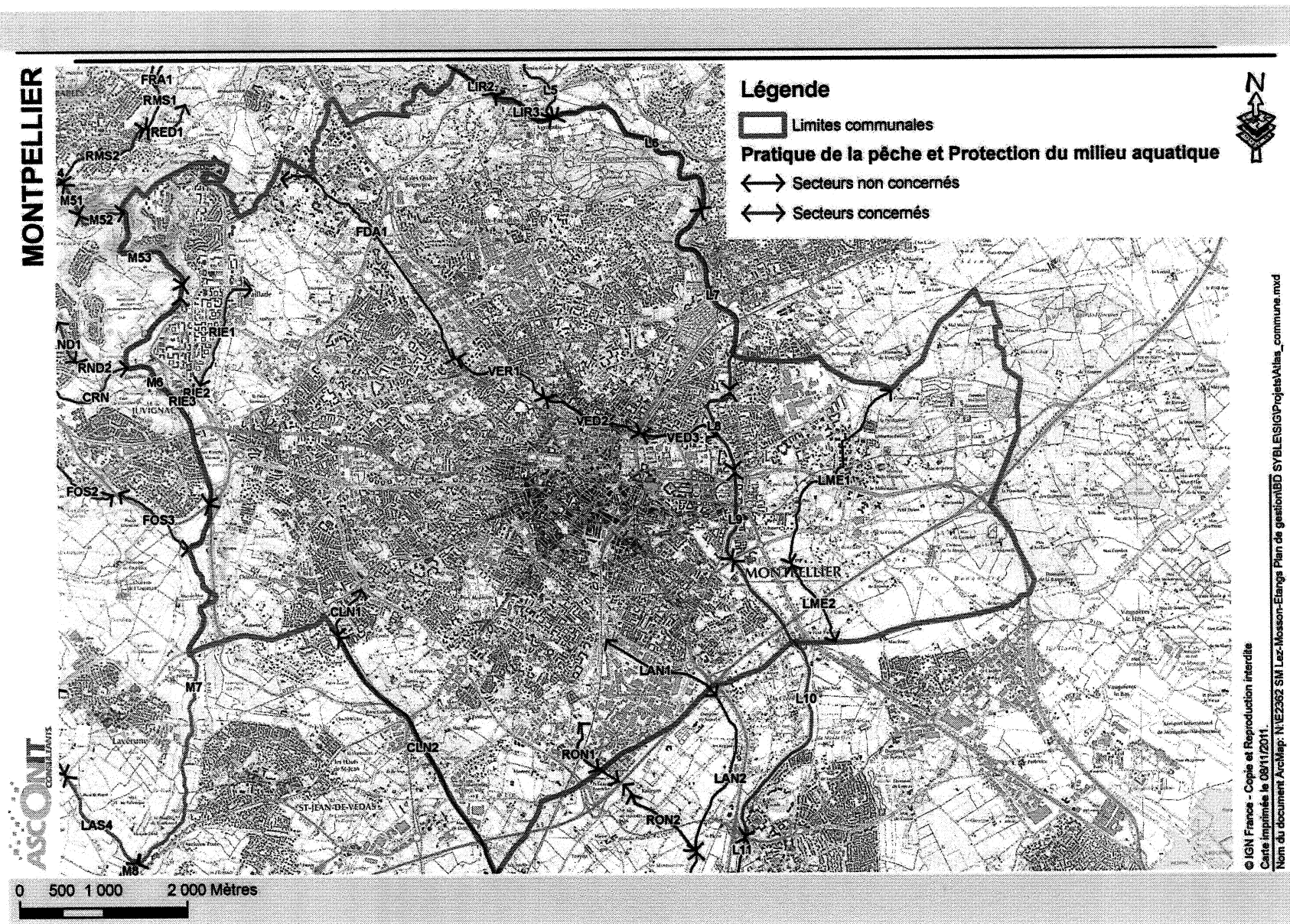
CARTE 4 : Localisation et type d'interventions sur les cours d'eau de la commune



CARTE 5 : Propositions de plantations sur les cours d'eau de la commune



CARTE 6 : Secteurs concernés par la pratique de la pêche et la protection du milieu aquatique





ASCONIT Consultants
Agence Sud Est - Site de Montpellier
CAP GAMMA - ZAC EUROMEDECINE II
1682 rue de la Valsière - 34 790 GRABELS
Tel : 04 99 23 04 83
www.asconit.com

Modèle de convention d'autorisation de passage

(Le Maître d'ouvrage)

CONVENTION

Travaux de lutte contre les inondations

Exposé des motifs et objet

Le manque de travaux d'entretien sur les cours d'eau du bassin versant Lez-Mosson est une problématique récurrente et aujourd'hui de nombreux dysfonctionnements sont observés.

Un programme cohérent de restauration et d'entretien des cours d'eau, a été réalisé en 2006 par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) qui regroupe l'ensemble des communes du bassin versant. Ce plan de gestion a été complété à l'échelle communale en 2011.

Ce plan de gestion du Lez, de la Mosson et de leurs affluents a permis de définir, par secteur et par commune, les travaux qu'il conviendrait d'effectuer afin de rétablir un fonctionnement normal des cours d'eau.

En application à ce Plan de gestion Lez-Mosson, le SYBLE a engagé les démarches auprès des communes de Montarnaud, Grabels, Juvignac, Montpellier, Saussan, Fabrègues, Lavérune et Saint-Jean-de-Védas afin d'effectuer des travaux de lutte contre les inondations.

Selon les articles L.215-1 et suivants du Code de l'environnement, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau qui comprend notamment l'enlèvement des embâcles. Toutefois, la maîtrise d'ouvrage des travaux peut être portée, à la place des riverains, par les communes concernées ou leurs groupements compétents dans le cadre d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (qui habilite la collectivité maître d'ouvrage à investir des fonds publics sur des terrains privés a été réalisée) menée conjointement avec une procédure de déclaration Loi sur l'eau.

Dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations du bassin du Lez (PAPI) (le Maître d'ouvrage), bénéficie d'un cofinancement assuré par l'Europe (FEDER), l'Agence de l'Eau et la Région Languedoc-Roussillon.

(Le Maître d'ouvrage) propose donc de se substituer aux propriétaires, dans le cadre de la procédure de DIG, pour la réalisation des travaux de lutte contre les inondations (restauration et entretien de la ripisylve).

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette opération, et de préciser ses modalités d'application, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Définition

Les travaux consisteront à extraire les embâcles et les arbres coupés depuis le haut de berge à l'aide d'un engin adapté pour limiter les impacts sur la végétation.

Les travaux de lutte contre les inondations consisteront :

- à l'enlèvement des embâcles et des débris associés (déchets),
- à la coupe préventive des arbres morts, malades ou gênant l'écoulement,
- au tri et l'évacuation en décharge autorisée des détritiques,
- à l'élimination des rémanents (branches, ...),
- à l'évacuation ou le stockage du bois pour une mise à disposition des propriétaires,

Ces opérations seront réalisées par une entreprise spécialisée mandatée par la commune.

Article 2 - Conditions particulières

Les travaux consisteront à extraire les bois du lit depuis le haut de la berge à l'aide d'un engin adapté pour limiter les impacts sur la végétation.

Le bois sera ensuite évacué par l'entreprise. Toutefois le bois pourra être stocké derrière la végétation des berges, en zone d'aléa faible pour les inondations, si le propriétaire souhaite le récupérer sous 15 jours, dans ce cas compléter l'article 3.

Si votre parcelle est en location, pensez à prévenir votre locataire.

Article 3 – Récupération du bois (cocher la case)

Le propriétaire souhaite récupérer le bois (saules, peupliers, frênes...) issu des travaux précédemment décrits et s'engage à l'évacuer des berges (risque inondation) par ses propres moyens sous 15 jours après dépôt.

Récupération du bois par le propriétaire :

Oui

Si oui, Nom et N° de téléphone de la personne à contacter :

Article 4 – Durée

Les travaux auront globalement lieu entre les mois de juin à octobre. Toutefois, les travaux sur la/ou le(s) parcelle(s), objet de la présente convention, ne pourront excéder une semaine. La programmation des travaux qui dépend notamment des conditions météorologiques ne peut être précisée à l'avance. Pour cela, **la présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature.**

Le propriétaire sera averti par le maître d'ouvrage ou son représentant avant le démarrage des travaux.

Article 5 – Responsabilité

Le maître d'ouvrage est responsable de tous les dommages survenus aux personnes et aux biens ayant pour origine les activités pratiquées dans le cadre des travaux d'entretien de la ripisylve. Le cas échéant, un état des lieux contradictoire sera réalisé par le maître d'ouvrage avant le démarrage des travaux.

L'intervention du maître d'ouvrage ne concerne que les travaux liés à la végétation. Le maître d'ouvrage ne saurait être tenu responsable pour des dégâts qui ne seraient pas liés à son intervention.

La responsabilité du maître d'ouvrage ne pourra également pas être engagée en cas de force majeure, de faute du co-contractant, ou d'un tiers.

Le propriétaire reste responsable de l'entretien de sa berge en dehors des travaux objets de la présente convention.

Article 6 – Résiliation

Il ne peut être mis fin à la présente convention en dehors de l'expiration des périodes prévues à l'article 4, qu'en cas de problème important résultant d'une faute grave dûment constatée par les parties.

Article 7 – Parcelles concernées

Le propriétaire autorise (le maître d'ouvrage) à effectuer les travaux précédemment décrits sur la (ou les) parcelle(s) nécessaires au projet, définies ci-après :

N° de section et N° de parcelles :

Commune de :

Article 8 – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties dont l'élection de domicile :

Nom et adresse du propriétaire des parcelles (ou du représentant de l'indivision) :

Nom et N° de téléphone de la personne à contacter :

Article 9 - Retour de la Convention

Afin que vous puissiez autoriser la commune à faire procéder aux travaux. Merci de retourner deux exemplaires de cette convention dûment datés et signés à l'adresse suivante :

SYBLE – Domaine de Restinclières

34730 Prades le Lez

Fax : 04.67.59.52.10

Mail : gd.syble@gmail.com

Article 10 - Résolution des conflits

En cas conflit, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait en 3 exemplaires,

A _____, le

Le représentant du maître d'ouvrage :

A _____, le

Le contractant :

Annexe 2:

Relevé parcellaire des zones d'interventions

Cours d'eau			Date de rétablissement en	Références cadastrales				Propriétaire 1		Propriétaire suivants		Adresse		PÉCHES/PRÉCÉPTION
Nom	Rive	longueur		NOM.COM	SECTION	NUMERO	FEUILLE	The (M/m me/rel/v en)	Nom (du propriétaire cité en cas de propriétés multiples)	Prénoms (du premier cité...)	Titre (à la suite, dans l'ordre, d'un objet et d'un service)	Péches (à la suite dans l'ordre...)	Adresse	
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0048		1 M	ANALYSES	HENRI JOSEPH CH			PAR MAIRIE VERGELY BP 60225 0008 M.DU MANDAROUS MILLAU	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0053		1	HOPITAL DE LA COLOMBIERE-CHU MONTPELLIER				BENECH 0191AV DOYEN CENTRE ADMINISTRATIF A. GASTON GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0054		1	COMPAGNIE DE GERANÇE SYNDICS IMMEUBLES				COGESIM 0012 RUE FOCH 34000	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0201		1 M	ANALYSES	HENRI JOSEPH CH			PAR MAIRIE VERGELY BP 60225 0008 M.DU MANDAROUS MILLAU	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0202		1	ANALYSES	HENRI JOSEPH CH			PAR MAIRIE VERGELY BP 60225 0008 M.DU MANDAROUS MILLAU	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0205		1	SOCIETE MEHSEIN IMMOBILIERE				1246 AV DU PENE SOULAS 34090	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0207		1	LES COMPROMETIAIRES DE L'IMM				LES JARDINS D'ACANTHE 1218 AV DU PENE SOULAS 34090	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0235		1	LES COMPROMETIAIRES				0000 AV DU PENE SOULAS 34090	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0423		1	LES COMPROMETIAIRES				0000 AV DU PENE SOULAS 34090	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0424		1	COMMUNE DE MONTPELLIER	SAMBA			STREET 54 ANTERA AGRA AL- HAYARAO GATAR	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0034		1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE				CENTRE ADML. ANDRE BENECH 0191 AV DU DOYEN GASTON GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0099		1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE				CENTRE ADML. ANDRE BENECH 0191 AV DU DOYEN GASTON GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	MW	0047		1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE				CENTRE ADML. ANDRE BENECH 0191 AV DU DOYEN GASTON GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	MW	0248		1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE				CENTRE ADML. ANDRE BENECH 0191 AV DU DOYEN GASTON GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	MW	0249		1	ARTHA AIDES MALADES TRAIT INFUSION MEDI				HOPITAL LAPEYRONNE GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	MW	0250		1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE				CENTRE ADML. ANDRE BENECH 0191 AV DU DOYEN GASTON GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	KX	0116		1	DEPARTEMENT DE L'HERAULT DIRECT.DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES				HOTEL DU DEPARTEMENT 1000 RUE D ALCO GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	KX	0118		1	DEPARTEMENT DE L'HERAULT DIRECT.DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES				HOTEL DU DEPARTEMENT 1000 RUE D ALCO GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0174		1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE				CENTRE ADML. ANDRE BENECH 0191 AV DU DOYEN GASTON GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NT	0174		1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE				CENTRE ADML. ANDRE BENECH 0191 AV DU DOYEN GASTON GIRAUD	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0176		1	DEPARTEMENT DE L'HERAULT DIRECT.DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES				HOTEL DU DEPARTEMENT 1000 RUE D ALCO	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0178		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0179		1	AGGLOMERATION MONTPELLIER COMMUNAUTE D				BP 9531 DIR. PATR-MOYENS GENER 0050PL ZEUS	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0182		1	AGGLOMERATION MONTPELLIER COMMUNAUTE D				BP 9531 DIR. PATR-MOYENS GENER 0050PL ZEUS	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0205		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0239		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0246		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0249		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0250		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0251		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0252		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0254		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0254		1	ETAT MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				0031 RUE DE L'UNIVERSITE 34000	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	NP	0006		1	LES FEMES				0046 RUE DU RAVIN D'ENHARRE 34090	Non
Font_Aurelle	RG		sept.-11	MONTPELLIER	TB	0010		1	COMMUNE DE MONTPELLIER				HOTEL DE VILLE 0001 PL FRANCS PONGE	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	TB	0013		1	UNION MUTUALISTE PROPANA				PARC EUMOMEDICINE 0263 RUE DU CADUCEE	Non
Font_Aurelle	RD		sept.-11	MONTPELLIER	TB	0013		1	UNION MUTUALISTE PROPANA				PARC EUMOMEDICINE 0263 RUE DU CADUCEE	Non

Cours d'eau			Date de réévaluation		Références cadastrales				Propriétaires 1				Propriétaires suivants		Adresse		PECHE/PRE OIECTION	
Nom	Rive	longueur			FEUILLE	NUMERO	SECTION	NOM_COM	Titre (M/P/M mètres carrés)	Nom (du premier cité au cas de propriétaires multiples)	Prénoms (du premier cité...)	Titre (à la suite, dans l'ordre, d'un titre et d'un adresse)	Nom (à la suite dans l'ordre...)	Prénoms (à la suite dans l'ordre...)	Adresse	Code Postal	Commune	
Verdanson	RD		sept-11		KN	0026		MONTPELLIER	1 HME	DALADOURE	PAUL	NEE	CHARLES	LUCIENNE	0018 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0027		MONTPELLIER	1 M	DUHAS	RENE JEAN	EPX	BEGUIN	RENEE	0029 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0028		MONTPELLIER	1 HME	KABARA	LINA				0029 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0029		MONTPELLIER	1 HME	KABARA	LINA				0029 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0030		MONTPELLIER	1 HME	LABAU	YANIK MARIE THE				0028 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0031		MONTPELLIER	1 HME	PAILLARD		NEE	BAUD	ALINE JULIETTE	0030 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0032		MONTPELLIER	1 M	SALBA	BERNARD HENRI				0030 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0033		MONTPELLIER	1 M	ARANDS	MANUEL FRANCOIS	EPX	RODRIGUEZ	GALA	0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0034		MONTPELLIER	1 HME	BOIX		NEE	FONTAINE	CHRISTIANE MONI	0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0037		MONTPELLIER	1 M	CONDAMY	LOUIS JOSEPH	EPX	GILLI		0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0038		MONTPELLIER	1 HME	ROGER	BRIGITTE MADELE				0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0104		MONTPELLIER	1 M	ANGOSTO	PHILIPPE				0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0245		MONTPELLIER	1	FACILITE DE RHANACIE					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0254		MONTPELLIER	1	11M RES ST DAMIEN					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0256		MONTPELLIER	1 HME	NOREUX	MARCEL	NEE	BARANDON	ANTOINETTE JEAN	0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0257		MONTPELLIER	1 HME	MOLIERE	ANDRE	NEE	TICHET	BLANCHE MARIE-J	0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0271		MONTPELLIER	1	OFFICE PUBLIC HABITAT					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		KN	0275		MONTPELLIER	1	CHRONOMETRE AGRO 11					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0054		MONTPELLIER	1	COMPAGNIE DE GERANCE					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0058		MONTPELLIER	1	COOP. RES STE THERESE - MT					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0059		MONTPELLIER	1	11M 13M AVE DU PERE SOULAS					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0060		MONTPELLIER	1	11M LE PALMA					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0455		MONTPELLIER	1 M	DESCAMP	GEORGES JEAN LU	EPX	GUBERT	FREDERIQUE	0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0456		MONTPELLIER	1 M	MARTY	JEAN-JACQUES	EPX	ATARD		0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0505		MONTPELLIER	1 M	KACZMAR	BRUNO ALBERT	EPX	PORT	MONIQUE	0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0511		MONTPELLIER	1 M	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE	BRUNO ALBERT	EPX	PORT	MONIQUE	0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RD		sept-11		MT	0512		MONTPELLIER	1	DU GROUPE D'HABITATION					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RG		sept-11		RV	0034		MONTPELLIER	1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RG		sept-11		RV	0099		MONTPELLIER	1	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non
Verdanson	RG		sept-11		RV	0112		MONTPELLIER	1	CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES					0033 RUE DE LA TREILLE MUSCATE	34090	MONTPELLIER	Non

PLAN DE GESTION LEZ-MOSSON ET AFFLUENTS

DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A :

- ❖ LA DECLARATION DES TRAVAUX AU TITRE DES ARTICLES L.214-1 A 4 ET L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (NOTICE D'INCIDENCE)
- ❖ LA DECLARATION D'INTERET GENERAL AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DIG)

PIECE N°2 :

DECLARATION DES TRAVAUX AU TITRE DES ARTICLES L.214-1 A 4 ET L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

- NOTICE D'INCIDENCE -

COMMUNE DE MONTPELLIER

ASCONIT Consultants
Agence Montpellier - Sud-est

CAP GAMMA
ZAC EUROMEDECINE II
1682 rue de la Valsière
34 790 GRABELS
Tel: 04 99 23 04 83
Email : contact@asconit.com
Web : www.asconit.com

ASCONIT
CONSULTANTS



Novembre 2011

Sommaire

1	PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE.....	4
1.1	SITUATION GEOGRAPHIQUE	4
1.2	CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ET SOCIOECONOMIQUE	5
1.2.1	Démographie.....	5
1.2.2	Activité économiques.....	6
1.3	OCCUPATION DU SOL.....	6
1.3.1	Généralités.....	6
1.3.2	Zonages réglementaires.....	7
1.4	GEOLOGIE.....	7
1.5	HYDROGEOLOGIE	8
1.5.1	Ressources en eau souterraine.....	8
1.5.2	Qualité de l'eau de la nappe	8
1.5.3	Vulnérabilité de la nappe.....	9
1.6	HYDROLOGIE	10
1.7	INONDABILITE	10
1.8	QUALITE DE L'EAU DE SURFACE : OBJECTIFS DES MASSES D'EAU (DCE)	11
1.9	QUALITE DES MILIEUX AQUATIQUES	12
1.9.1	Qualité physico-chimique.....	12
1.9.2	Hydrobiologie.....	13
1.9.3	Qualité des peuplements piscicoles	15
1.10	PATRIMOINE NATUREL	17
1.10.1	Généralités.....	17
1.10.2	Sites naturels	18
1.10.3	Faune et Flore remarquables	19
1.11	USAGES DE L'EAU.....	25
1.11.1	Prélèvements.....	25
1.11.2	Assainissement.....	27
1.12	ACTIVITES DE LOISIR LIEES A L'EAU	27
2	DOCUMENTS D'ORIENTATION	28
2.1	LE SDAGE RM&C.....	28
2.2	DISPOSITIONS DU SDAGE 2009 S'APPLIQUANT AU TERRITOIRE OU S'INSCRIT LE BASSIN VERSANT DU LEZ 29	
2.3	LE SAGE LEZ-MOSSON-ETANGS PALAVASIENS.....	30
2.4	EXPERTISE INONDATION ET PROGRAMME D'ACTION DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI).....	31
3	INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES REDUCTRICES PREVUES.....	32
3.1	INCIDENCES DE LA PHASE DE CHANTIER.....	32
3.1.1	Incidences sur la ressource en eau souterraine.....	33
3.1.2	Incidences sur la ressource en eau superficielle.....	33
3.1.3	Incidences sur l'hydraulique.....	35
3.1.4	Incidences sur le milieu naturel et les équilibres biologiques.....	35
3.1.5	Incidences sur les sites et les paysages.....	38
3.1.6	Incidences sur le voisinage.....	38
3.1.7	Incidences sur le sol, le climat et l'air.....	39
3.1.8	Incidences sur les usages liés à l'eau.....	39
3.2	INCIDENCES LIEES A LA MODIFICATION DES SITES.....	40
3.2.1	Incidences sur la ressource.....	40
3.2.2	Incidences sur l'hydraulique et la géomorphologie de la rivière.....	40
3.2.3	Incidences sur le milieu naturel et les équilibres biologiques.....	40
3.2.4	Incidences sur les sites et les paysages.....	40
3.2.5	Incidences sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique	41

4	MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION PREVUS.....	42
4.1	DEROULEMENT DU CHANTIER.....	42
4.2	SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES	42
5	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'ORIENTATION GENERALE.....	43
5.1	LE SDAGE RM&C.....	43
5.2	DISPOSITIONS DU SDAGE 2009 S'APPLIQUANT AU TERRITOIRE OU S'INSCRIT LE BASSIN VERSANT DU LEZ 44	
5.3	LE SAGE LEZ-MOSSON-ETANGS PALAVASIENS.....	44
5.4	EXPERTISE INONDATION ET PROGRAMME D'ACTION DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI).....	45

1 Présentation de la zone d'étude

1.1 Situation géographique

- ✓ CARTE 1 : Carte des tronçons de cours d'eau de la commune (pièce n°4)

La commune de Montpellier est concernée par les cours d'eau suivants :

Le Lez, la Mosson, le Verdanson et le Font d'Aurelle, la Lironde de Méjean, le Rieutord, le Rondelet, la Lantissargues, la Lironde et le Rieu Coulon.

Le Lez est un fleuve côtier de 28 km de long qui prend sa source au nord de la commune de Saint Clément de rivière et se jette dans la Méditerranée à Palavas les flots après avoir traversé l'agglomération de Montpellier et les étangs Palavasiens. Son bassin versant est limité à l'ouest par celui de l'Hérault, à l'est par celui du Vidourle et draine une partie de la plaine littorale. Il représente donc environ 600 km².

Les affluents du Lez retenus au plan de gestion sont :

- ✓ **La Lironde** (rive droite en amont de Montpellier),
- ✓ **Le Verdanson** (rive droite, cours d'eau totalement artificialisé dans la traversée de Montpellier),
- ✓ **Le Font d'Aurelle** (rive droite, affluent rive gauche du Verdanson).

La Mosson est le principal affluent du Lez. Elle prend sa source à 500 mètres à l'ouest du village de Montarnaud, à 140 mètres d'altitude. D'orientation Est jusqu'à Combaillaux, le cours d'eau prend ensuite une direction Sud entre Grabels et Saint Jean de Védas et se dirige à nouveau vers l'Est jusqu'à sa confluence avec le Lez. Son bassin versant couvre plus de 386 km², pour un linéaire de 36 km.

Les affluents de la Mosson faisant l'objet du plan de gestion sont :

- ✓ **La Lantissargues** (affluent rive gauche du Rieucoulon, au sud de Montpellier),
- ✓ **Le Rieucoulon** (rive gauche, limite communale de Saint-Jean de Védas et de Montpellier),
- ✓ **Le Reutord** (rive gauche de la Mosson, à l'Ouest de Montpellier),
- ✓ **Le Rondelet** (affluent rive droite du Lantissargues, au sud de Montpellier).

Autre cours d'eau de la commune :

- ✓ **La Lironde de Méjean** (rive gauche, au sud de l'agglomération de Montpellier).

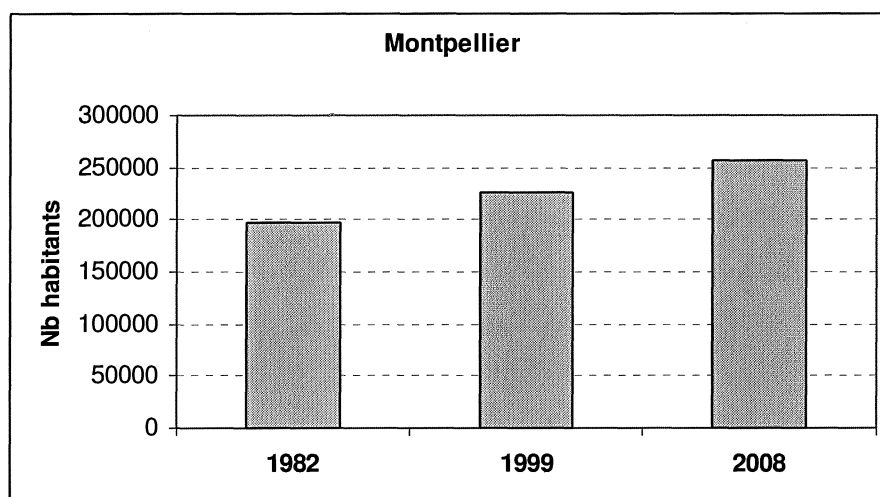
1.2 Contexte démographique et socioéconomique

1.2.1 Démographie

1.2.1.1 Population sédentaire

Le bassin versant du Lez et de la Mosson s'étend sur 43 communes. En 1999, la population atteignait 372 979 habitants, essentiellement regroupés autour de l'agglomération de Montpellier, ce qui représente près de 40% de la population du département, une augmentation de 18% par rapport à la population de 1990 et 51% par rapport à 1975.

Cette population (1999) est équivalente à une densité de près de 500 habitants/km², soit plus de 3 fois la densité moyenne départementale.



Evolution de la population de Montpellier sur la période 1982-2008 (source : recensements INSEE de 1982, 1999 et 2008).

La commune de Montpellier a connu jusqu'à 1999, un rythme de croissance faible (moins de 1 %) par rapport au reste du bassin où cette croissance était de 3% environ. En 2008, la population de cette commune s'élève à près de 256 000 habitants. Dans la population de Montpellier, il faut tenir compte également des 55 000 étudiants qui ne résident pas forcément toute l'année sur la commune.

1.2.1.2 Population saisonnière

Le bassin versant voit sa population augmenter l'été dans des proportions de l'ordre de 22%.

Les communes du littoral (Lattes, Palavas, Vic la Gardiole, Pérols et Villeneuve les Maguelone) sont évidemment les plus sensibles à ces variations puisqu'elles voient leur population augmenter de 254%, mais d'autres communes comme Argelliers (+125%), Valflaunès (+27%), le Triadou (+24%), Murles ou Clapiers (+20%) sont également assez prisées par les vacanciers.

1.2.2 Activité économiques¹

Les données présentées ici concernent l'ensemble du bassin versant Lez-Mosson.

Le secteur **primaire** est important pour la vie économique, avec en particulier la viticulture et dans une moindre mesure le maraîchage, les vergers, l'élevage, sans oublier la pêche (en mer, en étang ou en eau douce) et l'aquaculture. La vigne et les vergers représentent au total plus de 15 000 ha (**1996**), soit environ 20% de la surface du bassin versant et les forêts occupent près de 50% de cette surface (Source des données : le SAGE Lez- Mosson- Etangs Palavasiens).

Les forêts occupent près de 50% de la surface du bassin versant. Il n'existe qu'une seule forêt domaniale (forêt domaniale de la Gardiole), qui n'est pas véritablement exploitée mais plutôt entretenue comme forêt périurbaine à vocation paysagère et de loisirs.

Par contre, il existe de multiples forêts communales, majoritairement constituées de boisements à chêne vert dont une partie est exploitée par l'ONF pour produire du bois de chauffage ; les communes d'Argelliers, Assas, la Boissière, Clapiers, Cournonterral, Fabrègues, Mireval, Montarnaud, Murles, Prades-le-Lez, Saint-Paul-et-Valmalle, Vailhauquès, Vic-la-Gardiole et Viols-le-Fort possèdent ainsi au total 2 635 ha de forêts communales soumises au régime forestier. L'élevage est très peu développé. Il existe quelques manades dans certaines zones humides.

En ce qui concerne le **secteur secondaire**, le tissu industriel est assez peu développé. On compte environ 25 industries, présentes essentiellement à Montpellier et dans la proche couronne (3 industries électronique / électrotechnique ; 7 industries chimie / pharmacie / métallurgie / traitement de surface ; 5 industries agroalimentaires ; 2 industries divers). 8 centrales à béton sont également réparties sur l'ensemble du bassin versant.

Il existe par ailleurs un assez grand nombre de PMI, travaillant essentiellement dans les domaines du BTP, de la construction mécanique, de l'électrotechnique, des nouvelles technologies...

Sur le plan des activités économiques, c'est le **secteur tertiaire** qui prédomine :

- ✓ Montpellier est la capitale régionale, donc administrative du Languedoc Roussillon
- ✓ avec 55 000 étudiants et 3 000 chercheurs, le domaine de l'enseignement et de la recherche est très développé.
- ✓ le secteur hospitalier est très développé.
- ✓ comme en témoignent les chiffres de l'accroissement saisonnier de la population, le tourisme est avec l'agriculture, le premier secteur économique

1.3 Occupation du sol

1.3.1 Généralités

Le bassin du Lez et de la Mosson recouvre trois ensembles morphologiques :

- ✓ les milieux lagunaires
- ✓ la plaine littorale qui englobe le bassin de Montpellier
- ✓ des secteurs de bas reliefs : sur une moitié nord du bassin on distingue les vallons puis les plateaux des garrigues nord de Montpellier dominés par le Pic Saint Loup et la montagne de l'Hortus. Cet ensemble se prolonge à l'ouest par le causse d'Aumelas qui sépare le

¹ Source : SAGE Lez-Mosson

bassin de la vallée de l'Hérault. En partie sud-ouest, le massif de la Gardiole s'érige en limite entre la plaine de Montbazin-Gigean et la frange littorale.

Le secteur de **bas relief** est majoritairement couvert d'espaces naturels de garrigues basses à Chênes verts et d'espaces boisés. Les forêts occupent près de 50% de la surface du bassin versant. Les communes d'Argelliers, Assas, la Boissière, Clapiers, Cournonterral, Fabrègues, Mireval, Montarnaud, Murles, Prades-le-Lez, Saint-Paul-et-Valmalle, Vailhauquès, Vic-la-Gardiole et Viols-le-Fort possèdent ainsi au total 2 635 ha de forêts communales soumises au régime forestier (données 1996).

Sur la zone de transition avec le bassin montpelliérain, les parcelles de vignes et les agglomérations se substituent progressivement aux paysages de garrigue.

La plaine du **bassin de Montpellier** (Grabels, Montpellier, Saint-Jean de Védas, Juvignac) se partage entre des terrains agricoles et l'urbanisation. En matière d'agriculture, la vigne est majoritaire et les autres productions agricoles (céréales, fruits, légumes, cultures industrielles) sont implantées sur les sols alluvionnaires des bords de cours d'eau. Entre Montpellier et la mer, on compte 4 voies de communication principales orientées est-nord-est / ouest-sud-ouest : le canal du Rhône-à-Sète, l'autoroute A9, la RN 113 et la voie de chemin de fer. L'accroissement de la population et le développement touristique sont également à l'origine de la densification et l'extension du réseau routier autour de l'agglomération montpelliéraine. L'extension du trafic et du nombre de voies de communication est une contrainte en termes de gestion de l'eau (libre écoulement des eaux, imperméabilisation des sols, risques de pollution accidentelle) et de protection des milieux aquatiques (emprise au sol, segmentation des cours d'eau). L'évolution majeure concerne l'augmentation des surfaces urbanisées (habitations et zones d'activité), ce qui est logique compte tenu de l'augmentation démographique du secteur.

1.3.2 Zonages réglementaires

La commune de Montpellier possède un Plan d'Occupation des Sols devenu Plan Local d'Urbanisme en application de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains.

1.4 Géologie

Deux phénomènes caractérisent l'histoire géologique du secteur d'étude :

- ✓ une transgression marine (crétacé inférieur) au cours de laquelle se forment les roches sédimentaires. Tout d'abord des sables et des grès, puis des marnes et enfin une grande épaisseur de calcaire.
- ✓ une activité tectonique au début du Crétacé inférieur qui entraîne une régression marine et la fin de l'épisode sédimentaire

La géologie du bassin est caractérisée par la présence de massifs calcaires jurassiques karstifiés, entre lesquels se situent des plaines constituées d'une alternance de marnes et de calcaires. Seules la partie littorale et la zone de Montpellier sont recouvertes par des formations alluviales, des sables ou des limons.

1.5 Hydrogéologie

1.5.1 Ressources en eau souterraine

Environ la moitié du bassin versant du Lez est située en zone karstique, sous forme de 5 systèmes karstiques distincts, entretenant des relations souterraines complexes et mal connues. Ces systèmes karstiques sont situés essentiellement dans la partie nord et ouest du bassin versant, le plus connu étant celui de la source du Lez, qui a été abondamment étudié préalablement à la mise en exploitation de la source du Lez pour l'alimentation en eau potable de Montpellier (1983). Ces aquifères karstiques sont :

- ✓ Système karstique jurassique du pli de Montpellier (est)
- ✓ Formation karstique jurassique de la source du Lez (compartiment est)
- ✓ Formation karstique jurassique de la source du Lez (compartiment ouest)
- ✓ Système karstique jurassique du pli de Montpellier (ouest)
- ✓ Massif karstique jurassique de la Gardiole

Sur le reste du territoire du SAGE, on rencontre :

- ✓ des alternances de marnes et de terrains perméables (grès, calcaires,...) avec le bassin crétacé du miocène (traversant Ouest-Est La Boissière-Assas) et les formations tertiaires du bassin de Montbazin – Gigean (communes de Cournonsec, Cournoterral, Pignan, Saint Georges d'Orques, Juvignac)
- ✓ des sables astiens (essentiellement sur la commune de Montpellier)
- ✓ des formations alluviales (au Sud et à l'Est de Montpellier)
- ✓ des limons et vases (sur la partie littorale)

Les masses d'eau souterraines correspondant au périmètre de Montpellier sont :

- ✓ 6206: Calcaires jurassiques pli oriental de Montpellier et extension sous couverture,
- ✓ 6239 : Calcaires et marnes de l'avant-pli de Montpellier,
- ✓ 6124 : Calcaires jurassiques pli ouest de Montpellier, extension sous couverture et formations tertiaires Montbazin-Gigean,
- ✓ 6102 : Alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète.

Elles correspondent en partie aux formations citées précédemment.

1.5.2 Qualité de l'eau de la nappe

Le Réseau des données sur l'eau du bassin Rhône Méditerranée Corse signale trois stations de relevé de l'état qualitatif des eaux souterraines sur le bassin versant Lez-Mosson: une à Castelnau le Lez, au forage AEP du Jeu de Mail, l'autre au forage AEP Lou Garrigou à Saint Jean de Védas, et enfin à la source du Lez à Saint Clément de rivière.

Le suivi de la source du Lez est effectué depuis 1995, celui du forage Lou Garrigou depuis 1988. Par contre, le forage du jeu du Mail ne possède des relevés de données que depuis 2001.

✓ la source du Lez (Saint Clément de Rivière)

Depuis 1995, les paramètres relevés sont assez nombreux ; la physico chimie et la bactériologie des eaux sont régulièrement mesurées, les mesures concernant les pesticides et les divers micropolluants sont plus récentes. D'une manière générale, les résultats n'ont que très peu varié en 10 ans. La physico-chimie de cette eau souterraine est bonne à très bonne selon les années. Les mesures pouvant être régulièrement médiocres concernent les particules en suspension, les micro-organismes et les pesticides.

✓ le forage du jeu de Mail (Castelnau le Lez)

Ce captage à vocation d'alimentation en eau potable n'est surveillé par le réseau RNB que depuis 2001, sauf pour les pesticides, dont on a des données en 1992 et 1993. Celles-ci étaient d'ailleurs très correctes. Globalement depuis 2001, cette eau est de bonne qualité : l'aptitude à l'alimentation en eau potable est respectée sauf pour un paramètre, la minéralisation et la salinité, qui est cependant un facteur naturel. La conductivité décline en 2006 la qualité de l'eau en médiocre.

✓ le forage Lou Garrigou (Saint-Jean de Védas)

A Saint Jean de Védas, ces analyses sont réalisées depuis 1988 sur la plupart des paramètres.

Jusqu'en 2003, le taux de microorganismes représentait un problème par rapport à l'alimentation en eau potable. Depuis 2005 la qualité est bonne par rapport aux microorganismes. L'importance de la minéralité de cette eau est toujours due à des phénomènes chimiques naturels du calcaire. Les nitrates, les pesticides présentent des taux assez élevés pour rendre cette eau non potable par moment.

1.5.3 Vulnérabilité de la nappe

La ressource en eau du bassin est régie par deux caractéristiques principales du réseau karstique :

- ✓ il constitue une ressource en eau importante et d'excellente qualité, mais très vulnérable et difficile à quantifier,
- ✓ le caractère " perméable " du karst impose diverses contraintes (problèmes de sécurisation de la ressource par rapport aux pollutions accidentelles, contraintes très fortes en matière d'assainissement).

Les ressources karstiques et alluviales lorsque le recouvrement est faible (inférieur à 4 m) sont très vulnérables. Les karsts (calcaire fissuré) circulation des eaux à travers de fissures, sans effet de filtration).

Les aquifères des calcaires poreux localement karstifiés et la nappe des sables astiens sont vulnérables aux pollutions d'origine superficielle.

Les nappes situées dans des terrains où alternent les marnes et les terrains perméables sont de vulnérabilité variable.

Les alternances de marnes et de terrains perméables (grès, calcaires,...) sont quant à eux relativement peu vulnérables.

Les principales formations rencontrées sur la commune de Montpellier sont :

- ✓ **au sud-ouest les sables de l'Astien** (vulnérable) qui occupent la grande majorité de la surface communal,

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 9/45
---------------------	------------------	-----------

- ✓ à l'est du Lez des formations alluviales plus ou moins vulnérables selon la hauteur du recouvrement,
- ✓ au nord-est le système karstique jurassique du pli de Montpellier (très vulnérable)
- ✓ au nord-ouest le bassin crétacé - miocène (non vulnérable à une pollution d'origine superficielle)

1.6 Hydrologie

Les précipitations sur le département de l'Hérault conduisent pour la plupart des cours d'eau à des étiages sévères en été (de nombreux cours d'eau ou tronçons de cours d'eau sont temporaires) et à des périodes de hautes eaux voire de crue importante à l'automne. Les crues sont rapides et violentes. Le régime hydraulique méditerranéen des cours d'eau du bassin pose d'importants problèmes de gestion, à cause des risques d'inondation, mais aussi en termes de satisfaction des besoins en eau, d'autant que ceux-ci augmentent significativement l'été (irrigation, tourisme).

Plusieurs stations hydrométriques sont présentes sur le bassin versant Lez-Mosson :

- **Le Lez à Montferrier sur Lez (Lavalette) (station Y3204010)**
Bassin versant contrôlé : 115 km² - Période de mesure des débits : 1975 - 2011:
 - VCN10 (5ans) = 36 l/s
 - QMNA₅ (débits mensuel minimal annuel) = 52 l/s
 - Module = 2,14 m³/s
 - QJ (10 ans) = 100 m³/s
- **Le Lez à Lez à Lattes [3ème écluse] (station Y3204040)**
Bassin versant contrôlé : X - Période de mesure des débits : 2008 - 2011:
 - Pas assez de mesure pour synthèse
- **La Mosson à Saint-Jean-de-Védas (station Y3142010)**
Bassin versant contrôlé : 306 km² - Période de mesure des débits : 1981 - 2011
 - VCN10 (5ans) = 14 l/s
 - QMNA₅ (débits mensuel minimal annuel) = 25 l/s
 - Module = 1,13 m³/s
 - QJ (10 ans) = 87 m³/s

Le cours supérieur de la Mosson en amont de Grabels n'est pas pérenne. L'illusion de la présence d'eau est due aux rejets de stations d'épuration. Puis, de nombreux prélèvements importants dont le golf de Juvignac, créent un déficit d'eau dans la Mosson (sources secondaires asséchées).

Les affluents du Lez et de la Mosson sont intermittents. Ils peuvent comme pour le Lez et la Mosson, présenter des débits de crue élevés au cours d'épisodes de montée des eaux violents qui caractérisent la région. En période d'étiage ils sont en général à sec.

1.7 Inondabilité

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 10/45
---------------------	------------------	------------

- ✓ CARTE 2 : PPRI de la commune (Pièce n°4)

La commune de Montpellier est couverte par un Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI) approuvé le 13 janvier 2004.

Ce plan identifie trois types de zones selon l'importance des risques :

- ✓ les zones rouges, très exposées aux risques où tout aménagement est interdit à l'exception des travaux d'entretien et de gestion,
- ✓ les zones bleues, exposées à des risques moindres correspondant aux champs d'expansion des crues,
- ✓ Les zones blanches, sans risque prévisible pour une crue de référence.

1.8 Qualité de l'eau de surface : objectifs des masses d'eau (DCE)

Les masses d'eau concernées par la mise en œuvre du plan de gestion et présentes sur le territoire de la commune de Montpellier sont :

▪ Le Lez à l'aval de Castelnau (FRDR142)

Cette masse d'eau est considérée comme fortement modifiée (MEFM). Pour le Lez en aval de Castelnau, l'activité spécifiée, qui conduit au classement de cette portion du fleuve en MEFM, est la **Protection contre les crues**. Les usages spécifiés sont les **zones urbaines**. Les objectifs fixés au projet de SDAGE pour cette masse d'eau sont les suivants :

- ✓ - En 2021 – Atteinte d'un « bon potentiel écologique »
- ✓ - En 2015 – Atteinte de l'objectif d'état chimique

L'atteinte du « bon potentiel écologique » et non du « bon état écologique » se justifie par le fait que la recherche du bon état écologique aurait des incidences négatives importantes sur les usages pour lesquels ces milieux ont été aménagés. Ces adaptations de délais et d'objectifs s'expliquent, dans le cas du Lez aval, par des paramètres hydromorphologiques (**hydrologie, continuité et morphologie**)

▪ La Mosson du ruisseau de Miège Sole au ruisseau du Coulazou (FRDR146)

Pour cette masse d'eau, les objectifs fixés au projet de SDAGE sont les suivants :

- ✓ En 2021 – Atteinte d'un « bon état écologique »
- ✓ En 2015 – Atteinte de l'objectif d'état chimique

Cette adaptation de délai pour l'atteinte du bon état écologique, s'explique par la dégradation de la qualité physicochimique liée aux présences excessives de **Matières Organiques et Oxydables** et de **nutriments**.

▪ La Lironde (FRDR11764)

Pour cette masse d'eau, les objectifs fixés par le SDAGE sont les suivants :

- ✓ En 2027 – Atteinte d'un « bon état écologique »
- ✓ En 2015 – Atteinte de l'objectif d'état chimique

Cette adaptation de délai d'atteinte du bon état écologique s'explique par (1) la dégradation de la qualité physicochimique liée aux présences excessives de nutriments et/ou pesticides, matières organiques et oxydables et (2) une dégradation de la morphologie.

▪ **Le Verdanson (FRDR10908)**

Pour cette masse d'eau, les objectifs fixés par le SDAGE sont les suivants :

- ✓ En 2027 – Atteinte d'un « bon état écologique »
- ✓ En 2015 – Atteinte de l'objectif d'état chimique

Cette adaptation de délai d'atteinte du bon état écologique s'explique par (1) la dégradation de la qualité physicochimique liée aux présences excessives de nutriments et/ou pesticides, matières organiques et oxydables et (2) une dégradation de la morphologie.

1.9 Qualité des milieux aquatiques

1.9.1 Qualité physico-chimique

La qualité physico-chimique du Lez et de la Mosson est suivie au travers de plusieurs stations de contrôle opérationnel ou de contrôle de surveillance. D'amont en aval ces stations sont :

- ✓ Le Lez à Prades le Lez (n° 06188785)
- ✓ Le Lez à Lattes (n°06189500)
- ✓ La Mosson à Montpellier (n° 06300056)
- ✓ La Mosson à Lattes (n° 06189675)

D'autres stations existent mais ne font l'objet que de prélèvements ponctuels (points « étude »). Le tableau suivant indique pour les 4 dernières années de mesure et par station (réseau RCS/ Contrôle Opérationnel et Contrôle de Surveillance), les données de synthèse de la qualité des eaux (source : SIE Agence de l'Eau RMC).

Année	Bilan oxygène	Temp.	Nutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Etat chimique
Lez à Prades le Lez							
2010		NC					
2009		NC					
2008		NC					
2007		NC					
Le Lez à Lattes							
2010		NC			?		
2009		NC			?		
2008		NC			?	?	?
2007		NC			?	?	?
La Mosson à Montpellier							

2010		NC			?		
2009		NC			?		
2008		NC			?		
La Mosson à Lattes							
2010		NC			?		
2005		NC			?		

	Très bon état
	Bon état
	Etat moyen
	Etat médiocre
	État mauvais

?	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré
NC	Non Concerné
	Absence ou insuffisance de données

Sur la partie amont du bassin, la qualité des eaux est relativement bonne. Elle se détériore sur la partie aval. En effet, toute la partie aval du bassin est sujette à d'importants problèmes d'eutrophisation liés à de fortes teneurs en azote et phosphore : parties aval du Lez, de la Mosson ainsi que les petits cours d'eau de la zone aval du bassin (affluents aval, Roubine de Vic...).

La détérioration de la qualité de l'eau du Lez et de la Mosson est liée au rapide développement de l'agglomération montpelliéraine et des communes environnantes, qui ne s'est pas toujours accompagné des ouvrages d'épuration correspondants. La qualité de l'eau en aval de Montpellier s'est toutefois nettement améliorée suite à la mise en place d'un émissaire en mer pour le rejet de l'agglomération.

L'impact des rejets polluants est amplifié par l'existence d'étiages sévères qui limitent la capacité de dilution des milieux. D'autres phénomènes participent à l'aggravation de la qualité des milieux : l'artificialisation des milieux aquatiques et la mauvaise circulation hydraulique dans les étangs.

1.9.2 Hydrobiologie

Les stations préalablement nommées font non seulement l'objet d'un suivi physico-chimique mais sont également l'objet de prélèvements de macro-invertébrés et/ou diatomées. La synthèse des résultats est reprise dans le tableau ci-dessous.

Année	Invertébrés	Diatomées	Etat écologique
Lez à Prades le Lez			
2010			
2009			
2008			
2007			

Le Lez à Lattes			
2010	?		
2009	?		
2008	?		
2007	?		
La Mosson à Montpellier			
2010			
2009			
2008			
La Mosson à Lattes			
2010			
2009			

Les dernières données brutes issues des prélèvements hydrobiologiques affichent pour les IBGN les résultats suivants :

HYDROBIOLOGIE	La Mosson à Montpellier 14/06/2010	La Mosson à Lattes 21/07/2010	Le Lez à Prades 30/07/2010 et 22/10/2010	Le Lez à Lattes 06/10/2010 et 22/10/2010
Invertébrés benthique				
Groupe indicateur	5	2	6	2
Variété taxonomique (nombre)	24	23	32	23
IBGN (note/20)	11	8	14	8
Diatomées				
IBD (note/20)	15,6	11,7	15,8	13

La macrofaune benthique conduit à des résultats indiquant une qualité bonne à moyenne selon les stations. Le gradient amont/aval est également visible et confirme les résultats de qualité physico-chimique. A noter que la richesse taxonomique est souvent moyenne et qu'en aval du bassin versant, les groupes faunistiques indicateurs sont déclassants.

Au regard des diatomées, qui contrairement aux invertébrés aquatiques, ne dépendent pas du support sur lequel elles se développent, mais uniquement de la qualité physico-chimique d'une eau, la qualité est bonne pour toutes les stations hors Mosson à Lattes (qualité moyenne). Le gradient amont aval est également visible.

1.9.3 Qualité des peuplements piscicoles

1.9.3.1 Schéma départemental de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques

Le Schéma Départemental de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques de l'Hérault de 2009 fournit des informations sur l'état du milieu et des peuplements des cours d'eau.

Les étiages sévères, l'intermittence des écoulements sur bon nombre d'affluents, les nombreux seuils infranchissables, les aménagements linéaires (recalibrage, rectification, curage, endiguement) et la qualité de l'eau sont les principaux paramètres rendant les cours d'eau du périmètre d'étude peu propices au développement d'une faune piscicole.

Le Lez présente un intérêt piscicole. En ce qui le concerne, le contexte est caractérisé par des espèces repères appartenant à la famille des cyprinidés d'eaux vives. Il est classé en deuxième catégorie piscicole et ne fait pas l'objet d'un classement lié à la libre circulation des poissons migrateurs.

Les investigations réalisées par le Conseil Supérieur de la pêche de 1996 à 2003 à Castelnau le Lez à la Clinique du parc montrent que le Lez possède un patrimoine piscicole limité avec une diversité de 11 espèces. En 2003, la majorité des peuplements est constituée de Chevaines, Barbeaux fluviatiles mais aussi de Goujons, d'Anguilles et dans une moindre mesure de Gardons. Ces investigations montrent une relative stabilité du peuplement.

En matière d'actions, ce schéma propose :

- ✓ Amélioration de la franchissabilité des ouvrages (remise en état de la passe à anguille de l'ouvrage clapet du Pont de l'Evêque, classement par décret et arrêté (au titre du L.432-6 du CE) du Lez depuis sa source pour l'espèce migratrice anguille, ...)
- ✓ **l'amélioration de la qualité de l'habitat en préservant les milieux d'intérêt écologique (action d'entretien sélectif, restauration de la ripisylve, préservation des zones d'épandage pendant les débordements et des zones de confluence avec les petits tributaires). Prise en compte de la période d'intervention pour protéger le Chabot du Lez**
- ✓ **la restructuration de la ripisylve à l'aval des cours d'eau**
- ✓ l'amélioration de la qualité de l'eau (actions sur les ouvrages d'assainissement,)

La Mosson et ses affluents en amont de la confluence avec le Coulazou est classée en domaine intermédiaire (espèce repère : cyprinidé rhéophile). En aval de la confluence avec le Coulazou elle tombe dans le domaine cyprinicole. Elle est alors caractérisée par des espèces repères appartenant à la famille des cyprinidés d'eau calme et carnassiers. Elle ne fait pas l'objet d'un classement lié à la libre circulation des poissons migrateurs.

Aucun point de suivi du Réseau Hydrobiologique et Piscicole n'est présent sur la Mosson et ses affluents. Les quelques investigations ponctuelles réalisées par le Conseil supérieur de la pêche en 1986 et 1991 mettent en évidence sur la Mosson les espèces suivantes : anguille, toxostome, vandoise, vairon, et barbeau méridional.

En matière d'actions, ce schéma propose :

- ✓ Amélioration de la franchissabilité des ouvrages : réalisation de diagnostics sur la franchissabilité des ouvrages (montaison et dévalaison) situés en zone d'action prioritaire pour l'Anguille (16 ouvrages pour la Mosson), classement par décret et arrêté (au titre du L.432-6 du CE) du la Mosson depuis sa source pour l'espèce migratrice anguille, ...
- ✓ **l'amélioration de la qualité de l'habitat en préservant les milieux d'intérêt écologique (action d'entretien sélectif, restauration de la ripisylve, préservation**

des zones d'épandage pendant les débordements et des zones de confluence avec les petits tributaires).

- ✓ l'amélioration de la qualité de l'eau (actions sur les ouvrages d'assainissement,)
- ✓ l'amélioration de la gestion quantitative de la ressource.

1.9.3.2 Données de pêches électriques

Le Lez : données du réseau Hydrobiologique et Piscicole

Données de 2003.

Deux stations RHP (réseau de l'ONEMA) sont suivies sur le Lez :

- ✓ l'une à Castelnau le Lez au niveau de la Clinique du parc (en amont du secteur des interventions)
 - ✓ l'autre à Lattes au niveau de la 3^{ème} écluse (en aval du secteur d'intervention)
- Sur la station de Castelnau le Lez, on dénombre 11 espèces : Barbeau fluviatile, Ablette, Chevaine, Goujon, Gardon, Anguille, Ecrevisse de Louisiane, Vairon, Vandoise, Brème bordelière et Carassin. Le **barbeau fluviatile** et le **chevaine** dominent fortement le peuplement en densité et en biomasse. Le goujon, le gardon et l'anguille ont également une présence bien marquée. Bien que les abondances de plusieurs espèces (chevaine, barbeau fluviatile, goujon, gardon et ablette) soient proches de celles attendues pour le niveau typologique théorique, **la diversité des espèces reste faible**, avec notamment l'absence de prédateurs (brochet, perche).

Le peuplement est considéré comme perturbé (peuplement influencé par la réduction du débit à la source malgré l'apport réalisé à Lavalette à partir du canal du Bas Rhône).

La valeur de l'indice poisson est de 22,1 ce qui correspond à une qualité de peuplement : moyenne (classe de qualité : 3).

- Sur la station de Lattes, on dénombre 7 espèces : Gambusie, Perche soleil, Tanche, Anguille, Ecrevisse américaine, Brème et Carassin doré. La **gambusie** domine le peuplement en densité. En biomasse, il est dominé par l'anguille. Les tanches influent nettement sur la biomasse. La diversité des espèces ainsi que les abondances globales sont très faibles au regard du niveau typologique théorique. **Le peuplement est expertisé comme étant très altéré** (peuplement influencé par la réduction du débit à la source et aux différents prélèvements, ainsi que par les eaux usées de Montpellier).

La valeur de l'indice poisson est de 17,4. La qualité du peuplement est moyenne (classe de qualité 3).

Si les peuplements piscicoles subissent des altérations liées à la qualité de l'eau des cours d'eau, ils sont aussi pénalisés par les pollutions ponctuelles affectant les cours d'eau à l'aval des points de rejet des réseaux d'évacuation des eaux pluviales. Celles-ci sont la cause de mortalités brutales qui pourraient être atténuées si des zones d'infiltration étaient aménagées avant leur rejet dans le milieu naturel.

Données de juillet 2007.

Deux stations RHP (réseau de l'ONEMA) sont suivies sur le Lez

- ✓ l'une à Castelnau le Lez au niveau de la Clinique du parc (en amont des interventions)
 - ✓ l'autre à Prades le Lez au lieu dit « Moulin neuf »
- Sur la station de Castelnau le Lez, on dénombre 12 espèces : Barbeau fluviatile, Ablette, Chevaine, Goujon, Gardon, Anguille, Perche, Perche soleil, Vairon, Vandoise, Brème bordelière et Carassin. Le Chevaine domine fortement le peuplement en densité et en biomasse. Le gardon a également une présence bien marquée. En biomasse, le peuplement est dominé par le Chevaine et le Barbeau fluviatile.

Sur la station de Prades le Lez, on dénombre 10 espèces (Barbeau fluviatile, Chabot du Lez, Chevaïne, Goujon, Loche franche, Anguille, Vairon, Vandoise, Truite de rivière et Toxostome). Le Vairon domine fortement le peuplement en densité. La Loche franche et le Chabot du Lez ont également une présence bien marquée. En biomasse, le peuplement est dominé par le Chevaïne.

La Mosson : données de pêches électriques ponctuelles

Sur l'amont (Mosson à Combaillaux), la pêche électrique de 1986 fait apparaître la répartition suivante : anguille (30-50%), toxostome (10-30%), vairon (5-10%) et barbeau méridional (0-5%). En 1991, les résultats indiquent une prédominance de l'anguille : anguille (+50%) et vairon (0-5%).

Un peu plus en aval, sur la Mosson en aval de Grabels, les résultats de 1991 présentent des résultats similaires : anguille (+50%) puis vairon et toxostome (0-5%).

Sur la Mosson à Juvignac, en 1986, les résultats permettent de montrer également la prédominance de l'anguille : anguille (+50%) vandoise (10-30%) toxostome (0-5%). EN 1991, on retrouve les mêmes espèces avec en supplément la présence de vairon en faible quantité (0-5%).

Enfin, au droit de Lavérune, les espèces présentes sont : anguille (10-30%), toxostome, (5-10%) vandoise (5-10%) et vairon (0-5%)

1.10 Patrimoine naturel

1.10.1 Généralités

Le SAGE recense sur son périmètre, 250 espèces remarquables :

Sont considérées comme espèces remarquables :

- ✓ les espèces endémiques (6 espèces)
- ✓ les espèces rares ou peu communes au niveau mondial
- ✓ les espèces rares au niveau régional
- ✓ les espèces non rares mais en nette régression au niveau mondial
- ✓ les espèces non rares mais dont le nombre d'individus vivant sur le périmètre du bassin versant représentent une fraction importante de la population française ou européenne (7 espèces)
- ✓ les espèces arborescentes rares ou peu communes et de taille ou d'âge exceptionnel (4 espèces)

Nous intéressent parmi ces espèces, celles qui sont spécifiquement attachées au cours d'eau.

Mais on peut cependant noter à l'échelle du bassin versant du Lez, la très grande richesse avifaunistique (114 espèces remarquables) ; certainement à mettre en corrélation avec la très grande diversité des milieux, des étangs Palavasiens (et de leur faune migratrice) aux gorges et falaises calcaires du nord du bassin.

Plus de 10% des espèces remarquables d'oiseaux du périmètre du bassin versant du Lez sont inféodées aux abords des cours d'eau : l'espèce la plus emblématique est le martin-pêcheur, qui a besoin à la fois d'arbres pour nicher et de cours d'eau pour se nourrir.

1.10.2 Sites naturels

1.10.2.1 Zonages d'inventaire et de protection

✓ CARTE 3 : Enjeux environnementaux (pièce n°4)

La richesse faunistique et floristique des milieux aquatiques et des zones humides du bassin versant du Lez et de la Mosson a donné matière à la délimitation d'un grand nombre de sites faisant partie d'inventaires ZNIEFF ou ZICO et bénéficiant de statuts de protection.

Au total, 52 ZNIEFF représentent environ 20 000 ha environ, soit plus de 25% de la surface du bassin versant du Lez. L'ensemble des étangs et la majeure partie des massifs montagneux du bassin sont couverts par des ZNIEFF et/ou des ZICO.

Sur la commune de Montpellier **on ne recense aucune ZICO ni aucun arrêté de protection de biotope, réserve naturelle, parc national et/ou régional**. En revanche, on identifie des zones d'inventaire ou de protection (en gras figurent les zones directement en lien avec les milieux aquatiques) et, sur la commune de Montpellier, il s'agit des suivantes :

Commune	Nom et numéro	Surface Description sommaire
ZNIEFF (de type I et II) - -Zone d'inventaire		
Montpellier	Rivières du Lirou et du Lez (type I) (910009574)	127 ha
	Vallée de la Mosson de Grabels à St-Jean-de-Védas (type I) (910010763)	114 ha
Zone Natura 2000 – Zone de protection réglementaire		
Montpellier	Le Lez (FR9101392)	144 ha

Enfin, le Syndicat du bassin du Lez s'est porté maître d'ouvrage d'un inventaire des zones humides et des forêts alluviales sur l'ensemble du bassin versant. Cette étude s'inscrit dans la démarche de gestion des zones humides à travers le SAGE. Sur la commune de Montpellier, plusieurs zones humides ont été identifiées (cf. carte sur le milieu naturel, pièce 4) : les ripisylves de la Mosson, du Rieutord, de la Lironde, du Lez et du Rieu Coulon.

1.10.2.2 Sites inscrits et classés au titre du patrimoine et du paysage

Les sites classés et inscrits au titre de la loi du 2 mai 1930 sont :

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 18/45
---------------------	------------------	------------

Commune	Nom	Date d'inscription	Surface (ha)
Sites classés			
Montpellier	Château de Belle Vue et ses abords	10/01/1946	4,87
	Château de Mogères et son parc	17/03/1943	4,10
	Domaine de la piscine	11/07/1942	8,42
	Domaine du Grand Puy et abords	23/11/1943	1,32
	Jardin des plantes	12/02/1982	5
	Mas d'Estorg et son parc	15/05/1944	5,64
	Domaine de la Feuillade	19/05/1944	1,12
	Site de Montmaur	11/11/1942	43,10
	Site des berges du Lez	25/01/2010	131,10
Sites inscrits			
Montpellier	Aqueduc Saint-Clément et ses abords	05/05/1943	24,66
	Bords du Lez et Bois de Lavalette	30/01/1946	112,66
	Domaine de la Guirlande	24/07/1961	4,17
	Domaine du Grand Puy et abords	23/01/1943	13,88
	Parc Mion	26/03/1948	1,29
	Parvis de la cathédrale Saint-Pierre	05/05/1943	1,44
	Place de la Canourgue	05/05/1943	1,49
	Place Aristide Briand	05/05/1943	1,59
	Place et rue Saint Ravy	05/05/1943	1,43
	Place Pétrarque et rue Embouque d'Or	05/05/1943	1,45
	Place Saint-Come et rue en Rouan	05/05/1943	1,20
	Rue du Bras de fer et de la friperie	05/05/1943	1,41
	Rues de l'Argenterie, de la Vieille et immeubles	05/05/1943	1,24
	Place Jean-Jaurès et rue Collot	13/01/1947	1,29
	Bords du Lez et bois de Lavalette	09/03/1964	100,47

Le site « le bord du Lez et le bois de Lavalette – paysages de Frédéric Bazille » a été récemment classé (depuis juillet 2010). Il touche directement le milieu aquatique et s'étend d'Agropolis au pont de la RD 113.

Les autres sites n'interceptent pas les cours d'eau concernés par la mise en œuvre du plan de gestion.

1.10.3 Faune et Flore remarquables

A partir des zones d'inventaire et des zones de protection existant sur le secteur d'intervention et listées précédemment, il est possible d'identifier les espèces faunistiques et floristiques principales.

- Le **Site d'Intérêt Communautaire du Lez** inscrit au réseau **Natura 2000** comprend la partie haute de ce fleuve et a été motivée par la présence du Chabot du Lez (*Cottus petiti*), seul

poisson endémique français de la directive FFH. Il s'étend de la source du Lez au pont de la RN 113 et concerne donc la commune de Montpellier sur le tronçon Agropolis/pont RN113.

L'intérêt de cette zone réside dans la diversité de ses habitats aussi bien longitudinalement sur le cours d'eau (alternance de mouilles et de radiers) que transversalement avec des alternances de zone de mouille et de gorges.

La partie amont du Lez, caractérisée par un écoulement rapide, correspond à la répartition de trois espèces de poissons, à savoir : le Chabot du Lez, le Vairon et la Loche franche. Elle correspond à la « zone à Barbeaux » de la nomenclature Corine (24.14).

Vers l'aval, après le domaine de St Clément, le Lez est plus large, plus profond et les vitesses d'écoulement plus lentes. C'est le domaine des cyprinidés (Carpe, Brème, Chevaines, Gardon) appelé « zone à Brème dans la nomenclature Corine (24.15).

Les habitats suivants ont été répertoriés sur le cours amont du Lez :

- Forêts galeries à *Salix alba* et *Populus alba*
- Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du *Ranunculon fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion*
- Falaises calcaires méditerranéennes thermophiles
- Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de l'*Hydrocharition*
- Pelouses maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*)
- Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique

Aucun d'eux n'est prioritaire.

La diversité de ces habitats a des répercussions positives sur la flore et la faune de tout le secteur et les milieux naturels, compte tenu du contexte péri urbain, sont en bon état de conservation.

De façon générale, en ce qui concerne la politique de gestion de la ripisylve, il est proposé de maintenir les essences spontanées en place : **Peuplier blanc et Frêne oxyphylle.**

La dynamique naturelle conduit à une frênaie à Orme : si on souhaite pérenniser au maximum le Peuplier blanc dans le système il sera nécessaire d'intervenir en pratiquant des éclaircies et prélèvements pour ouvrir le peuplement. Par ailleurs, ces forêts peuvent avantageusement être gérées principalement au profit du Frêne, si celui-ci est assez abondant.

En plus d'une sylviculture de l'existant, un enrichissement en feuillus précieux est intéressant (Merisier, Érable sycomore).

Les moyens doivent être prioritairement orientés vers le maintien du caractère alluvial de ces forêts, en assurant notamment la pérennité des formations végétales du cortège de l'habitat.

Pour les espèces végétales introduites, il est proposé de limiter leur expansion tant que possible.

Exemple pour le Robinier : prélever avec parcimonie par furetage des cépées plutôt que coupe rase pour limiter une forte dynamique de reprise des cépées.

D'autres actions sont possibles pour ces espèces : dessouchage ou arrachage des jeunes pousses et plantes et destruction des rémanents et résidus.

Le déclin actuel du Peuplier noir sauvage, lié à la fragmentation de zones favorables à sa régénération voire la disparition de ripisylves sur certains cours d'eau, amène à une vigilance accrue pour les peuplements alluviaux présentant des populations reliques de *Populus nigra*.

D'ores et déjà, le gestionnaire doit veiller à ne pas aggraver la situation et maintenir autant que faire se peut les populations reliques existantes. Il est préférable de limiter les coupes d'individus adultes en vue de favoriser au maximum une reproduction sexuée en plus de la multiplication végétative, notamment sur les zones privilégiées pour la dynamique du peuplier.

Cet objectif de conservation peut se révéler de plus capital pour l'adaptation et la lutte contre les parasites, *Populus nigra* étant une source de gènes résistant au chancre (*Xanthomonas populi*).

Veiller à maintenir un couvert le long du cours d'eau : le maintien d'un ombrage est important pour la faune aquatique. En l'absence de risque de création d'embâcles ou de chute d'un arbre, conserver également certains individus vieux ou morts pour leur intérêt faunistique.

Les dépôts de débris ligneux dans la mesure où ils ne menacent pas l'écoulement général du cours d'eau participent par ailleurs à la diversité des habitats (lieux de reproduction d'espèces aquatiques).

▪ Les **données** de la ZNIEFF **Rivière du Lirou et du Lez (Type I)** présente sur la commune de Montpellier, concerne le même secteur que la zone Natura 2000 précédemment citée. La fiche descriptive fait référence pour l'ensemble de la zone aux espèces remarquables suivantes. Les végétaux vasculaires recensés sont : *Aegilops biuncialis* Vis. (Egilo à grosses arrêtes), *Anemone coronaria* L. (Anémone couronnée), ***Leucojum aestivum* L. subsp. *aestivum* (Nivéole d'été)**, *Nuphar lutea* (L.) Sm. (Nénuphar jaune), *Schoenoplectus lacustris* (L.) Palla (Jonc des chaisiers), ***Vallisneria spiralis* L. (Vallisnerie en spirale)** et *Tulipa raddii* Reboul (Tulipe précoce).

Dans le milieu aquatique,

- ✓ les lentilles d'eau, formant des tapis végétaux dans les zones calmes et eutrophes,
- ✓ les nénuphars (jaunes & blancs),
- ✓ les herbiers à base de potamots et de callitriches, milieu accueillant une très importante faune dont le Chabot du Lez, menacés par l'eutrophisation du cours d'eau.
- ✓ les associations de plantes amphiphytes, jouant un rôle important pour la faune aquatique, notamment le Chabot du Lez et le Pélodyte ponctué (amphibien),
- ✓ l'alliance du Magnocaricion, comprenant des iris de marais, de la Nivéole d'été, et de l'Ophioglosse commun, est une végétation terrestre des berges contenant des espèces protégées, qui est très sensible aux variations de débit trop sévères, aux problèmes de fréquentation excessive et à l'érosion des berges.

La faune recensée est composée de :

Odonates	<i>Aeshna affinis</i> <i>Calopteryx haemorrhoidalis</i> <i>Ceragrion tenellum</i> (Agrion délicat) <i>Coenagrion mercuriale</i> (Agrion de Mercure) <i>Gomphus graslinii</i> (Gomphe à cercoïdes fourchus) <i>Gomphus simillimus</i> (Gomphe semblable) <i>Libellula fulva</i> (Libellule fauve) <i>Macromia splendens</i> (Cordulie splendide) <i>Onychogomphus uncatatus</i> (Gomphe à crochets) <i>Oxygastra curtisii</i> (Cordulie à corps fin) <i>Sympetrum meridionale</i>
Lépidoptères	<i>Apatura ilia</i> (Petit Mars changeant) <i>Zerynthia polyxena</i> (Diane)
Oiseaux	<i>Coracias garrulus</i> (Rolloir d'Europe)
Poissons et écrevisses	<i>Anguilla anguilla</i> (Anguille) <i>Barbus meridionalis</i> (Barbeau méridional) <i>Chondrostoma toxostoma</i> (Toxostome) <i>Cottus gobio</i> (Chabot) <i>Cottus petiti</i> (Chabot du Lez)

	<i>Leuciscus leuciscus</i> (Vandoise)
Reptiles	<i>Emys orbicularis</i> (Cistude d'Europe) <i>Psammodromus hispanicus</i> (Psammodrome d'Edwards)
Mollusques	<i>Belgrandia gibba</i> <i>Heraultiella exilis</i> <i>Paladilhia conica</i>
Coleoptères Tenebrionidae	<i>Asida dejeani</i>

En gras : espèces déterminante stricte.

- **D'après l'inventaire de la ZNIEFF Vallée de la Mosson de Grabels à St-Jean-de-Védas** (communes de Grabels, Montpellier, Juvignac, Lavérune, Saint-Jean de Védas), les espèces végétales remarquables sur cette zone sont le Vulpin bulbeux et la Tulipe sauvage. D'un point de vue faunistique, on retrouve :

Mammifère terrestre	<i>Lutra lutra</i> (Loutre d'Europe)
Odonates	<i>Calopteryx haemorrhoidalis</i> <i>Ceragrion tenellum</i> (Agrion délicat) <i>Coenagrion mercuriale</i> (Agrion de Mercure) <i>Gomphus graslinii</i> (Gomphe à cercoïdes fourchus) <i>Lestes barbarus</i> (Leste sauvage) <i>Onychogomphus uncatus</i> (Gomphe à crochets) <i>Oxygastra curtisii</i> (Cordulie à corps fin stricte) <i>Sympetrum meridionale</i>
Oiseaux	<i>Coracias garrulus</i> (Rollier d'Europe)
Poissons et écrevisses	<i>Anguilla anguilla</i> (Anguille) <i>Chondrostoma toxostoma</i> (Toxostome) <i>Leuciscus leuciscus</i> (Vandoise)
Reptiles	<i>Emys orbicularis</i> (Cistude d'Europe)
Mollusques	<i>Paladilhia conica</i>

En gras : espèces déterminante stricte.

Parmi les espèces remarquables identifiées, certaines présentent un enjeu de conservation important :

Espèce	Statuts de l'espèce	Principes généraux de gestion ²
L'agrion de Mercure (odonate)	Directive « Habitats-Faune-Flore » : annexe II Convention de Berne : annexe II Espèce d'insecte protégée au niveau national en France (art. 1er) Cotation UICN : Monde : vulnérable ; France : en danger	Si des facteurs défavorables sont clairement identifiés (pollution de l'eau, assainissement par drainage, fermeture du milieu, fréquentation excessive (piétinement humain ou animal), etc.), il conviendra de prendre les mesures conservatoires adaptées. Les modes de gestion et de restauration préconisés pour les milieux lotiques paraissent, d'une manière générale, favorables à <i>C. mercuriale</i> . Dans le cas de microhabitats et s'il s'agit d'une population isolée, il est nécessaire d'intervenir manuellement (suppression de ligneux, débroussaillage, dégagement de l'écoulement, mise

² Source : Bensettiti, F. & Gaudillat, V. 2004. Cahiers d'habitats Natura 2000. Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Tome 7. Espèces animales. La Documentation française. 353 pp.

		<p>en place d'une zone tampon de protection, etc.) en conservant intacte au moins une partie du milieu (par exemple n'agir que sur une berge dans un premier temps) ou, si cela est possible, agir en amont dans le cas d'une pollution.</p> <p>Lorsque les populations sont importantes et réparties sur différents habitats (ruisseaux, émissaires, sources et/ou suintements par exemple), il est alors possible d'intervenir de manière plus drastique au niveau d'un secteur particulier.</p> <p>Dans tous les cas, il est essentiel de ne pas perturber la totalité de la population (imagos et habitat larvaire) afin de permettre une recolonisation rapide du secteur restauré (moins d'un an en général) : curages par tronçons en alternance d'une berge à l'autre et de l'amont vers l'aval en plusieurs années, etc. Cela sous-entend bien sûr une étude préliminaire rigoureuse des populations présentes et de leurs microhabitats larvaires.</p> <p>Des actions « terrestres » peuvent aussi être entreprises pour intervenir sur les végétaux ou les ligneux obstruant le cours d'eau en prenant soin d'épargner dans la mesure du possible les hélophytes et les hydrophytes et de n'intervenir que sur des portions du milieu. Agir sur les autres sections les années suivantes si les résultats sont satisfaisants à la suite des premières interventions.</p>
La cordulie à corps fin (odonate)	<p>Directive « Habitats-Faune-Flore » : annexes II et IV</p> <p>Convention de Berne : annexe II</p> <p>Espèce d'insecte protégée au niveau national en France (art. 1er)</p> <p>Cotation UICN : Monde : vulnérable ; France : vulnérable</p>	<p>Les mesures consistent pour l'essentiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à prendre les dispositions conservatoires adaptées aux milieux lotiques et lentiques si des facteurs défavorables sont clairement identifiés : exploitation de granulats, pompage de l'eau, atteintes à la structure des berges et aux zones environnantes, pollutions des eaux, etc. ; - à approfondir nos connaissances écologiques sur ces espèces.
Gomphe à cercoïdes fourchus (odonate)	<p>Directive « Habitats-Faune-Flore » : annexes II et IV</p> <p>Convention de Berne : annexe II</p> <p>Liste rouge mondiale de l'UICN (2008) : espèce quasi-menacée</p> <p>Liste rouge des insectes de France métropolitaine (1994) : espèce vulnérable</p>	
Cordulie splendide (odonate)	<p>Liste rouge mondiale de l'UICN : espèce vulnérable.</p> <p>Cotation UICN : monde : menacée ; France : à déterminer</p> <p>Directive « Habitats-Faune-Flore » : annexes II et IV</p> <p>Convention de Berne : annexe II</p> <p>Espèce protégées au niveau national (art. 1er)</p>	
La cistude d'Europe (reptile)	<p>Directive « Habitats-Faune-Flore » : annexes II et IV</p> <p>Convention de Berne : annexe II</p> <p>Espèce de reptile protégée au niveau national en France (art. 1er)</p> <p>Cotation UICN : Monde : faible risque (quasi menacé) ; France : Vulnérable</p>	<p>D'une manière générale, la conservation de la Cistude passe par la conservation des zones humides. Elle se raisonne donc à une vaste échelle et nécessite la prise en compte de l'activité humaine. Ponctuellement, certaines préconisations peuvent permettre le maintien de conditions favorables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter les intrants dans le point d'eau ; en particulier, proscrire l'utilisation d'herbicides ; - conserver une surface suffisante de végétation aquatique ; - ne pas effectuer de travail du sol sur les sites de ponte identifiés ; - conserver le milieu terrestre proche du point d'eau ouvert par la fauche ou le pâturage ; - maximiser la surface de contact entre l'eau et la roselière ; - dans certaines régions, conserver les roselières et la

		<p>végétation aquatique en limitant les populations de ragondins et rats musqués (<i>Ondatra zibethicus</i>) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - effectuer le curage des canaux aux périodes d'activité des animaux (avril-octobre). - Préserver la tranquillité des animaux en limitant l'accès du bétail ou des promeneurs à une partie du point d'eau. - Protéger les concentrations de pontes au moyen de clôtures, de cloches grillagées ou de répulsifs olfactifs. - Donner un véritable statut à la Tortue de Floride (classement en espèce nuisible). - Éviter le lâcher de tortues de Floride dans la nature (organisation de la récupération et du stockage). - Interdire la pose de filets type « verveux » dans les secteurs occupés par l'espèce ou laisser la chambre à mi-eau pour que les tortues ne se noient pas.
Le barbeau méridional (poisson)	<p><u>Rare et inscrit au livre rouge</u></p> <p>Directive « Habitats-Faune-Flore » : annexes II et V</p> <p>Convention de Berne : annexe III</p> <p>Espèce de poisson protégée au niveau national en France (art. 1er)</p> <p>Cotation UICN : France : rare</p>	<p>La lutte contre la pollution, associée à la conservation de l'habitat naturel, reste un objectif prioritaire. Meilleure gestion de la ressource en eau pour préserver les cours d'eau intermittents, sans les assécher intégralement, l'espèce étant très sensible à tout changement apporté au régime hydrologique des cours d'eau.</p> <p>Vérifier que la pratique des sports d'eaux vives n'altère pas la qualité de l'habitat et ne nuit pas à sa reproduction. Meilleure connaissance par un suivi adapté de l'état des populations et de leur répartition géographique.</p> <p>Mise en oeuvre de mesures conservatoires. Établir un plan de gestion piscicole de type patrimonial, excluant le repeuplement en salmonidés non natifs du cours d'eau.</p>
Le toxostome (poisson)	<p><u>Protégé et inscrit au livre rouge</u></p> <p>Directive « Habitats-Faune-Flore » : annexe II</p> <p>Convention de Berne : annexe III</p> <p>Cotation UICN : France : vulnérable</p>	<p>Le maintien de la qualité des rivières est un préalable indispensable.</p> <p>Toute extraction de granulats à proximité du biotope de l'espèce doit être évitée.</p> <p>Il faudrait réglementer la pêche du Toxostome car, même si l'espèce est considérée sans grand intérêt, elle est utilisée comme vif pour le Brochet (<i>Esox lucius</i>).</p>
Le Chabot du Lez (poisson)	<p>Le Chabot du Lez, comme le Chabot commun, est inscrit à l'annexe II de la Directive Européenne 92-43/CEE concernant la conservation de la Faune, de la Flore et des Habitats naturels (encore appelée Directive FFH). Les Etats membres doivent donc désigner en nombre suffisant des Zones de Conservation Spéciales (ZCS) afin de maintenir les populations des espèces concernées dans un état de conservation favorable, voire de rétablir un statut favorable à ces populations.</p> <p>La cotation UICN classe le chabot du Lez comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - gravement menacé d'extinction dans le monde - vulnérable en France 	<p>Eviter le passage trop fréquent des VTT, piétons, chevaux ... au niveau des zones de frayères en créant par exemple une passerelle en bois.</p> <p>Informez le public sur la présence de cette espèce très rare et sur sa fragilité vis-à-vis des jeux aquatiques et de la confection de <u>petits barrages en pierre qui créent des zones d'eaux stagnantes</u>.</p> <p>Maintenir un débit réservé régulier et suffisant.</p> <p>Le Ministère préconise une réhabilitation du milieu (habitats, pollution, obstacles..).</p> <p>Il est important d'interdire formellement les déversements de chabots communs dans la rivière à Cottus petit. Une compétition s'installerait entre les jeunes de chaque espèce au détriment du Chabot du Lez, dont les jeunes sont plus petits et se font manger par ceux du Chabot commun.</p>

Concernant le **Chabot du Lez**, compte tenu de son caractère endémique, nous apportons ici quelques précisions supplémentaires :

Répartition de l'espèce : On retrouve uniquement le Chabot du Lez dans les cinq premiers kilomètres en aval de la cours du Lez. Les données antérieures complétées par des observations visuelles permettaient de situer la limite aval de l'aire de répartition actuellement connue du

Chabot du Lez, entre le rejet de l'ancienne station d'épuration de Prades et la distillerie de Montferrier (soit en amont de la zone d'intervention du projet). Toutefois, il n'est pas exclu de trouver des individus en aval dans des habitats plus favorables, plus ou moins isolés.

L'aire de répartition comprend des zones avec des densités très variables (1200 ind/100 m² au niveau du passage à gué ; 40 ind/100 m² au rejet de la STEP de Prades-le-Lez). En limite aval, les populations observées ne semblent pas fonctionnelles (pas de reproduction avec succès sur place) mais résulteraient du processus de dévalaison.

Menaces : L'espèce est sensible aux perturbations physiques de son milieu de vie (piétinements de ses abris, destruction des herbiers, création de barrages, pollutions diverses, ...). L'artificialisation des débits du Lez dès la source, l'aménagement du cours d'eau (seuils, prises d'eau) et la dégradation de la qualité de l'eau ont probablement une incidence sur la structure et les effectifs de la population du Chabot du Lez.

Malgré des effectifs relativement importants, le confinement de l'espèce la met à la merci d'une pollution accidentelle. **Les risques d'extinction sont donc considérables.**

En cas de repeuplement important en truite ou en chabot commun, une compétition avec le chabot du Lez pourrait entraîner la disparition de l'espèce.

Elle est très sensible à la modification des paramètres du milieu notamment le **ralentissement des vitesses du courant consécutif à l'augmentation de la lame d'eau** (embâcles) et à la pollution de l'eau. Ainsi, les divers polluants chimiques d'origine agricole (herbicides, pesticides et engrais) ou industrielle déversés dans le milieu entraînent des accumulations de résidus qui peuvent provoquer la baisse de fécondité, la stérilité ou la mort d'individus.

1.11 Usages de l'eau

1.11.1 Prélèvements

1.11.1.1 Alimentation en eau potable

La plupart des adductions d'eau potable utilisent le karst comme ressource : 38 M m³/an environ sont issus de ces réseaux souterrains. Si on exclut les communes de Pérols, Lattes et Palavas qui achètent à elles trois 5 M m³/an à BRL (donc en ressource extérieure au bassin), les prélèvements karstiques sur le bassin assurent plus de 91 % de l'alimentation en eau potable des communes du bassin versant, dont 72 % par la seule source du Lez et les ressources locales ne sont par ailleurs pas négligeables puisqu'elles couvrent globalement 15% des besoins (cf. Schéma Départemental de référence pour l'AEP de l'Hérault)

« Les étiages sévères des deux cours d'eau (Lez et Mosson) sont aggravés par les prélèvements très importants destinés à l'alimentation en eau potable et à l'irrigation. »

Ces différentes ressources sont protégées par des périmètres de protection dont certains interfèrent avec le lit des cours d'eau. Sur la commune de Montpellier, c'est le cas des périmètres suivants :

Commune	Périmètres de forage/captage	Cours d'eau	Secteurs
Montpellier	PPR Forage stade F1 et forage stade F3	Le Lez	L6 et L7
	<i>PPE Puits de l'ancienne Crouzette</i>	<i>Le Lez</i>	<i>L6 et L7</i>
	<i>PPE Forage de Crouzette 1</i>		

(En italique les PPE, en droit les PPR).

1.11.1.2 Prélèvements agricoles destinés à l'irrigation

Les volumes prélevés dans la nappe alluviale, le karst ou les cours d'eau pour cet usage sont mal connus. Cependant, l'irrigation agricole est une pratique relativement courante pendant l'été. Pour les eaux superficielles on estime en 2002 l'emprunt à 1Mm³/an. Les prises d'eau importantes sont le golf de Juvignac (1850m³/j et 2000m³/j) et l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Montpellier (1250m³/j).

Il n'existe pas dans le bassin versant de grand périmètre d'irrigation. Seule la partie nord-est du périmètre (Assas, Clapiers et Guzargues, qui font partie du SITIVS - Syndicat Intercommunal d'Irrigation de la Vallée du Salaison) est alimentée par de l'eau agricole et à usage divers, originaire du canal du Bas-Rhône-Languedoc. Une extension syndicale est souhaitée par des communes voisines avec projet d'extension du réseau de distribution vers l'ouest et le sud-ouest.

1.11.1.3 Autres prélèvements

1.11.1.3.1 *Prélèvements industriels*

Ils sont très mal connus. Il semblerait que la majeure partie des industries du bassin versant utilise soit de l'eau potable (industrie pharmaceutique, agroalimentaire...), soit de l'eau de refroidissement en circuit fermé ou avec retour des volumes prélevés au milieu naturel.

1.11.1.3.2 *Transferts d'eau du milieu aquatique à un autre*

Ils concernent :

- ✓ Le prélèvement d'eau dans la Mosson pour l'alimentation du Lac des Garrigues, avec restitution de 80% du volume prélevé et 20% d'évaporation.
- ✓ Le prélèvement d'eau dans la partie aval du Lez pour l'alimentation de zones humides situées au nord des étangs de l'Arnel et du Méjean.

1.11.2 Assainissement

1.11.2.1 Assainissement collectif

D'après le SATESE de l'Hérault, 3 communes du périmètre du bassin versant du Lez ne disposent pas de système d'assainissement collectif, ce sont des communes de petites tailles où l'assainissement autonome paraît approprié.

Neuf d'entre elles sont raccordées à la station d'épuration de Montpellier (Maera) dont les effluents sont rejetés en mer. Pour les autres, le rejet se fait dans le Lez, la Mosson ou leurs affluents.

Pour la commune de Montpellier, l'assainissement se fait de la façon suivante :

Communes	Type de traitement en place	Taille du système épuratoire (eqH)	Milieu récepteur
Grabels Juvignac Montpellier Saint-Jean de Védas Clapiers Castelnau-le-Lez Lattes Montferrier-sur-Lez Prades le Lez	Station biologique boues activées MAERA	470 000 eqH	Mer

1.11.2.2 Assainissement industriel et agroalimentaire³

Les sources potentielles de pollutions ayant des rejets en milieu hydrique sont à Montpellier : Sanofi Aventis Recherche et Développement (chimie et parachimie) et Usine de méthanisation Communauté d'Agglomération Montpellier. L'assainissement agricole est sans objet sur le territoire montpelliérain.

1.12 Activités de loisir liées à l'eau

D'une manière générale, le Lez et la Mosson accueillent quelques activités souvent ponctuelles.

Itinéraire de randonnée : la promenade, la randonnée, le pique-nique sont en théorie praticables, mais le manque d'espaces aménagés et d'entretiens des berges les limitent fortement.

La pêche : Le Lez et la Mosson sont non seulement poissonneux, mais leurs eaux réservent de jolies surprises qui permettent à l'association de pêche « les chevaliers de la gaule » d'organiser un concours des plus belles prises de truites, carpes, brochets sur la Mosson depuis Grabels et sur le Lez de la Pompignane jusqu'à la limite de salure des eaux.

Canoë – Kayak : une base nautique ainsi qu'un plan d'eau qui remonte jusqu'au moulin du Gasconnet ont été aménagés par la commune de Montpellier, en rive droite du Lez, il s'agit d'un

³ Source : registre français des émissions polluantes

aménagement dont la fréquentation reste marginale compte tenu des nombreux seuils interrompant les possibilités de cheminement dans le lit et de son embâclement. Les principales activités restent centrées autour de la base (kayak polo et slalom).

Baignade : aucun point de baignade officiellement répertorié (aucun suivi qualité par les services sanitaires).

2 Documents d'orientation

2.1 Le SDAGE RM&C

Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 est entré en vigueur le 17 décembre 2009. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2015.

Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à 2015. Il suit 8 orientations fondamentales.

1. Prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
2. Non dégradation : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
3. Vision sociale et économique : intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
4. Gestion locale et aménagement du territoire : organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable
5. Pollutions : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé
6. Des milieux fonctionnels : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
7. Partage de la ressource : atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
8. Gestion des inondations : gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

Concernant plus particulièrement l'orientation fondamentale n° 6, et dans le cadre du volet « A – Agir sur la morphologie et le découloisnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques » le SDAGE fixe quatre grands axes stratégiques :

- ✓ faire reconnaître et intégrer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques dans les documents d'aménagement du territoire
- ✓ déployer les mesures de gestion et de restauration sur des linéaires importants de cours d'eau
- ✓ privilégier le recours aux stratégies préventives

- ✓ mobiliser les acteurs financiers du monde de l'eau et faire jouer la synergie avec la lutte contre les inondations

Plusieurs mesures sont proposées pour mettre en pratique ces axes :

Code de la mesure	Commentaires - Précisions	Nature	Maîtrise d'ouvrage
3C43	Etablir un plan de restauration et de gestion physique du cours d'eau	I	Collectivité locale Ayant droit
3C17	Restaurer les berges et/ou la ripisylve Cette action comprend la définition et la mise en œuvre de plan pluriannuel d'entretien de la végétation rivulaire. Les techniques de génie végétal peuvent être utilisées pour la restauration des berges bétonnées ou enrochées. En zone agricole elle peut être couplée à des mesures relevant des dispositifs agro-environnementaux régionaux.	I C	Ayant droit Collectivité locale Fédération de pêche Fédération de chasse

Nature des mesures : C, contractuelle ; R, réglementaire ; I, investissement

2.2 Dispositions du SDAGE 2009 s'appliquant au territoire où s'inscrit le bassin versant du Lez

Le bassin du Lez a été intégré dans le territoire « **n°17 : Territoire Côtiers Ouest, Lagunes et Littoral** ». L'état des lieux et les objectifs d'état écologique ont été adoptés.

Les dispositions du SDAGE 2009 Rhône Méditerranée relatives au Lez sont rappelées dans la liste suivante :

Problème à traiter : Gestion locale à instaurer ou développer Mesures : 2A17 Développer des démarches de maîtrise foncière 3D16 Poursuivre ou mettre en œuvre un plan de gestion pluriannuel des zones humides
Problème à traiter : Pollution domestique et industrielle hors substances dangereuses Mesures : 5B17 Mettre en place un traitement des rejets plus poussé 5E04 Elaborer et mettre en œuvre un schéma directeur de gestion des eaux pluviales
Problème à traiter : Substances dangereuses hors pesticides Mesures : 5A08 Traiter les sites pollués à l'origine de la dégradation des eaux 5A32 Contrôler les conventions de raccordement, régulariser les autorisations de rejets
Problème à traiter : Pollution par les pesticides Mesures : 5D01 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones agricoles 5D05 Exploiter des parcelles en agriculture biologique 5D27 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones non agricoles
Problème à traiter : Dégradation morphologique Mesures : 3C17 Restaurer les berges et/ou la ripisylve 3C30 Réaliser un diagnostic du fonctionnement hydromorphologique du milieu et des altérations physiques et secteurs artificialisés 3C44 Restaurer le fonctionnement hydromorphologique de l'espace de liberté des cours d'eau ou de l'espace littoral
Problème à traiter : Altération de la continuité biologique Mesures : 3C13 Définir une stratégie de restauration de la continuité piscicole
Problème à traiter : Menace sur le maintien de la biodiversité Mesures : 6A02 Définir de façon opérationnelle un plan de gestion pluriannuel des espèces invasives 7A03 Organiser les activités, les usages et la fréquentation des sites naturels

Problème à traiter : Déséquilibre quantitatif**Mesures :**

- 3A01 Déterminer et suivre l'état quantitatif des cours d'eau et des nappes
- 3A11 Etablir et adopter des protocoles de partage de l'eau
- 3A31 Quantifier, qualifier et bancariser les points de prélèvements

2.3 Le SAGE Lez-Mosson-étangs Palavasiens

Un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) a été lancé en 1994 sur le bassin versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens pour gérer l'eau de façon durable et concertée et répondre aux enjeux importants du bassin : partage de l'eau, pollutions, artificialisation des milieux aquatiques, dégradation des cours d'eau, risque inondation. Le SAGE Lez Mosson Etangs Palavasiens a été adopté par la CLE en mars 2000 et approuvé par le Préfet de l'Hérault le 29 juillet 2003.

Les milieux aquatiques concernés sont le Lez, la Mosson, les étangs palavasiens, le littoral et la mer Méditerranée et les ressources souterraines (source du Lez). Le périmètre du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens s'étend sur 746 km², du Pic Saint Loup à la mer. Il concerne 43 communes.

Les différents enjeux qui ont été identifiés par le SAGE sont les suivants :

- ✓ Besoins en eau potable à l'horizon 2010

Sur la base des prévisions d'augmentation de la population, le SAGE examine les différents types de ressources disponibles et sert de cadre à leur utilisation future, en prenant en compte à la fois les aspects humains et les aspects environnementaux.

- ✓ Qualité de l'eau

Le SAGE contient un grand nombre de mesures visant à restaurer la qualité de l'eau dans le milieu naturel, très dégradée à l'aval de l'agglomération montpelliéraine. En ce qui concerne la qualité de l'eau potable, le SAGE évalue les risques (pollutions accidentelles, manque d'eau), fixe les objectifs à atteindre et indique la politique à mettre en œuvre.

- ✓ Sécheresse et prélèvements d'eau

Le SAGE cadre les prélèvements d'eau dans les aquifères sensibles à la sécheresse (cours d'eau, nappe littorale...). Pour protéger ces milieux, il prévoit le remplacement de certains types de prélèvements, notamment pour l'irrigation, par des ressources de substitution ne les affectant pas (eau du canal du Bas-Rhône, eaux usées retraitées).

- ✓ Risque d'inondation

L'objectif du SAGE est de faire diminuer les risques d'inondation. Pour ce faire, la politique définie par le SAGE est essentiellement axée sur la préservation et la reconquête des champs d'inondation (lits majeurs).

- ✓ Développement urbain et artificialisation des milieux aquatiques

L'artificialisation des cours d'eau et des abords des étangs a des répercussions sur les risques d'inondation, la qualité de l'eau et l'écologie des milieux aquatiques. Le SAGE limite la possibilité de recourir à des aménagements lourds.

- ✓ Comblement des Etangs Palavasiens

Le phénomène de comblement des étangs, naturel mais très lent, a été considérablement accéléré depuis l'après-guerre du fait de l'intervention humaine. Les préconisations du SAGE visent à réduire sensiblement l'impact de l'activité humaine sur le comblement des étangs.

- ✓ Gestion des milieux aquatiques et biodiversité

Le SAGE a pour objectif la sauvegarde des milieux aquatiques, des zones humides et des espèces qui y vivent. Pour ce faire, le SAGE définit les grandes lignes des modes de gestion à mettre en place et prévoit la création de structures de gestion appropriées.

Les 4 grandes orientations fondamentales du SAGE sont les suivantes :

1. Préserver ou améliorer les ressources en eau.
2. Réduire le risque inondation sans nuire au fonctionnement hydrodynamique et écologique des milieux aquatiques et des zones humides (et notamment sans accélérer le processus de comblement des étangs)
3. Préserver ou restaurer les milieux aquatiques des zones humides et leurs écosystèmes.
4. Améliorer l'information et la formation, développer l'action concertée.

Le SAGE, dans son programme d'actions, préconise la réalisation de plans de gestion à l'échelle du bassin versant et la réalisation de travaux de restauration et d'entretien déclinés dans ces plans.

En juillet 2007, le SYBLE (Syndicat du bassin du Lez), véritable bras armé du SAGE a été créé.

Il regroupe le Département de l'Hérault et les 7 intercommunalités présentes sur le bassin. Ce syndicat est un syndicat d'études. Il a pour mission de gérer les volets animation et études d'intérêt général pour la mise en œuvre du SAGE et du PAPI (programme d'actions de prévention des inondations). Le syndicat est garant d'une politique globale et concertée de l'eau sur le bassin.

2.4 Expertise inondation et programme d'action de prévention des inondations (PAPI)

La stratégie du SAGE dédie une de ses orientations à la réduction du risque d'inondation, sans que celle-ci nuise au fonctionnement hydrodynamique et écologique des milieux aquatiques et des zones humides. Pour parvenir à un tel objectif, le SAGE recommande « la réalisation rapide d'un schéma global de lutte contre les inondations ».

Le Département de l'Hérault, sous mandat de la CLE du SAGE Lez Mosson Etangs Palavasiens, a donc réalisé en 2006 une expertise « inondation » pour une meilleure gestion du risque inondation sur le territoire du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens. Cette étude a permis :

- ✓ d'établir un diagnostic partagé de la situation en termes de risque d'inondation sur le périmètre du SAGE
- ✓ de définir les axes les plus utiles et les plus efficaces de réduction des risques d'inondation dans le périmètre du SAGE.

Cette expertise propose 4 objectifs pour réduire le risque d'inondation dans le périmètre du SAGE :

- ✓ Deux objectifs destinés à améliorer la situation actuelle :
 - Objectif 1 : réduction de l'aléa
 - Objectif 2 : réduction de la vulnérabilité
- ✓ Deux objectifs destinés à contrôler l'évolution de la situation actuelle, dans le futur et à faire en sorte que les actions résultantes de la mise en œuvre des objectifs 1 et 2 ne deviennent pas obsolètes. En effet, on a souvent constaté que les aménagements concourent souvent à rattraper et à corriger à grands frais, des erreurs en matière d'évolution de l'occupation des sols :

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 31/45
---------------------	------------------	------------

- Objectif 3 : non aggravation de la vulnérabilité
- Objectif 4 : non aggravation de l'aléa

L'expertise inondation a notamment souligné **l'importance de l'entretien des cours d'eau** afin de ne pas s'exposer inutilement à une aggravation de l'aléa par désembâclement.

La restauration et l'entretien des berges du Lez, de la Mosson et de leurs affluents à l'échelle du bassin versant jouent un rôle important dans la dynamique des crues pour des événements fréquents. La restauration et l'entretien de la ripisylve sont des tâches continues à programmer et à pérenniser.

Le PAPI du bassin du Lez propose une action de mise en œuvre du programme du **plan de gestion du Lez, de la Mosson et de leurs principaux affluents (travaux sur la ripisylve)**.

3 Incidences du projet sur l'environnement et mesures réductrices prévues

Deux types d'incidences seront analysés :

- ✓ celles liées à la phase de chantier,
- ✓ celles liées à la modification des sites.

Les impacts, des différents travaux engagés, sur les différents compartiments du milieu seront analysés ; notamment :

- ✓ la ressource en eau souterraine
- ✓ la ressource en eau superficielle
- ✓ l'hydraulique
- ✓ les biocénoses et les peuplements piscicoles
- ✓ le milieu terrestre et le paysage
- ✓ les usages liés à l'eau

3.1 Incidences de la phase de chantier

Les impacts susceptibles d'intervenir pendant les phases de chantier sont liés :

- ✓ aux préparatifs et à l'installation du chantier (abattage de végétaux, aires de stockage, de stationnement et de cantonnement...)
- ✓ aux pollutions accidentelles éventuelles (déversements d'hydrocarbures, d'huiles, ...).
- ✓ au risque de destruction mécanique d'habitat et de biocénoses dans le lit et/ou sur les berges.

- ✓ à la limitation de certains usages liés à l'eau

3.1.1 Incidences sur la ressource en eau souterraine

3.1.1.1 Impacts prévisibles potentiels

Certains travaux de gestion peuvent augmenter la turbidité de l'eau (désembâclement notamment). Ce phénomène, ponctuel tant en ce qui concerne sa localisation que sa durée, ne devrait pas affecter la qualité de l'eau souterraine des captages d'eau potable.

Il existe un risque de pollution accidentelle de l'aquifère qui pourrait subvenir du fait de l'utilisation d'engins de débordage en haut de berge (fuite de liquide hydraulique, d'huile, d'hydrocarbure) ou d'acte de malveillance (siphonage des réservoirs de carburant).

3.1.1.2 Mesures de réduction d'impact

Les mesures suivantes seront mises en œuvre pour réduire à *minima* les risques d'impact précités :

- ✓ interdiction de faire descendre des engins en fond de lit
- ✓ les stockages prolongé d'hydrocarbures, l'entretien des engins de travaux et leur approvisionnement en carburants ou autres fluides présentant un risque de pollution de l'eau seront effectués en dehors du lit mineur du cours d'eau et hors des périmètres de protection rapprochés et des zones inondables des sources et captages d'eau potable,
- ✓ les engins connaissant une fuite quelconque de leur système hydraulique, d'alimentation en carburant ou de leur système de refroidissement devront immédiatement cesser d'intervenir et être remorqués pour réparation, hors des abords de la rivière et des périmètres de protection de sources et de captages d'eau potable,
- ✓ la mise en place de barrages flottants à l'aval de la zone de chantier si l'entreprise se trouve dans l'impossibilité d'empêcher le départ de déchets au fil de l'eau,
- ✓ utilisation d'huile végétale dans les engins de chantier,
- ✓ parking prolongé des engins hors des périmètres de protection rapprochés.
- ✓ La société de travaux devra disposer d'un kit antipollution (barrage de protection, absorbant hydrocarbures et conteneurs).

Dans ces conditions, l'impact du projet sera nul à très faible.

3.1.2 Incidences sur la ressource en eau superficielle

La qualité physico-chimique de l'eau pourrait être affectée par :

- ✓ la mise en suspension de particules liée aux travaux
- ✓ la mise en suspension de particules liée à la circulation d'engins
- ✓ d'éventuelles pollutions accidentelles liés à la présence des engins et induisant un relargage de polluants chimiques

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 33/45
---------------------	------------------	------------

3.1.2.1 La mise en suspension des particules fines

Une des principales nuisances des travaux vis-à-vis du milieu aquatique est liée au risque de pollution engendrée par la mise en suspension de particules fines qui iront se déposer dans les zones plus calmes situées en aval.

Les matières en suspension contenues dans l'eau n'ont un effet léthal direct sur le poisson que dans la mesure où leur teneur dépasse 200 mg/l. On enregistre alors des mortalités par colmatage des branchies et asphyxie.

Les effets nuisibles à des teneurs moindres peuvent se manifester de la façon suivante : la turbidité réduit la pénétration de la lumière, donc la photosynthèse. De plus, elle freine l'autoépuration en entraînant un déficit d'oxygène dissous. En outre, elle provoque une augmentation sensible de la température. Toute augmentation de la turbidité au-dessus de 80 mg/l des Matières En Suspension (MES) est reconnue comme nuisible à la production piscicole.

3.1.2.2 Le relargage de polluants chimiques.

L'utilisation et la circulation d'engins peuvent entraîner des pollutions accidentelles qui s'avéreraient très nuisibles pour la faune piscicole et les biomasses aquatiques. L'impact de telles pollutions se fait en général ressentir sur un linéaire de plusieurs centaines de mètres, voire plusieurs kilomètres, à l'aval des points de pollutions. Elles peuvent provoquer des mortalités piscicoles, une diminution des biomasses et une modification de la structure du peuplement piscicole.

3.1.2.3 Mesures de réduction d'impact

Au regard de ces incidences potentielles, les mesures préventives suivantes seront mises en œuvre afin de réduire le risque d'impact sur les eaux superficielles :

- ✓ interdiction de faire descendre des engins en fond de lit
- ✓ les stockages d'hydrocarbures, l'entretien des engins de travaux publics et leur approvisionnement en carburants ou autres fluides présentant un risque de pollution de l'eau seront effectués en dehors du lit mineur du cours d'eau,
- ✓ les engins connaissant une fuite quelconque de leur système hydraulique, d'alimentation en carburant ou de leur système de refroidissement devront immédiatement cesser d'intervenir et être remorqués pour réparation, hors des abords de la rivière,
- ✓ la mise en place de barrages flottants à l'aval de la zone de chantier si l'entreprise se trouve dans l'impossibilité d'empêcher le départ de déchets au fil de l'eau,
- ✓ utilisation d'huile végétale dans les engins de chantier,
- ✓ parking prolongé des engins hors des périmètres de protection rapprochés.
- ✓ la société de travaux devra disposer d'un kit antipollution (barrage de protection, absorbant hydrocarbures et conteneurs).

Dans ces conditions, l'impact du projet sera nul à très faible.

3.1.3 Incidences sur l'hydraulique

Les travaux se déroulant depuis le haut de la berge, ils ne génèrent pas de risques particuliers car il n'y a pas de modification majeure des conditions d'écoulement des cours d'eau. Le stockage des bois se fera en dehors de la zone bleue du PPRI.

3.1.4 Incidences sur le milieu naturel et les équilibres biologiques

Les principaux sites naturels concernés par les milieux aquatiques sur lesquels se déroulent les travaux sont : le périmètre du site d'intérêt communautaire du Lez (site Natura 2000) et la ZNIEF concernant la ripisylve de la Mosson.

3.1.4.1 Notice d'incidences pour la zone Natura 2000 « le Lez »

Outre les aspects paysagers, on peut citer les impacts négatifs que pourraient avoir des opérations de traitement drastique de la végétation des berges :

- ✓ amplification de l'eutrophisation
- ✓ modification de l'éclairement (et donc de la température) de la lame d'eau
- ✓ des érosions et/ou manifestations d'instabilité
- ✓ la perte d'abris pour les espèces (piscicoles en particulier mais également espèces liées indirectement aux milieux aquatiques comme les odonates)
- ✓ le colmatage du substrat sous l'effet d'un lessivage des rives mises à nu.

Compte tenu de la fragilité des habitats (milieux aquatiques et ripisylve), de la faune piscicole et de la faune liée à la présence des cours d'eau (odonates, cistude) qui sont à l'origine de ce classement, les travaux devront être réalisés en prenant toutes les mesures nécessaires à la préservation de ces milieux.

3.1.4.2 Choix de la période de travaux

Plusieurs points sont à considérer pour fixer la date des travaux.

3.1.4.2.1 *Prise en compte de la faune piscicole*

Le Chabot du Lez, espèce d'intérêt communautaire emblématique du Lez n'est pas présent sur la zone d'intervention.

Hormis cette espèce, le Lez et la Mosson abritent des populations de différentes espèces pour lesquelles nous considérons celles concernées par **l'arrêté du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire national** : la Vandoise, le Brochet et le Barbeau méridional (présence marginale avérée de cette dernière espèce dans la Mosson à Combaillaux, hors secteur d'intervention). Le Toxostome est quant à lui concerné par la Directive 92/43/ du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

Les périodes de fraie de ces différentes populations se répartissent de la manière suivante :

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 35/45
---------------------	------------------	------------

Espèce	Période de fraie
Vandoise	Mars-avril
Brochet	Février à mi-avril
Toxostome	Fin mai – début juin
Barbeau méridional	Avril à juillet (pontes essentiellement en avril-mai et ponctuellement les autres mois).

Pour ces espèces protégées ainsi que pour l'ensemble des espèces piscicoles sur le secteur concerné, des travaux de **mi-juin à février** permettraient d'éviter les périodes de reproduction et donc la destruction de frayère.

3.1.4.2.2 *Prise en compte des hautes eaux*

Les interventions à proximité des cours d'eau doivent autant que possible avoir lieu en dehors de la période de hautes eaux. Les débits moyens mensuels indiquent que globalement la période des hautes-eaux s'étale d'octobre à février. Dans la mesure où des interventions en période de hautes eaux sont possibles, il conviendra alors de se prémunir d'éventuels désagréments.

Enfin de permettre la mise en sécurité du personnel, les mesures suivantes devront être prises :

- ✓ mise en relation avec le service de risque d'annonce de crue afin de pouvoir évacuer les engins lors des périodes à risques
- ✓ interruption du chantier en cas de condition météo défavorable avec retrait des équipes et des engins en dehors des zones de débordement
- ✓ stationnement des engins hors du cours d'eau et hors des zones inondables bleues du PPRI

3.1.4.2.3 *Le cycle de la végétation*

Même si les interventions ne génèrent pas *a priori* d'abattage d'arbres vifs, il est cependant nécessaire d'aménager les accès des engins jusqu'en haut de berge, de réaliser des trouées pour remonter les matériaux encombrant le lit. Pour les parties du linéaire se situant à proximité de zones agricoles, il nous semble important d'intervenir une fois les cultures récoltées. Il serait donc préférable d'ouvrir les chantiers sur ces seules parcelles agricoles (terrains céréaliers) à partir du mois d'août. Pour les autres parcelles, les travaux peuvent avoir lieu dès juin.

3.1.4.2.4 *Le risque d'incendie*

Pour faciliter le travail, les rémanents peuvent être incinérés à l'air libre. Cette possibilité est réglementée par arrêté préfectoral n° 2005/01/1932 du 25 avril 2002. L'incinération est interdite en période très dangereuse et en cas de vent en période dangereuse. Elle est soumise à déclaration en mairie pendant la période dangereuse. Néanmoins afin de réduire tout risque d'incendie, les rémanents seront de préférence broyés ou évacués et non incinérés à l'air libre.

3.1.4.2.5 *Conclusion*

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 36/45
---------------------	------------------	------------

A l'analyse de ces contraintes la période d'intervention s'étale de mi-juin à fin octobre, hors période de fraie des espèces protégées et de la plupart des espèces piscicoles présentes.

Sur la période à risque d'incendie de fin juin à fin août : obligation de broyer les rémanents ou de les évacuer en décharge,

Sur la période de septembre à octobre, (période de repos végétatif, d'absence de culture), afin de se prémunir des risques de crue une intervention en septembre est à privilégier. Les rémanents doivent être broyés ou à évacué en décharge si l'interdiction d'incinération des végétaux n'est pas levée.

3.1.4.3 Autres mesures de réduction d'impact

- ✓ une intervention minimale sur la végétation des berges (seront uniquement autorisés les abattages strictement nécessaires à l'accès des engins au haut de la berge et à l'ouverture de trouées limitées en nombre et en largeur pour le treuillage des embâcles après ébranchage des végétaux à extraire)
- ✓ Broyage des rémanents ou évacuation en décharge
- ✓ Mise en place de pénalités financières prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières des marchés de travaux en cas d'abattage ou de blessure d'arbre dont la conservation aura été décidée
- ✓ les stockages d'hydrocarbures, l'entretien des engins de travaux publics et leur approvisionnement en carburants ou autres fluides présentant un risque de pollution de l'eau seront effectués en dehors du lit mineur du cours d'eau et hors des périmètres de protection rapprochés des sources et captages d'eau potable
- ✓ les engins connaissant une fuite quelconque de leur système hydraulique, d'alimentation en carburant ou de leur système de refroidissement devront immédiatement cesser d'intervenir et être remorqués pour réparation, hors des abords de la rivière et des périmètres de protection de sources et de captages d'eau potable,
- ✓ la mise en place de barrages flottants à l'aval de la zone de chantier si l'entreprise se trouve dans l'impossibilité d'empêcher le départ de déchets au fil de l'eau
- ✓ l'interdiction des envols de déchets dans le cours d'eau
- ✓ limitation du nombre et de l'emprise des trouées dans la végétation pour treuiller les embâcles
- ✓ interdiction de travailler sur sol détrempé

Dans ces conditions, l'impact du projet sera nul à très faible.

3.1.4.4 Incidences sur les autres milieux naturels

Les réflexions précédentes sont valables pour l'ensemble des cours d'eau concernés par le plan de gestion. Compte tenu des mesures prises et listées précédemment, l'impact du projet est nul à très faible sur l'ensemble des milieux naturels des cours d'eau pouvant présenter un intérêt faunistique ou floristique.

3.1.5 Incidences sur les sites et les paysages

3.1.5.1 Incidences

« Le bord du Lez et le bois de Lavalette – paysages de Frédéric Bazille » est un site classé depuis juillet 2010 au titre de la loi du 2 mai 1930. Il concerne directement le secteur du Lez situé au nord de Montpellier et sur lesquels se font les travaux.

Les autres sites inscrits ou classés n'interceptent pas les cours d'eau concernés par la mise en œuvre du plan de gestion.

3.1.5.2 Mesures de réduction d'impact

- ✓ Intervention avec des engins adaptés de débardage par câble ou de lavage (pelle à grappin) permettant de limiter les points d'accès au cours d'eau
- ✓ Une intervention minimale sur la végétation des berges (seuls les abattages strictement nécessaires à l'accès des engins au haut de la berge et à l'ouverture de trouées limitées en nombre et en largeur au treuillage des embâcles après ébranchage des végétaux à extraire seront autorisés)
- ✓ Broyage des rémanents ou évacuation en décharge
- ✓ Des pénalités financières prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières des marchés de travaux en cas d'abattage ou de blessure d'arbre dont la conservation aura été décidée

Dans ces conditions, l'impact du projet sera nul, voire positif.

3.1.6 Incidences sur le voisinage

3.1.6.1 Incidences

Les travaux, situés pour certains en plein centre ville ou à proximité d'habitations ou de centre d'activités, pourront générer des nuisances.

On pourra citer :

- ✓ les impacts liés à la circulation des engins sur les routes avoisinantes pour l'évacuation des matériaux et l'approvisionnement
- ✓ les impacts liés à la présence d'engins à proximité immédiate d'habitations. En effet, les travaux ou la circulation même des engins pourraient constituer une nuisance sonore

3.1.6.2 Mesures de réduction d'impact

- ✓ Mise en place d'une signalisation adéquate,
- ✓ Installation de feux tricolores temporaires si nécessaire

- ✓ Respect des préconisations préfectorales en matière de lutte contre les bruits du voisinage, notamment en ce qui concerne les horaires d'ouverture du chantier,
- ✓ Utilisation d'engins aux normes en ce qui concerne le bruit.

Ces impacts sont globalement d'un niveau peu élevé compte tenu de la brièveté du chantier sur chacun des sites.

3.1.7 Incidences sur le sol, le climat et l'air

Les incidences sur le sol et le climat seront nulles en dehors d'un accident impliquant par exemple le réservoir d'hydrocarbure.

Concernant l'air, les nuisances seront limitées aux rejets d'échappement des engins et aux éventuels nuages de poussières soulevés par temps sec par les engins.

Dans ces conditions, l'impact sera peu important et très limité dans le temps.

3.1.8 Incidences sur les usages liés à l'eau

3.1.8.1 Incidences

L'accès aux zones de chantier sera totalement interdit à tous les usagers de la rivière (baigneurs, pêcheurs, ...). Les travaux seront réalisés en partie pendant la période estivale. Leurs impacts vis à vis de ces usagers pourraient donc concerner les pêcheurs et kayakistes. La durée d'intervention par site d'intervention sera très limitée (1 à 2 jours).

L'activité pêche sera momentanément impossible sur l'emprise des chantiers. L'ensemble des sites se trouvant sur des portions de cours d'eau en seconde catégorie piscicole, la pratique de la pêche y est autorisée pendant la période des travaux. La gêne pour les usagers sera donc à prendre en compte (interdiction de pénétrer dans la zone de chantier).

Pour finir, aucun prélèvement en eau ne sera réalisé. Le chantier n'aura aucun impact sur les éventuels pompages agricoles en eau superficielle situés aux alentours des chantiers.

3.1.8.2 Mesures de réduction d'impact

- ✓ mise en place d'une signalisation à l'amont et à l'aval compréhensible par tous, matérialisant le danger et interdisant l'accès,

Dans ces conditions, l'impact du projet sera très faible.

3.2 Incidences liées à la modification des sites

3.2.1 Incidences sur la ressource

Aucun impact des travaux sur la qualité des eaux superficielles et souterraines n'est à prévoir.

3.2.2 Incidences sur l'hydraulique et la géomorphologie de la rivière

L'état de la végétation des cours d'eau crée aujourd'hui un fonctionnement anormal qui peut générer des dangers pour les zones habitées. En effet, de façon générale :

- ✓ le débit capable des cours d'eau est réduit lorsque certains amas obstruent leur lit jusqu'en haut de berge, augmentant ainsi la fréquence des débordements à l'amont
- ✓ en cas de rupture d'embâcles pendant une crue, l'onde de crue générée peut être à l'origine de dégâts importants aux biens et aux personnes dans des secteurs fortement urbanisés de l'aval
- ✓ la présence de végétation ou d'embâcle au niveau des ponts favorise leur déstabilisation

C'est pour ces raisons qu'une des propositions de l'expertise inondation de la basse vallée du Lez consiste à entretenir le lit des cours d'eau du bassin versant. Une première action prioritaire de plan de gestion a été réalisée en 2009 sur 18 communes afin de désembâcler les cours d'eau du bassin versant. **La poursuite de la mise en œuvre du plan de gestion permettra aux cours d'eau de retrouver un fonctionnement normal sans risque d'arrivée brutale de vagues en cas de rupture d'embâcle pendant une crue. Dans ces conditions, l'impact du projet sera positif.**

3.2.3 Incidences sur le milieu naturel et les équilibres biologiques

D'un point de vue général, les travaux s'accompagnant d'un enlèvement de déchets d'encombrants ou de décharges, la qualité du cours d'eau doit s'en trouver améliorée ce qui ne peut qu'être profitable au milieu naturel.

3.2.4 Incidences sur les sites et les paysages

« Le bord du Lez et le bois de Lavalette – paysages de Frédéric Bazille » est un site classé depuis juillet 2010 au titre de la loi du 2 mai 1930. Il concerne directement le secteur du Lez situé au nord de Montpellier et sur lesquels se font les travaux.

Les autres sites inscrits ou classés n'interceptent pas les cours d'eau concernés par la mise en œuvre du plan de gestion.

En limitant le nombre et la largeur des trouées pratiquées pour accéder au lit du cours d'eau, la végétation retrouvera rapidement son aspect initial. Le ramassage des déchets et l'enlèvement des encombrants et des décharges mettront également en valeur les sites.

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 40/45
---------------------	------------------	------------

3.2.5 Incidences sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique

La rupture d'embâcle est toujours mentionnée comme un facteur d'aggravation des risques pour les personnes et les biens. La suppression des embâcles et le traitement de la végétation à l'amont des zones urbanisées des bassins du Lez et de la Mosson est une action primordiale pour la protection des biens et des personnes.

Toutes les mesures de sécurité seront prises lors des actions de coupes sanitaires.

4 Moyens de surveillance et d'intervention prévus

4.1 Déroulement du chantier

- ✓ Choix de (ou des) entreprises sur des critères techniques. Une expérience en rivière devra être acquise.
- ✓ Réalisation d'une visite préalable de chantier avec l'ensemble des organismes agréés concernés par l'aménagement : Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, DREAL, DDTM34, Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, Conseil général de l'Hérault en tant que opérateur du site Natura 2000.
- ✓ Suivi régulier de chantier et contrôle de son bon déroulement, réalisé par le maître d'œuvre, l'opérateur de la zone Natura 2000 (CG34) et avec l'aide technique du SYBLE.
- ✓ Travaux réalisés en concertation avec la DREAL et l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA). Dispositions nécessaires à la protection des milieux aquatiques et terrestres prescrits ci-dessus.
- ✓ Dispositions nécessaires à la mise en sécurité du personnel travaillant sur le chantier vis à vis du risque de crue. On veillera à :
 - mise en relation avec le service de risque d'annonce de crue afin de pouvoir évacuer les engins lors des périodes à risques,
 - interruption du chantier en cas de condition météo défavorable avec retrait des équipes et des engins en dehors des zones de débordement
 - stationnement des engins hors du cours d'eau et hors des zones inondables de la zone bleue des PPRI
- ✓ Réception des travaux réalisée avec l'ensemble des organismes agréés concernés par l'aménagement.

4.2 Surveillance et entretien des ouvrages

A l'issue des travaux, la surveillance future des cours d'eau sera effective du fait de l'application du Plan de gestion.

5 Compatibilité du projet avec les documents d'orientation générale

5.1 Le SDAGE RM&C

Concernant plus particulièrement l'orientation fondamentale n° 6, et dans le cadre du volet « A – Agir sur la morphologie et le décroissement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques » le SDAGE fixe quatre grands axes stratégiques :

- ✓ faire reconnaître et intégrer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques dans les documents d'aménagement du territoire
- ✓ **déployer les mesures de gestion et de restauration sur des linéaires importants de cours d'eau**
- ✓ privilégier le recours aux stratégies préventives
- ✓ mobiliser les acteurs financiers du monde de l'eau et faire jouer la synergie avec la lutte contre les inondations

Plusieurs mesures sont proposées pour mettre en pratique ces axes :

Code de la mesure	Commentaires - Précisions	Nature	Maîtrise d'ouvrage
3C43	Etablir un plan de restauration et de gestion physique du cours d'eau	I	Collectivité locale Ayant droit
3C17	Restaurer les berges et/ou la ripisylve Cette action comprend la définition et la mise en œuvre de plan pluriannuel d'entretien de la végétation rivulaire. Les techniques de génie végétal peuvent être utilisées pour la restauration des berges bétonnées ou enrochées. En zone agricole elle peut être couplée à des mesures relevant des dispositifs agro-environnementaux régionaux.	I C	Ayant droit Collectivité locale Fédération de pêche Fédération de chasse

Nature des mesures : C, contractuelle ; R, réglementaire ; I, investissement

5.2 Dispositions du SDAGE 2009 s'appliquant au territoire où s'inscrit le bassin versant du Lez

Le bassin du Lez a été intégré dans le territoire « **n°17 : Territoire Côtiers Ouest, Lagunes et Littoral** ». L'état des lieux et les objectifs d'état écologique ont été adoptés.

Les dispositions du SDAGE 2009 Rhône Méditerranée relatives au Lez sont rappelées dans la liste suivante :

Problème à traiter : Gestion locale à instaurer ou développer Mesures : 2A17 Développer des démarches de maîtrise foncière 3D16 Poursuivre ou mettre en œuvre un plan de gestion pluriannuel des zones humides
Problème à traiter : Pollution domestique et industrielle hors substances dangereuses Mesures : 5B17 Mettre en place un traitement des rejets plus poussé 5E04 Elaborer et mettre en œuvre un schéma directeur de gestion des eaux pluviales
Problème à traiter : Substances dangereuses hors pesticides Mesures : 5A08 Traiter les sites pollués à l'origine de la dégradation des eaux 5A32 Contrôler les conventions de raccordement, régulariser les autorisations de rejets
Problème à traiter : Pollution par les pesticides Mesures : 5D01 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones agricoles 5D05 Exploiter des parcelles en agriculture biologique 5D27 Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zones non agricoles
Problème à traiter : Dégradation morphologique Mesures : 3C17 Restaurer les berges et/ou la ripisylve 3C30 Réaliser un diagnostic du fonctionnement hydromorphologique du milieu et des altérations physiques et secteurs artificialisés 3C44 Restaurer le fonctionnement hydromorphologique de l'espace de liberté des cours d'eau ou de l'espace littoral
Problème à traiter : Altération de la continuité biologique Mesures : 3C13 Définir une stratégie de restauration de la continuité piscicole
Problème à traiter : Menace sur le maintien de la biodiversité Mesures : 6A02 Définir de façon opérationnelle un plan de gestion pluriannuel des espèces invasives 7A03 Organiser les activités, les usages et la fréquentation des sites naturels
Problème à traiter : Déséquilibre quantitatif Mesures : 3A01 Déterminer et suivre l'état quantitatif des cours d'eau et des nappes 3A11 Etablir et adopter des protocoles de partage de l'eau 3A31 Quantifier, qualifier et bancariser les points de prélèvements

Le projet est compatible avec les orientations du SDAGE.

5.3 Le SAGE Lez-Mosson-étangs Palavasiens

Les 4 grandes orientations fondamentales du SAGE sont les suivantes :

- ✓ Préserver ou améliorer les ressources en eau.
- ✓ Réduire le risque inondation sans nuire au fonctionnement hydrodynamique et écologique des milieux aquatiques et des zones humides (et notamment sans accélérer le processus de comblement des étangs)

- ✓ **Préserver ou restaurer les milieux aquatiques des zones humides et leurs écosystèmes.**
- ✓ Améliorer l'information et la formation, développer l'action concertée.

Le SAGE, dans son programme d'actions, **préconise la réalisation de plans de gestion à l'échelle du bassin versant et la réalisation de travaux de restauration et d'entretien** déclinés dans ces plans.

En juillet 2007, le SYBLE (Syndicat du bassin du Lez), véritable bras armé du SAGE a été créé.

Il regroupe le Département de l'Hérault et les 7 intercommunalités présentes sur le bassin. Ce syndicat est un syndicat d'études. Il a pour mission de gérer les volets animation et études d'intérêt général pour la mise en œuvre du SAGE et du PAPI (programme d'actions de prévention des inondations). Le syndicat est garant d'une politique globale et concertée de l'eau sur le bassin.

Le projet est donc compatible avec les orientations du SAGE.

5.4 Expertise inondation et programme d'action de prévention des inondations (PAPI)

L'expertise inondation a notamment souligné **l'importance de l'entretien des cours d'eau** afin de ne pas s'exposer inutilement à une aggravation de l'aléa par désembâclement.

La restauration et l'entretien des berges du Lez, de la Mosson et de leurs affluents à l'échelle du bassin versant jouent un rôle important dans la dynamique des crues pour des événements fréquents. La restauration et l'entretien de la ripisylve sont des tâches continues à programmer et à pérenniser.

Le PAPI du bassin du Lez propose une action de mise en œuvre du programme du **plan de gestion du Lez, de la Mosson et de leurs principaux affluents (travaux sur la ripisylve).**

Le projet est donc compatible avec les orientations du PAPI.

PLAN DE GESTION LEZ- MOSSON ET AFFLUENTS

DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A :

- ❖ LA DECLARATION DES TRAVAUX AU TITRE DES ARTICLES L.214-1 A 4 ET L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (NOTICE D'INCIDENCE)
- ❖ LA DECLARATION D'INTERET GENERAL AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DIG)

COMMUNE DE MONTPELLIER

ASCONIT Consultants
Agence Montpellier - Sud-est

CAP GAMMA
ZAC EUROMEDECINE II
1682 rue de la Valsière
34 790 GRABELS
Tel: 04 99 23 04 83
Email : contact@asconit.com
Web : www.asconit.com



Novembre 2011

PREAMBULE

Sans entretien, la ripisylve remplit moins efficacement ses fonctions. Mais surtout, elle peut engendrer de nombreux problèmes sur le plan de la qualité des eaux et de la sécurité des riverains.

Le code de l'environnement dans son article 215-14 (modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 8 JORF 31 décembre 2006) indique que « *l'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives* ».

L'exode rural et l'abandon de l'agriculture traditionnelle ont provoqué la désaffectation de l'entretien depuis quelques décennies. Aussi l'article 211-1 du même code autorise les collectivités à prendre en charge les travaux d'entretien dans le cadre d'une gestion à l'échelle du bassin versant.

Le manque d'entretien des cours d'eau du bassin versant Lez-Mosson est une problématique récurrente et de nombreuses perturbations sont actuellement observées sur leurs fonctionnements : arbres morts, embâcles, érosions de berges, coupe abusive de la ripisylve...

La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) adoptée en octobre 2000 fixe des objectifs d'atteinte du « bon état des eaux et du milieu d'ici 2015 » (2021 ou 2027 après dérogations).

Dans ces conditions, des travaux de restauration et d'entretien de la ripisylve des cours d'eau apparaissent nécessaires pour améliorer leurs fonctionnements et limiter les risques d'inondations dans les secteurs à enjeux.

Au regard de l'importance à garantir la cohérence de tels travaux à l'échelle de l'ensemble du bassin versant, un plan de gestion a été réalisé en 2006 par un bureau d'études spécialisé dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens qui préconise la mise en place d'opérations de restauration, de mise en valeur et d'entretien des ripisylves. Ce schéma a permis de définir sur les principaux cours d'eau, les travaux qu'il conviendrait d'effectuer. Ce plan de gestion vient compléter le Plan de gestion de la Communauté de communes du Grand Pic Saint Loup couvrant 16 communes au nord du bassin versant.

Les travaux identifiés dans ces deux plans de gestion ont été repris dans le cadre du Programme d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin du Lez coordonné par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) véritable bras armé du SAGE, créé par arrêté préfectoral le 13 juillet 2007.

Pour le plan de gestion Lez Mosson, il a été réalisé dans un premier temps une opération ponctuelle urgente de désembâclement à l'échelle de 18 communes en 2009 suite à une première enquête publique mais sans prise de compétence des communes. Des travaux de restauration forestière (coupes d'arbres...) ont également été effectués sur deux tronçons de la Mosson (M6 et M7) en 2010 sous Maîtrise d'ouvrage communale.

Les travaux de restauration forestière et d'entretien ou de surveillance seront réalisés à l'échelle des communes du fait de la non compétence syndicat/intercommunalité à l'échelle du bassin versant. Dans un souci de cohérence des opérations, un suivi sera néanmoins assuré par le SYBLE.

La mise en œuvre de ce plan de gestion à l'échelle des communes nécessite la réalisation d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) avec la réalisation d'un dossier réglementaire par commune soumis à enquête publique (article L 211-7 du Code de l'environnement). La coordination globale est assurée par le SYBLE.

Dans ce cas, le dossier d'enquête comprend, outre les pièces exigées à l'article R 214-6 du code de l'environnement, les pièces complémentaires de l'article 214-99 du code de l'environnement.

Le présent dossier d'enquête se compose, pour la commune de Montpellier, comme suit :

- ✓ pièce n°1 : présentation du projet
- ✓ pièce n°2 : notice d'incidence
- ✓ pièce n°3 : déclaration d'intérêt général
- ✓ pièce n°4 : Atlas cartographique

PLAN DE GESTION LEZ-MOSSON ET AFFLUENTS

DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A :

- ❖ LA DECLARATION DES TRAVAUX AU TITRE DES ARTICLES L.214-1 A 4 ET L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (NOTICE D'INCIDENCE)
- ❖ LA DECLARATION D'INTERET GENERAL AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DIG)

PIECE N°3 :

DOSSIER DE DECLARATION D'INTERET GENERAL AU TITRE DE L'ARTICLE L. 211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

- DIG -

COMMUNE DE MONTPELLIER

ASCONIT Consultants
Agence Montpellier - Sud-est

CAP GAMMA
ZAC EUROMEDECINE II
1682 rue de la Valsière
34 790 GRABELS
Tel: 04 99 23 04 83
Email : contact@asconit.com
Web : www.asconit.com



Novembre 2011

Sommaire

1	PREAMBULE.....	3
2	MEMOIRE JUSTIFICATIF DE L'INTERET GENERAL	3
3	MEMOIRE EXPLICATIF.....	5
3.1	PRESENTATION DU PROJET	5
3.2	DUREE DE VALIDITE DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL	5
3.3	LOCALISATION DES TRAVAUX.....	5
3.4	CADRE FONCIER DES AMENAGEMENTS DES ACCES AUX OUVRAGES	5
3.5	MAITRE D'OUVRAGE	5
3.6	CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX	6
3.7	PARTICIPATION DES RIVERAINS.....	6
3.8	DROIT DE PECHE	6
3.9	ESTIMATIF DE LA DEPENSE.....	6

1 Préambule

Conformément à l'article L211-7 du Code de l'Environnement, les collectivités sont habilitées à utiliser les articles L151-36 à L151-40 du code rural pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence dans le cadre d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), s'il existe et visant :

- ✓ L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- ✓ L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal à ce lac ou à ce plan d'eau
- ✓ La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre les érosions des sols
- ✓ La défense contre les inondations et contre la mer
- ✓ La protection, la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Les différents travaux présentés ici rentrent dans les objectifs fixés par l'article L151-36 alinéa 1 du code rural. Ils sont donc soumis à la procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) qui habilite la collectivité maître d'ouvrage à investir des fonds publics sur des terrains privés.

De plus le projet est soumis à une procédure de déclaration au titre des articles L. 214-1 à 214-4, 214-6 et R214-1 à 214-58 du Code de l'Environnement (ancienne loi n°92-3 du 3 janvier 1992).

2 Mémoire justificatif de l'intérêt

Général

Le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE), après avoir réalisé un ensemble d'études globales sur le bassin versant, poursuit sa démarche par la coordination de la gestion des principaux cours d'eau du secteur.

Après plusieurs constats convergents (expertise inondation, étude du plan de gestion du Lez et de la Mosson), l'urgence de l'entretien (traitement de la végétation, désembâclement, reboisement...) des cours d'eau du Lez, de la Mosson et de leurs affluents apparaît clairement.

En effet, la particularité du climat méditerranéen avec des épisodes orageux brefs mais très intenses apportant d'énormes quantités d'eau nécessitant leur drainage rapide et sans encombre vers et dans les rivières.

Malgré l'obligation réglementaire des propriétaires riverains d'entretenir les cours d'eau, les études du plan de gestion du SAGE Lez - Mosson - Etangs Palavasiens ont recensées de nombreux dysfonctionnements dans les rivières sur l'ensemble du bassin versant.

Du point de vue hydraulique, ces dysfonctionnements ont plusieurs conséquences néfastes :

- ✓ Les écoulements sont freinés, le niveau des eaux monte, ce qui entraîne à l'amont des sur-inondations de zones qui ne l'aurait pas été en temps normal.
- ✓ Les embâcles en retenant les eaux, forment des barrages végétaux d'une hauteur conséquente. Si la pression devient trop importante lors d'une crue, il y a alors risque de rupture brutale avec un effet de vague destructrice qui s'ajoute à la puissance de l'inondation.
- ✓ Les embâcles charriés lors des crues peuvent occasionner des dégâts importants aux ouvrages (digues, ponts, ...) et aggraver les conséquences des inondations pour les biens et les personnes.
- ✓ Erosions des berges, déstabilisations des berges par des chutes d'arbres,...

Ce manque d'hydraulicité des cours d'eau aurait pu avoir des conséquences très graves lors de la crue du 06 septembre 2005, comme le démontre l'épisode du sauvetage *in extremis* par hélitreuillage d'un habitant de PRADES le LEZ.

Les embâcles peuvent aussi aggraver l'érosion des berges et générer des problèmes parasites sur la ripisylve en place, favorisant la dégradation générale des cours d'eau.

A noter que ces travaux sont inscrits dans l'axe 4 du PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) du bassin du Lez dans le cadre de l'action de ralentissement des écoulements et travaux de restauration des cours d'eau.

L'intérêt général des travaux résulte :

- ✓ **de la nature collective des enjeux menacés par les embâcles et l'entretien insuffisant des cours d'eau du bassin versant**
- ✓ **des objectifs de lutte contre les inondations conforme aux articles L151-36 du Code rural et L211-7 du code de l'environnement**
- ✓ **de leur compatibilité avec les documents d'orientation s'appliquant sur ces cours d'eau (SDAGE, SAGE, PAPI, expertise inondation).**
- ✓ **Des objectifs de la Directive Cadre Eau (DCE)**

3 MEMOIRE EXPLICATIF

3.1 Présentation du projet

Cf. pièce n° 1 du présent dossier.

3.2 Durée de validité de la Déclaration d'Intérêt Général

La Déclaration d'Intérêt Général est demandée pour une durée de 5 ans renouvelable une fois (soit 10 ans jusqu'à fin 2022) afin de permettre la mise en œuvre de l'intégralité du plan de gestion.

3.3 Localisation des travaux

Les travaux sont situés sur le bassin versant du Lez et concerne la commune de Montpellier.

Les secteurs de travaux sont cartographiés au niveau de l'atlas cartographique (Cartes 4 et 5 de la pièce n°4 du dossier). Les types de travaux qui seront réalisés sur ces secteurs y sont aussi notés et le descriptif de la réalisation de ses travaux est expliqué au 3.2 de la pièce n°1.

3.4 Cadre foncier des aménagements des accès aux ouvrages

Le Lez, la Mosson et leurs affluents sont des cours d'eau non domaniaux. Les propriétés riveraines s'étendent donc jusqu'à la moitié du lit.

L'accès aux berges nécessaire au déroulement des travaux se fera en concertation avec les riverains par l'intermédiaire de « conventions de droit de passage » (exemple en annexe de la présente pièce) des engins et du personnel d'entretien du cours d'eau. Les propriétaires seront contactés par courrier au fur et à mesure de l'avancement des travaux par l'intermédiaire du SYBLE et de la commune. Conformément aux articles 2 et 3 de cette convention entre la commune et le riverain, ce dernier pourra être autorisé à récupérer le bois de chauffage dans un délai de quinze jours suivant son dépôt en zone d'aléa faible pour les inondations (cf. carte 2 de la pièce n°4 : PPRI). Au-delà de ce délai le bois sera évacué par le prestataire des travaux.

Les parcelles concernées par cette DIG avec les coordonnées des leurs propriétaires figurent en annexe du présent document.

3.5 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage des travaux d'entretien des cours d'eau sera assurée par la commune sur son territoire. Le SYBLE assurera la coordination et le suivi des travaux en appui à la commune.

3.6 Calendrier prévisionnel des travaux

Les travaux sont répartis sur dix années entre 2012 (N) et fin 2022 (N+10), et seront réalisés entre mi-juin et fin octobre.

D'une manière générale les travaux de restauration se feront durant les premières années du plan de gestion (N+1 ou N+2). Les travaux d'entretiens seront répartis sur l'ensemble de la durée du plan de gestion. L'entretien des portions restaurées se fera quatre et huit ans après les travaux.

3.7 Participation des riverains

Aucune contribution financière des riverains ne sera demandée dans le cadre des travaux. Dans ce cadre l'article L435-5 du droit de l'environnement sur le droit de pêche s'applique (gratuité du droit de pêche pour l'association de pêche et de protection du milieu aquatique agréée sur cette section de cours d'eau ou et pour une durée de cinq ans).

3.8 Droit de pêche

Pour l'exercice du droit de pêche, l'article L435-5 du Code de l'Environnement (modifié par la Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 15 JORF 31 décembre 2006) sera appliqué à savoir :

« Lorsque l'entretien d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé, hors les cours attenantes aux habitations et les jardins, gratuitement, pour une durée de cinq ans, par l'association de pêche et de protection du milieu aquatique agréée pour cette section de cours d'eau ou, à défaut, par la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique. Pendant la période d'exercice gratuit du droit de pêche, le propriétaire conserve le droit d'exercer la pêche pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et ses descendants. »

Les secteurs concernés par la pratique de la pêche et la protection du milieu aquatique sont présentés carte 6 (cf pièce n°4 du présent dossier).

Il s'agit pour la commune de Montpellier :

- du Lez,
- de la Mosson.

3.9 Estimatif de la dépense

Les coûts estimatifs des travaux de restauration et d'entretien pour la commune sont reportés dans le Tableau suivant.

ASCONIT Consultants	Novembre 2011	Page 6/11
---------------------	------------------	-----------

Tableau 1: Estimation des dépenses par tronçon et total pour la commune (coûts HT)

Somme de Coûts € HT	Types d'actions	Année					
	Restauration	Total Restauration	Entretien				Total Entretien
Codes	2013		2016	2017	2020	2021	Total
CLN1	2 650 €	2 650 €		2 950 €		2 950 €	5 900 €
CLN2	22 375 €	22 375 €		14 875 €		14 875 €	29 750 €
FDA1	7 700 €	7 700 €		5 700 €		5 700 €	11 400 €
L10	350 €	350 €		350 €		350 €	700 €
L6	20 500 €	20 500 €		12 900 €		12 900 €	25 800 €
L7	22 300 €	22 300 €		21 900 €		21 900 €	43 800 €
L8	15 600 €	15 600 €		15 600 €		15 600 €	31 200 €
L9	350 €	350 €					350 €
LIR2	4 100 €	4 100 €		1 600 €		1 600 €	3 200 €
LIR3	3 700 €	3 700 €		2 800 €		2 800 €	5 600 €
LME1	6 050 €	6 050 €		3 550 €		3 550 €	7 100 €
LME2	4 000 €	4 000 €		1 500 €		1 500 €	3 000 €
M5 (M51 M52 et M53)	12 400 €	12 400 €		7 500 €		7 500 €	15 000 €
M6				17 300 €		17 300 €	34 600 €
M7			4 550 €		4 550 €		9 100 €
RIE1	9 250 €	9 250 €		3 500 €		3 500 €	7 000 €
RIE3	2 125 €	2 125 €		875 €		875 €	1 750 €
VER1	6 650 €	6 650 €		4 150 €		4 150 €	8 300 €
Total	140 100 €	140 100 €	4 550 €	117 050 €	4 550 €	117 050 €	243 200 €

PLAN DE GESTION LEZ-MOSSON ET AFFLUENTS

DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A :

- ❖ **LA DECLARATION DES TRAVAUX AU TITRE DES ARTICLES L.214-1 A 4 ET L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (NOTICE D'INCIDENCE)**
 - ❖ **LA DECLARATION D'INTERET GENERAL AU TITRE DE L'ARTICLE L.211-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (DIG)**
-

PIECE N°1 :

PRESENTATION DU PROJET

COMMUNE DE MONTPELLIER

ASCONIT Consultants
Agence Montpellier - Sud-est

CAP GAMMA
ZAC EUROMEDECINE II
1682 rue de la Valsière
34 790 GRABELS
Tel: 04 99 23 04 83
Email : contact@asconit.com
Web : www.asconit.com



Novembre 2011

Sommaire

1	NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	3
2	COMPOSITION DU DOSSIER	3
3	PRESENTATION DU PROJET	3
3.1	LOCALISATION DES TRAVAUX	4
3.2	CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX PREVUS	4
3.2.1	<i>Maîtrise d'ouvrage.....</i>	<i>4</i>
3.2.2	<i>Nature des travaux.....</i>	<i>4</i>
3.3	CALENDRIER PREVISIONNEL.....	7
3.4	DUREE DES TRAVAUX ET CALENDRIER PREVISIONNEL	7
3.5	REGLEMENTATION ET LEGISLATION	8
3.5.1	<i>Nomenclature du projet.....</i>	<i>8</i>
3.5.2	<i>Réglementation et législation applicable au projet</i>	<i>8</i>

1 Nom et adresse du demandeur

Nom : Mairie de Montpellier

Adresse : 1 place Francis-Ponge 34064 MONTPELLIER Cedex 2

✓ Téléphone : 04 67 34 70 00

2 Composition du dossier

Ce dossier est réalisé conformément :

- ✓ Aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement
- ✓ Aux articles R214-1, R214-4 et R214-5 du code de l'environnement
- ✓ A l'article L211-7 du code de l'environnement

3 Présentation du projet

Le projet constitue la mise en œuvre du plan de gestion Lez-Mosson et affluents sur la commune de Montpellier.

Le plan de gestion Lez-Mosson et affluents de 2006 a été actualisé (mise à jour des données, ...) et complété (nouveaux cours d'eau, ...) à l'échelle de la commune de Montpellier en 2011 afin de permettre une intervention globale sur la commune en cohérence avec les autres communes du bassin versant. De plus, les cours d'eau représentent souvent les limites communales, les interventions sur les deux rives doivent donc être cohérentes. Il est ainsi apparu souhaitable de désigner un même bureau d'études pour la réalisation de ces prestations à travers une procédure de consultation commune.

Selon les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'Environnement, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. Toutefois, la maîtrise d'ouvrage des travaux définis dans le Plan de gestion peut être portée, à la place des riverains, par les communes concernées ou leurs groupements compétents dans le cadre d'une procédure de DIG. Elle est prévue par l'article L.211-7 du Code de l'Environnement et les articles L.151-36 à L.151-40 du Code Rural.

La DIG se fait sur la base d'un dossier réglementaire qui est soumis à enquête publique, et qui donne lieu à un arrêté préfectoral déclarant l'intérêt général des travaux.

Le traitement de la végétation des berges prévu dans le plan de gestion doit permettre :

- ✓ d'assurer l'écoulement des eaux en préservant le lit de l'envahissement par la végétation et du risque d'encombrement par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts ;
- ✓ d'assurer la stabilité des berges et du lit en limitant les risques de dégradation des berges par déchaussement d'arbres et en veillant à maintenir ou favoriser une végétation adaptée (système racinaire fixateur) ;

- ✓ de maintenir ou améliorer les fonctions biologique et paysagère de la végétation :
 - en conservant ou en améliorant la diversité des essences, des strates et des âges,
 - en favorisant les espèces intéressantes pour la faune et le paysage,
 - en veillant aux équilibres entre le milieu aquatique (lit) et le milieu terrestre (berges) : recherche d'une diversité entre des zones ombragées et ensoleillées, contrôle du développement de la végétation aquatique par la végétation ligneuse, etc.
 - en évitant le développement d'espèces exogènes envahissantes et indésirables (Robinier, Ailante, Févier d'Amérique, etc.)

3.1 Localisation des travaux

Les travaux sont situés sur les bassins versants du Lez et concernent les cours d'eau le Lez, la Mosson, le Verdanson, la Lantissargue, la Lironde, la Lironde à Méjean, le Rieutord, le Rondelet, le Font d'Aurelle et le Rieu Coulon.

Les secteurs de travaux à l'échelle de la commune sont décrits dans le tableau en annexe de cette première pièce et sont cartographiés au niveau de l'atlas cartographique (pièce n°4 du dossier).

D'une manière générale, les travaux de restauration forestière et d'entretien seront réalisés soit dans le lit mineur (retrait des embâcles...) soit sur la berge (pied de berge, berge ou haut de berge) à une distance maximale de 10 m du lit mineur.

3.2 Caractéristiques des travaux prévus

3.2.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage des travaux d'entretien des cours d'eau sera assurée par la commune de Montpellier sur son territoire.

Le SYBLE assurera la coordination et le suivi des travaux en appui à la commune.

3.2.2 Nature des travaux

Plusieurs types d'intervention sont prévus et sont décrits ci-dessous.

3.2.2.1 Non intervention contrôlée

Les principaux objectifs de ce principe de gestion sont de :

- ✓ Conserver le potentiel naturel des sites
- ✓ Inciter au respect de la faune et de la flore
- ✓ S'assurer que le niveau sanitaire et le niveau d'embâchement ne se dégradent pas radicalement et / ou ne deviennent pas susceptibles de poser problème vis-à-vis des objectifs poursuivis sur les secteurs situés en aval,
- ✓ Garder la possibilité d'intervention sur la végétation en cas d'apparition de nouveaux enjeux (aménagement d'une zone de constructions...).

Il n'est pas prévu de planning de surveillance à proprement parler. Des visites de surveillance seront réalisées en fonction des besoins et/ou des évolutions, notamment en cas de dégradation des sites naturels signalés par les mairies au SYBLE. En cas de dégradation ou de nouveaux enjeux, le linéaire concerné sera parcouru à pied, afin de qualifier et de quantifier les désordres réels ou potentiels. Ces visites auront lieu de préférence en début d'automne, qui est la période la plus favorable au jugement de l'état de la végétation et de la faune associée.

On restera attentif lors de ces visites, aux aspects qualité des eaux, évolution physique générale des cours d'eaux, présences d'éléments d'anthropisation.

En fonction des éléments notés lors des visites, il pourra être engagé des démarches d'information et de sensibilisation au respect nécessaire de ces sites, ciblées auprès des éventuels responsables des dégradations constatées.

Des principes de gestion (restauration ou entretien plus ou moins importants) pourront également être proposés pour mise en application dans le cadre du présent plan de gestion. Les parcelles et les propriétaires riverains ont été identifiés dès à présent afin de permettre une intervention dans la durée du présent plan de gestion.

3.2.2.2 Traitement de la végétation en restauration

Les travaux de restauration sont à réaliser en début de plan de gestion, soit la première année (N+1) soit la seconde (N+2).

Les principaux objectifs de ce principe de gestion interventionnistes sont :

- ✓ d'assurer un bon écoulement des eaux dans le lit mineur,
- ✓ de limiter les embâcles ou retirant ces derniers et en intervenant sur la végétation rivulaire (arbres morts, instables ou malades),
- ✓ de limiter les turbulences érosives (retrait d'obstacles à l'écoulement),
- ✓ d'améliorer l'état sanitaire global en éliminant les arbres malades,
- ✓ de limiter la propagation des espèces invasives d'arbres ou d'arbustes en coupant les principaux pieds reproducteurs,
- ✓ de favoriser la repousse et donc le maintien d'une ripisylve bien structurée en termes de strates et d'âges,
- ✓ de favoriser les processus d'autoépuration via une ripisylve en croissance (cf repousse),
- ✓ de protéger certains ouvrages particuliers (seuils, piles de pont...) en retirant les arbres poussant directement ou aux abords de ces ouvrages.

Dans le cadre du présent plan de gestion, les actions de restauration peuvent être les suivantes :

- ✓ Fond de lit : arbres ou brins de tous les diamètres (désembâclement des bois fond de lit mineur, coupe et enlèvement des ligneux vifs en fond de lit, coupe et enlèvement des arbres morts, malades, déchaussés, blessés au pied, arasage des mottes de rejets en milieux de lit, dépressage intensif des mottes de rejets bords de berges)
- ✓ Berges et confortements : arbres de tous les diamètres (coupe et enlèvement des arbres morts, coupe et enlèvement de tous les arbres gravement malades, coupe et enlèvement des arbres sénescents au premier signe de dépérissement, coupe et enlèvement des arbres déchaussés ou gravement blessés au pied, risquant d'atteindre le cours d'eau dans leur chute, enlèvement systématique des rejets baignant ne représentant pas un intérêt de protection des berges, rééquilibrage de houppier et taille des charpentières mortes ou dépérissantes, arasage des souches laissées hautes)
- ✓ Stockage des bois : (billonnage des bois moyens en tronçons de 3 m maximum, façonnage des bois de valeur laissés en toutes longueurs, stockage des bois hors zone inondable)

bleus du PPRI, regroupement des rémanents aux points de stockage et évacuation ou broyage).

- ✓ Traitement des abords des ouvrages patrimoniaux : arbres de tous les diamètres (abattage de tous les arbres morts, déchaussés, blessés au pied, arasage des mottes de rejets en milieux de lit, enlèvement des ligneux inscrits dans les maçonneries, broyage ou évacuation des rémanents).

Trois niveaux d'intervention ont été définis en fonction du volume de travail à effectuer et donc des coûts engendrés :

- ✓ restauration légère (coûts inférieurs à 6 € / mètre linéaire (cas des petits cours d'eau) ou 12 € / mètre linéaire (cas des plus grands cours d'eau : Lez et Mosson),
- ✓ restauration moyenne (coûts allant de 6 € à 8 € / mètre linéaire (cas des petits cours d'eau) ou 12 € à 16 € / mètre linéaire (cas des plus grands cours d'eau),
- ✓ restauration lourde (coûts supérieurs à 8 € / mètre linéaire (cas des petits cours d'eau) ou 16 € / mètre linéaire (cas des plus grands cours d'eau).

3.2.2.3 Actions particulières de restauration

Ces actions apparaissent en complément des opérations de restauration. Elles ont également comme objectif d'assurer un bon écoulement des eaux dans le lit mineur et de limiter les embâcles mixtes (végétation + déchets ou encombrants) :

- ✓ retrait de décharges ou d'encombrants,
- ✓ retrait de déchets épars,
- ✓ taille d'arbres en têtard,

Ces 3 types d'actions sont à mener systématiquement en parallèle avec les opérations de traitement de la végétation (valable en restauration comme en entretien).

Afin d'améliorer les fonctionnalités (corridors biologiques, autoépuration, ombrage, limitation des effets de l'eutrophisation (prolifération algale, mortalité piscicole...) des secteurs les plus dégradées, il est proposé des actions de plantation :

- ✓ création de peuplement,
- ✓ densification.

La création de peuplements correspond aux secteurs sans ripisylve ou avec une ripisylve particulièrement clairsemée. La densification correspond aux secteurs avec une ripisylve clairsemée et une présence potentielle d'espèces invasives (Févier d'Amérique, Canne de Provence, Ailante...) concurrencées alors par ombrage.

Les plantations ont pour but de redonner au cours d'eau une morphologie lui permettant de retrouver un fonctionnement naturel notamment en matière :

- ✓ de régulation des crues,
- ✓ d'amélioration de la stabilité des berges,
- ✓ de limitation des pollutions (capacité d'auto épuration),
- ✓ de reconstitution d'un écosystème riche et diversifié (fonction de corridor).

De telles actions ne peuvent cependant pas être mises en œuvre sans un travail de concertation préalable avec les communes et les propriétaires riverains. Il apparaît en effet peu utile de planter des arbres sans s'assurer qu'ils ne seront pas rapidement coupés. En outre, de telles opérations peuvent être menées au détriment de la vigne ou de certaines cultures et donc ne pas être socialement acceptées.

Les actions de plantation restent donc à discuter au cas par cas. Le plan de gestion Lez Mosson peut servir de base de réflexion en procurant des propositions d'intervention : identification des secteurs clés, estimation des coûts, intérêts et services rendus par la ripisylve.

3.2.2.4 Entretien de la végétation

Il s'agit des mêmes actions de traitement de la végétation que celles réalisées lors de la phase de restauration. Elles seront réalisées 2 fois lors du plan de gestion soit à N+5 et N+9 pour une restauration à N+1 et à N+6 et N+10 pour une restauration à N+2.

Les opérations d'entretien nécessitent des moyens plus légers (intervention limitée d'engins agricoles équipés d'outils forestiers) mais sont en général plus consommatrices en main d'œuvre que les opérations de restauration.

En cas de restauration décalée des 2 berges (N+1 d'un côté et N+2 de l'autre), il est préconisé de regrouper les opérations d'entretien, soit des interventions à N+5 et N+9. Les opérations d'entretien correspondent en effet davantage à un « fini paysager » que les opérations de restauration et doivent donc être cohérentes en termes de calendrier.

3.2.2.5 Actions particulières d'entretien

Ces actions sont à mener parallèlement au traitement de la végétation et correspondent :

- ✓ au retrait de déchets épars,
- ✓ à la taille d'arbres en têtard.

Chaque tronçon de cours d'eau fait l'objet d'une fiche action présentant le coût du traitement de la végétation (année N+1 : N+5 et N+9) ainsi que le coût des actions particulières de restauration (retrait de décharges ou d'encombrants, retrait de déchets épars, ...) et le coût d'actions particulières d'entretien.

3.3 Calendrier prévisionnel

3.4 Durée des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux sont répartis sur dix années entre 2012 (N) et 2022 (N+10), et seront réalisés chaque année entre mi-juin et fin octobre.

D'une manière générale les travaux de restauration se feront durant les premières années du plan de gestion (N+1 ou N+2). Les travaux d'entretiens seront répartis sur l'ensemble de la durée du plan de gestion. L'entretien des portions restaurées se fera quatre et huit ans après les travaux mais se fera en même temps dans les limites du possible sur les deux berges des cours d'eau (cohérence d'exécution entre communes riveraines).

- ✓ Restauration :
 - 2013 : Le Font d'Aurelle (FDA1), la Lironde (LIR2 et LIR3), la Lironde de Méjean (LME1 et LME2), la Mosson (M5), le Lez (L6, L7, L8, L9 et L10), le Rieu Coulon (CLN1 et CLN2), le Rieutord (RIE 1 et RIE3) le Verdanson (VER1)
- ✓ Entretien :

- 2016 et 2020 : La Mosson (M7) , le Rieu Coulon (CLN1 et CLN2)
- 2017 et 2021 : Le Font d'Aurelle (FDA1), la Lironde (LIR2 et LIR3), la Lironde de Méjean (LME1 et LME2), la Mosson (M5 et M6), le Lez (L6, L7, L8 et L10), le Rieutord (RIE 1 et RIE3), le Verdanson (VER1)

3.5 Réglementation et législation

3.5.1 Nomenclature du projet

En application des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et en vertu de l'article R214-1 du Code de l'environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation et déclaration, le présent projet fait l'objet de la rubrique 3.1.5.0 mentionnée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Intitulé	Projet	Régime
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens - Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) - Dans les autres cas (D)	Activités et travaux susceptible de détruire moins de 200 m ² de frayères	Déclaration

3.5.2 Réglementation et législation applicable au projet

Le projet est donc soumis à déclaration au titre des articles L.214-1 à 214-4 et 214-6 du Code de l'Environnement

Conformément à l'article R.214-32 « Sous-section 3 : Dispositions applicables aux opérations soumises à déclaration » du Code de l'Environnement, le document de déclaration au titre de la loi sur l'eau doit comporter l'évaluation des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation de ces sites.

Le présent projet est concerné sur la commune de Montpellier par le site d'intérêt communautaire « Le Lez (FR9101392) ».

Les articles R.122-5 à R.122-9 du code de l'environnement correspondent à l'application de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Ils fixent la liste des travaux pour lesquels une étude d'impact doit être rédigée.

L'article R.122-8 indique que sont soumis à étude d'impact, les aménagements, ouvrages et travaux dont le coût est supérieur à 1 900 000 euros. En cas de réalisation fractionnée, le montant à retenir est celui du programme général de travaux.

Dans le cas présent, le montant global des travaux du plan de gestion est de 383 300 € (243 200 € de travaux d'entretien et 140 100 € de travaux de restauration) pour la commune de Montpellier. Le montant global des travaux étant inférieur à 1 900 000€, l'étude d'impact n'est pas exigée.

L'article L.211-7 du Code de l'Environnement indique que dans la mesure où les interventions se font dans la plupart des cas sur des terrains privés, le projet doit faire l'objet d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG).

Cette procédure permettra aux collectivités d'engager des fonds publics sur des terrains privés. Elle permet de justifier et de légitimer l'intervention d'une collectivité sur des terrains privés. Une Déclaration d'Intérêt Général (DIG) des travaux est nécessaire compte tenu du cadre foncier du projet. Elle fait l'objet d'un dossier à part entière.

Annexe :
Secteurs de travaux

Communes	Cours d'eau	Tronçons (codes)	Linéaires de berges (m) rive droite et/ou rive gauche par commune	Linéaires de berges (m) rive droite et rive gauche totaux par tronçon	% de linéaire de berge par commune
MONTPELLIER	Mosson	M5	2 382	5 352	45%
		M6	3 267	6 534	50%
		M7	1 335	9 890	13%
	Verdanson	VER1	2 590	2 590	100%
		VED1et2	4 534	4 534	100%
	Font d'Aurelle	FDA1	6 534	6 534	100%
	Lantissargue	LAN1	3 054	3 054	100%
	Lironde de Mejean	LME1	5 500	5 500	100%
		LME2	2 204	2 204	100%
	Rieutord	RIE1	3 002	3 002	100%
		RIE2	276	276	100%
		RIE3	508	508	100%
	Rondelet	RON1	1 472	1 472	100%
	Lez	L6	2 850	5 428	53%
		L7	3 421	5 388	64%
		L8	2 454	2 454	100%
		L9	2 206	2 206	100%
		L10	2 432	7 974	30%
	Lironde	LIR2	617	3 206	19%
		LIR3	697	1 660	42%
	Rieu Coulon	CLN1	686	1 372	50%
		CLN2	3 499	6 998	50%

29

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Délégation de Service Public Parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe Délibération de principe

Monsieur Philippe THINES rapporte:

Le parking Foch-Préfecture, situé à Montpellier sous la place des Martyrs de la Résistance, est actuellement géré par la société Vinci Park sur la base d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 avril 1971. Par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 1981, la Ville a décidé la construction du parc de stationnement Marché aux fleurs, situé sous la place Aristide Briand, en extension du parking Foch-Préfecture. Les deux parcs de stationnement sont reliés par un tunnel.

Le contrat de délégation de service public de Vinci Park pour l'exploitation du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs arrive à échéance le 14 février 2013.

Le parking Arc de Triomphe, situé sous la rue Foch à Montpellier, est actuellement géré par EFFIA dans le cadre d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2007. Le terme de ce contrat est fixé au 31 décembre 2013.

Il apparaît opportun de regrouper l'exploitation des deux parkings au sein d'une même délégation de service public. Cette délégation unique pour les deux parkings présente des avantages en termes d'exploitation pour le futur délégataire et des avantages financiers pour la Ville.

Il convient donc dès à présent d'entamer une nouvelle procédure prévue par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour la désignation d'un nouveau délégataire dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation de ce service public. Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation ci-après définie dans ses grandes lignes et précisé dans le rapport de présentation joint en annexe.

Concernant le choix qui s'offre à la Ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée, il est proposé pour les raisons suivantes de recourir à la gestion déléguée :

- les responsabilités respectives en terme de définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et de gestion, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- la gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc. L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;
- le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention ;

L'exploitation des parkings, à partir du 15 février 2013 pour Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et à compter du 1^{er} janvier 2014 pour Arc de Triomphe, sera effectuée par voie d'affermage pour une durée de 8 à 12 ans. Le délégataire assumera donc la gestion des ouvrages pour le compte de la Ville :

- d'une façon générale, il aura seul les responsabilités des relations avec les usagers ;
- il assurera l'entretien courant des parcs ;
- il se rémunérera directement auprès des usagers ;
- il versera une redevance à la Ville.

Le principe de renouvellement des délégations et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la poursuite de l'exploitation des parcs de stationnement Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe au sein d'une même délégation de service public ;
- d'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation de l'exploitant des parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Délégation de Service Public

Parcs de stationnement : Foch-Préfecture et Arc de Triomphe

-

Rapport de présentation



FOCH-PREFECTURE



ARC DE TRIOMPHE

L'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local, au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1.

Le Comité Technique Paritaire doit également être consulté conformément à l'article 33 de la loi n° 84-23 du 24 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, dès lors qu'un projet de délégation de service public fait partie des questions touchant à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des administrations.

Les conventions de Délégation de Service Public des parcs de stationnement Foch-Préfecture et Arc de Triomphe arrivant bientôt à leur terme (respectivement le 14/02/2013 et le 31/12/2013), il convient d'envisager leur renouvellement.

Il apparaît alors opportun de regrouper les deux parcs de stationnement au sein d'une même délégation de service public. Cette délégation unique pour ces deux parkings présente des avantages financiers pour la Ville et des avantages en termes d'exploitation pour le futur délégataire.

1. Description des ouvrages

1.1 Le parking Foch-Préfecture

Le parking Foch-Préfecture est situé au centre de l'Ecusson, sous la place des Martyrs de la Résistance et la place du Marché aux Fleurs.

Il comprend deux parcs de cinq niveaux chacun reliés par un tunnel. Une sortie se situe dans la rue Foch et concerne uniquement les usagers du parc Foch-Préfecture, garés sous la place des Martyrs de la Résistance, la seconde sortie permet de quitter le parc Marché aux Fleurs par la rue Rosset située derrière la Poste.

Le parking comprend au total 685 places dont 426 sous la Place des Martyrs de la Résistance et 259 sous la Place du Marché aux Fleurs.

Les emplacements sont répartis de la façon suivante : 394 places publiques dont 9 réservées aux personnes à mobilité réduite et 291 places amodiées.

La majorité des usagers est constituée de clients horaires. Il offre une capacité en stationnement importante pour les riverains et les activités commerciales de l'Ecusson.

D'importants travaux de modernisation et de mise aux normes sont à prévoir. De même le parking devra mis en conformité avec la loi « Handicap ».

1.2 Le parking Arc de Triomphe

Le parking Arc de Triomphe est situé dans l'Ecusson, sous la rue Foch Le parc compte depuis 451 places réparties sur 5 niveaux, dont 10 places dédiées aux Personnes à Mobilité Réduite ainsi que 3 places pour la recharge de véhicules électriques (toutes situées au niveau -1). D'importants travaux de modernisation et de mise aux normes ont été effectués durant la délégation en cours. Dans le cadre de la future délégation, le parking devra mis en conformité avec la loi « Handicap ».

La majorité des usagers est constituée de clients horaires. Il offre une capacité en stationnement importante pour les riverains et les activités commerciales de l'Ecusson.

2. Le choix du recours à la délégation de service public

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- Les responsabilités respectives en terme de définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et de gestion, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- La gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc. L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;
- Le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- Sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention ;

3. Conditions générales d'exercice des prestations du futur délégataire

La prise en charge par le nouveau délégataire des deux parkings est prévue à compter du 15 février 2013 pour le parking Foch-Préfecture et du 1^{er} janvier 2014 pour le parking Arc de Triomphe. La future convention de délégation de service public s'achèvera sur un terme commun pour les deux parcs de stationnement.

La Ville met à la disposition du Délégataire le parking selon le descriptif qui sera fait dans la convention signée par les deux parties.

L'exploitation sera effectuée par voie d'affermage, le Délégataire gèrera l'ouvrage pour le compte de la Ville et assurera le fonctionnement général du parc de stationnement. Il assumera la gestion de l'ouvrage et l'entretien courant. En outre, il aura seul la responsabilité des relations avec les usagers.

Pour veiller à la bonne exploitation du service, le délégataire devra produire les éléments permettant à la Ville de s'assurer de la qualité du service et d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

La Ville de Montpellier exercera son contrôle sur le service délégué. Elle aura notamment la faculté de contrôler le bon entretien des ouvrages et installations et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention.

Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène, à la sécurité et aux règles de police.

D'une façon générale, la Ville de Montpellier aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

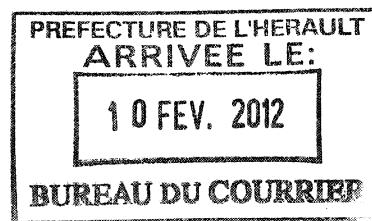
En particulier, chaque année une visite des locaux sera effectuée par un agent de la Ville en présence d'un représentant qualifié du Délégataire afin de constater l'état des lieux et de l'appareillage ainsi que les modalités d'exploitation des ouvrages. Un procès verbal de cette visite sera dressé contradictoirement. La ville pourra se faire assister ou représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs de son choix.

Ces contrôles ne sauraient en aucune manière dégager le Délégataire de ses responsabilités, ni engager celle de la Ville. La Ville conserve le contrôle du service et s'engage à fournir au Délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le Délégataire exploitera le service à ses risques et périls et verse, chaque année, à la Ville une redevance.

Il est proposé de lancer une procédure de renouvellement pour une durée de DSP comprise entre 8 et 12 ans.

Séance publique du lundi 6 février 2012



Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

AMENAGEMENT DU BOULEVARD DU JEU DE PAUME

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage

Autorisation de signature

Monsieur Philippe THINES rapporte:

La Ville de Montpellier souhaite procéder au réaménagement du boulevard du Jeu de Paume sur le secteur compris entre la rue Marceau et la place Edouard Adam.

Pour permettre la réalisation des travaux, une canalisation d'assainissement unitaire relevant de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit être déplacée. Compte tenu des contraintes de circulation, d'encombrement du sous-sol et des caractéristiques géométriques du site, les travaux d'aménagement de voirie et de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Le Boulevard du Jeu de Paume fait partie du domaine public communal. La Ville de Montpellier, compétente en matière de voirie, souhaite disposer de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'aménagement. Une convention de co-maîtrise d'ouvrage selon les termes de la loi MOP et de l'ordonnance de 2004-566 du 17 juin 2004 doit donc intervenir entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière d'assainissement des eaux usées.

Le projet de convention établi identifie notamment les travaux à réaliser et précise le contenu de la mission de la maîtrise d'ouvrage assurée par la Ville de Montpellier, le contrôle financier, administratif et technique des opérations, les modalités de réception et de remises des ouvrages d'assainissement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier après travaux.

La convention prendra effet dès la date de sa notification, en préalable du démarrage des travaux, et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves.

Enfin, elle fixe les principes de répartition des coûts de travaux. Sur la base de l'avant-projet réalisé en septembre 2011. Les travaux mis à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont estimés à 810 000 € H.T., soit 968 760 € T.T.C. Les coûts définitifs seront ajustés au vu des dépenses réellement exécutées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec la communauté d'agglomération de Montpellier en vue de la réalisation des travaux d'assainissement du boulevard Jeu de Paume,
- dire que les crédits seront inscrits au budget,
- autoriser Madame la maire de la ville de Montpellier à signer la convention précitée et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



**CONVENTION CO- MAITRISE D'OUVRAGE
POUR LE DEPLACEMENT DU RESEAU UNITAIRE
BOULEVARD DU JEU DE PAUME - MONTPELLIER**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier compétente en matière d'assainissement eaux usées et d'eau potable sur le territoire de la Ville de Montpellier, représentée par son Président habilité à signer les présentes en vertu de la délibération Conseil de Communauté en date du 29 novembre 2011,

ci- après désignée la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

D'une part,

Et

La Ville de Montpellier compétente en matière d'aménagement de son territoire, représentée par Madame le Maire habilitée à signer les présentes en vertu des délibérations du Conseil Municipal en date du 6 Février 2012

ci-après désignée LA VILLE,

D'autre part,

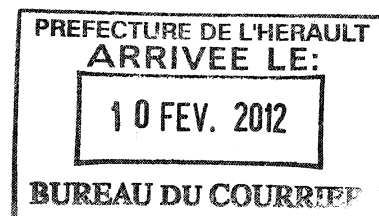
Il a été exposé ce qui suit :

La Ville de Montpellier, souhaite procéder au réaménagement du boulevard du Jeu de Paume sur le secteur compris entre le carrefour avec la rue Marceau et la place Edouard Adam.

Pour permettre la réalisation de ces travaux, une canalisation d'assainissement unitaire relevant de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit être déplacée. Compte tenu des contraintes de circulation, d'encombrement du sous-sol et des caractéristiques géométriques du site, les travaux d'aménagement de voirie doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Le Boulevard du Jeu de Paume fait partie du domaine public communal. La Ville de Montpellier, compétente en matière de voirie, souhaite disposer de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'aménagement. Une convention de co-maîtrise d'ouvrage doit donc intervenir entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière d'assainissement des eaux usées.

La loi MOP et l'ordonnance de 2004-566 du 17 juin 2004 prévoient que « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers



peuvent désigner par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage et en fixe le terme.

A l'issue de l'opération, les tronçons de canalisations construits feront l'objet de réception et seront transférés dans le domaine public communautaire.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément à l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de fixer les modalités du transfert, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Ville de Montpellier, du déplacement de la canalisation unitaire dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement des trottoirs du boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, par le biais d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage.

Il est rappelé que la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier, impose à cette dernière d'assurer seule les responsabilités de la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

ARTICLE 2. PROGRAMME

L'opération de travaux réalisée par la Ville de Montpellier consiste en un réaménagement des trottoirs du boulevard du Jeu de Paume.

Pour ce faire, il convient de déplacer le réseau unitaire de DN 400 et 500 mm.

Préalablement, la Ville validera le dimensionnement de la canalisation à construire, pour prendre en compte un écoulement des eaux pluviales satisfaisant.

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT

Le coût de l'ensemble de l'opération sera pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Sur la base de l'avant-projet réalisé en septembre 2011, les coûts de travaux correspondants sont estimés à 810 000 € HT, soit 968 760 € TTC.

Les coûts définitifs seront ajustés au vu des dépenses réellement exécutées. En cas de dépassement du montant estimé, le nouveau montant sera arrêté entre les parties par voie d'avenant à la présente convention.

ARTICLE 4. CONTRÔLE TECHNIQUE

Le Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques qu'elle estime nécessaires.

Le Communauté d'Agglomération sera représentée aux réunions de chantier par un technicien dûment habilité. Tout au long de l'opération, il pourra présenter ses observations éventuelles au maître d'œuvre de l'opération ainsi qu'au représentant de la Ville de Montpellier.

Approbation des études et des pièces marché.

L'avant projet détaillé, le projet et le DCE devront recevoir l'agrément écrit des services de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Accord sur la réception des ouvrages.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier sera invitée à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. La décision de réception prononcée par la Ville de Montpellier sera notifiée à la Communauté d'Agglomération

Les phases étude et travaux devront respecter les prescriptions techniques en matière d'assainissement telles que détaillées dans le document joint en annexe.

ARTICLE 5. REMISE DE L'OUVRAGE

La remise à la Communauté d'Agglomération des ouvrages exécutés fera l'objet d'un procès verbal auquel sera annexé le DOE complet des réseaux créés dans le cadre de l'opération.

La remise d'ouvrages vaudra intégration dans le domaine public.

ARTICLE 6. ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission de la Ville de Montpellier prend fin par l'attestation de remise d'ouvrages délivrée par la Communauté d'Agglomération ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 9.

L'attestation de remise d'ouvrage est délivré à la demande de la Ville de Montpellier après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
- mise à disposition des ouvrages,
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages.

ARTICLE 7. MESURES COERCITIVES RESILIATION

1. Si la Ville de Montpellier est défaillante, et après mise en demeure infructueuse, la Communauté d'Agglomération peut résilier la présente convention.

2. Dans le cas de non obtention des autorisations administratives et/ou accords dans le cadre de l'opération, pour une cause autre que la faute des parties, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre d'entre elles.

3. Dans les deux cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que la Ville de Montpellier doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 Durée de la convention.

La présente convention prendra fin par la délivrance de l'attestation de remise d'ouvrages à la Ville de Montpellier.

8.2 Mise en sécurité du chantier.

En matière de sécurité et de prévention de la santé, la Ville de Montpellier devra assurer toutes les charges et responsabilités réglementaires dévolues au maître d'ouvrage pour ce type d'opérations.

8.3 Assurances.

La Ville de Montpellier devra justifier qu'elle a contracté une assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

ARTICLE 9. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Fait à Montpellier en 5 exemplaires , le

Le Vice Président par délégation

Le Maire de Montpellier

Louis POUGET

Hélène MANDROUX

ANNEXE : prescriptions techniques assainissement

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des représentants de la Ville

Madame Régine SOUCHE rapporte :

Avec la création du Conseil Local de sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) le 25 octobre 2006, la ville de Montpellier a montré sa détermination à appréhender les phénomènes de sécurité et de prévention de la délinquance sur l'ensemble des territoires de la commune.

En effet, le CLSPD a pour vocation de favoriser l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés, et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publique.

Présidé par le maire, le CLSPD est composé de membres de droit : le Préfet, le Procureur de la République et depuis la parution du décret du 23 juillet 2007 du Président du Conseil Général.

Le CLSPD est structuré de la manière suivante :

- en assemblée plénière ;
- en comité restreint ;
- en comité technique de suivi ;
- en groupe territorial.

L'assemblée plénière, se réunit au minimum une fois par an. C'est une instance élargie de concertation, présidée par Mme le Maire, au sein de laquelle sont impulsées les orientations générales des politiques publiques de sécurité et de prévention de la délinquance.

Le comité restreint se réunit trimestriellement. Il assure la mise en œuvre des orientations fixées par l'assemblée plénière et veille à la coordination des actions tout en s'assurant de leur cohérence. En lien avec les cinq groupes territoriaux, il est informé des travaux et des difficultés rencontrés dans ces instances.

Le groupe technique de suivi est un groupe de travail se réunissant mensuellement. Il a pour objectif la résolution des problèmes de proximité identifiés sur l'ensemble des territoires et d'y trouver une solution collégiale et d'en assurer le suivi avec la mobilisation des différents partenaires.

Les groupes territoriaux sont des instances de proximité (5 GT), en formation restreinte avec le corps enseignant et plénière avec les partenaires locaux. Ils favorisent la prise en compte des difficultés rencontrées par la population, le tissu associatif, les institutions et opérateurs de terrain par les échanges d'informations.

Un coordonnateur, désigné par le maire est chargé d'assurer les échanges d'informations entre l'ensemble des partenaires et d'impulser une dynamique de concertation. A cet effet, la Ville lui a rattaché un Observatoire Local de La Tranquillité Publique (OLTP), outil d'analyse et de diagnostic partagé à disposition des partenaires recensant les phénomènes de délinquance sur le territoire.

A la suite de la modification des délégations consenties par Madame le Maire à ses Adjointes, et conformément à l'article L 2211-2 et L 2121-33 du CGCT, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De désigner les nouveaux représentants dans cette instance :

- Régine SOUCHE
- Michel PASSET
- Marc DUFOUR
- Perla DANAN
- Jacques MARTIN
- Patrick VIGNAL
- Annie BENEZECH
- Fanny DOMBRE-COSTE
- Frédéric TSITSONIS
- Marlène CASTRE
- Eva BECCARIA
- Magalie COUVERT
- Hélène QVISTGAARD

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Centre d'Art Contemporain la Panacée **Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

Par délibération en date du 25 juillet 2006, la Ville a approuvé le dépôt des demandes de subventions pour la réalisation du Centre d'art Contemporain la Panacée.

Par son envergure et sa situation géographique, la Panacée aura nécessairement un effet structurant sur son territoire local et régional, que cela soit dans l'accompagnement en résidence des artistes, dans la structuration d'une relation du public à l'art, dans l'appui à des formes artistiques innovantes peu représentées sur le territoire, dans la mise en place d'outils de coopération internationale.

Le coût du projet, pour la Ville, s'élève à 10 000 000 € TTC, soit 8 361 204 € HT. La Région Languedoc Roussillon a financé cet équipement à hauteur de 2 250 000 €.

Ce projet s'inscrivant dans la politique de développement culturel sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est éligible aux fonds de concours pour les projets d'intérêt commun (PIC) attribués par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Au titre des PIC 2008, 2009 et 2011, la Ville a ainsi bénéficié de subventions communautaires pour un total de 1 114 000 €.

Cependant le taux de subvention pouvant être valablement retenu au titre des PIC est de 25% du montant HT de l'opération. En conséquence, pour La Panacée, le montant total susceptible d'être financé au titre des PIC, sur la base du budget global affecté à cette opération, s'élève à : $8\,361\,204\,€ \times 25\% = 2\,090\,301\,€$. Déduction faite du montant de subventions déjà attribué dans ce cadre, il apparaît donc justifié de solliciter, au titre du PIC 2012 auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, un financement complémentaire de 976 301 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

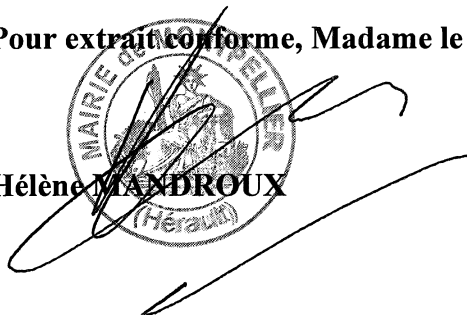
- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun 2012 pour la réalisation du Centre d'Art Contemporain la Panacée, pour un montant de 976 301 € sur la globalité de l'opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à la Culture à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

The image shows a circular official stamp of the Agglomération de Montpellier (Hérault). The text around the perimeter of the stamp reads "MARIE-CLAUDE MONTPELLIER" at the top and "(Hérault)" at the bottom. In the center of the stamp is a stylized graphic of a building or tower. Overlaid on the stamp is a large, handwritten signature in black ink, which appears to be "Hélène MANDROUX".

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Conventions et attributions de subventions au Fonds d'Aide à la Création Musicale Exercice 2012

Monsieur Philippe SAUREL rapporte :

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale. Ce Fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Sur 17 dossiers déposés en 2012, 10 ont été retenus. Pour donner au dispositif une force et une cohérence supplémentaire, une collaboration s'est établie avec « Hérault Musique Danse » à même d'apporter aux bénéficiaires en complément, des dates de concert sur l'ensemble du département de l'Hérault.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Suite à une expertise technique réalisée en lien avec l'élus, les services et « Hérault Musique Danse », il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale d'attribuer une subvention aux dix associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 27 000 euros ; de passer une convention de partenariat distinguant les créations de spectacles musicaux et les enregistrements de CD avec chacune des associations citées dans ce tableau.

Type d'aide	Association	Artiste	Proposition 2012
Création Spectacle	231- Théâtre en Flammes Créatef	Georges Nounou	2 500
Enregistrement CD	1788 - Les Nuits Du Chat	Cedric	3 000
Enregistrement CD	2117- Les p'tits loup du jazz	Les p'tits loup du jazz	3 500
Enregistrement CD	2254 - Be Fast	Evil Country Jack	2 000
Enregistrement CD	4520 - Le Garage Electrique	Sylvain Duigou	3 500
Enregistrement CD	4923 - 280 communications	De stilj	2 500
Création Spectacle	5361 - L'oreille électrique	Patrice Soletti	3 000
Création Spectacle	5461 - La faction	Vanessa Lauthey	2 000
Enregistrement CD	5492 - Deep Music	Lena deep soul	3 000
Enregistrement CD	5593 - Water Babies	Arnaud le Meur	2 000

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les deux conventions de partenariat type annexées à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 1596,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE À LA CRÉATION MUSICALE Pour la création et l'enregistrement d'un CD

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

D'une part,

Et :

L'association.....

Représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le Bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier a mis en place un dispositif dénommé Fonds d'Aide à la Création Musicale – FACM – qui a pour objet de soutenir les projets musicaux émanant de groupes ou d'artistes de Montpellier qui s'inscrivent dans une logique de développement professionnel. Le FACM est composé d'une Commission « d'experts » qui se prononce sur les projets déposés. Elle est composée de l'élu de la Ville de Montpellier en charge de la Culture, du chargé de mission spectacle vivant de la Ville de Montpellier, du chargé de mission aux musiques actuelles de « Hérault Musique Danse ». Sur dix sept demandes déposées en 2012, dix ont été retenues par la Commission « d'experts ».

Article 2 : Bénéficiaire

L'association
a sollicité une subvention deeuros pour un projet de création et d'enregistrement d'un album musical sous forme de CD de l'artiste / du groupe.....

La Commission a proposé de retenir au titre de la création et de l'enregistrement d'un CD cet (te) artiste / ce groupe pour le FACM 2012.

Considérant que cet (te) artiste / ce groupe contribue au développement de sa politique en matière de culture musicale la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien financier.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association
une subvention d'un montant deeuros, en faveur de l'artiste / du groupe.....
.....pour la création et l'enregistrement
d'un CD.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 80% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat relatif à la création et à l'enregistrement du CD ;
- Pièce n°3 : un rapport d'activité présentant les différentes étapes de la création et de l'enregistrement du CD.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur le CD enregistré et tous supports de communication relatifs à la promotion de ce CD.
- de fournir trois exemplaires du CD enregistré.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le (la) Président(e)

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page.

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A LA CRÉATION MUSICALE Pour la création d'un spectacle musical

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

D'une part,

Et :

L'association.....
représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil
d'Administration ou le Bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La Ville de Montpellier a mis en place un dispositif dénommé Fonds d'Aide à la Création Musicale – FACM – qui a pour objet de soutenir les projets musicaux émanant de groupes ou d'artistes de Montpellier qui s'inscrivent dans une logique de développement professionnel. Le FACM est composé d'une Commission « d'experts » qui se prononce sur les projets déposés. Elle est composée de l'élu de la Ville de Montpellier en charge de la Culture, du chargé de mission au spectacle vivant de la Ville de Montpellier, du chargé de mission aux musiques actuelles de « Hérault Musique Danse ». Sur dix sept demandes déposées en 2012, dix ont été retenues par la Commission « d'experts ».

Article 2 : Bénéficiaire

L'association
a sollicité une subvention deeuros pour le projet de création d'un spectacle musical de l'artiste

La Commission a proposé de retenir au titre de la création d'un spectacle musical cet / cette artiste au titre du FACM 2012.

Considérant que cet / cette artiste contribue au développement de sa politique en matière de culture musicale la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien financier.

349

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association
une subvention d'un montant de, en faveur de l'artiste
.....pour la création
d'un spectacle musical.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 80% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) ; ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat relatif à la création du spectacle musical
- Pièce n°3 : un rapport d'activité présentant les différentes étapes de la création du spectacle musical

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association..... s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tout document publié relatif à ce spectacle musical

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le (la) Président(e)

* Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page.

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Convention de partenariat et attribution de subventions à l'association La Vista-Théâtre de la Méditerranée Exercice 2012

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

Depuis douze ans l'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée, porte la même ambition : être un lieu ouvert à la diversité culturelle, à tous les publics, être un tremplin unique pour la création et la diffusion de spectacles vivants, un lieu de résidence d'artistes, d'accueil des écoles, de collaborations étroites avec les Maisons Pour Tous du quartier et, au-delà, un centre de découverte du spectacle et de son univers. Ce lieu est accessible aux montpelliérains et en particulier aux habitants du quartier Figuerolles dans lequel le théâtre est implanté.

Ce lieu totalement intégré dans la friche artistique de la cour Vergne, contribue par sa programmation et ses actions à tisser un lien indispensable entre les habitants et les artistes. Désirant proposer à un large public l'accès à ses spectacles, le théâtre La Vista développe également à travers le « Pass Vista » une politique tarifaire exemplaire, un véritable projet d'insertion par la culture visant à créer du lien entre le théâtre, les artistes et les habitants des quartiers sensibles à travers trente deux structures socio-éducatives. Ainsi grâce à la carte Vista les habitants peuvent voir un spectacle pour 2 € seulement.

Depuis mai 2011 un poste de médiatrice culturelle a été créé pour consolider l'action de promotion du théâtre mais aussi pour développer de nouveaux projets en lien avec les différentes structures adhérentes au « Pass Vista ».

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée a sollicité une subvention de 60 000 euros en fonctionnement (N° dossier 20120059) et une subvention de 17 000 euros en manifestation (N° dossier 20120060).

Considérant que les objectifs poursuivis par La Vista - Théâtre de la Méditerranée s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 50 000 euros pour son fonctionnement (N° dossier 20120059) et de 15 000 euros pour le dispositif « Pass Vista » (N° dossier

20120060) et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec la dite association. Les budgets étant également joints en annexe.

Ci- après les comptes simplifiés 2010 et le budget prévisionnel 2012.

Compte de résultat simplifié exercice 2010 et budget prévisionnel 2012					
Charges			Produits		
	2010	2012		2010	2012
Achats et services extérieurs	69 295	86 500	Billetterie	42 327	64 650
Salaires et charges	147 128	160 000	Location immobilières	189	8 350
Autres	24 061	45 400	Subventions	148 248	167 300
-----	--	--	Ville	60 000	77 000
-----	--	--	Région	20 000	35 000
-----	--	--	Etat	19 000	19 000
-----	--	--	CG	17 000	17 000
-----	--	--	Autres	19 000	20 000
-----	--	--	Autres produits	49 227	51 600
Total	240 484	291 900	Total	239 991	291 900
			Perte	493	

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- de décider de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

D'une part,

Et :

L'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée représentée par Guine Eliette, présidente, élue par le Bureau le 29 mars 2010.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée gère le lieu « Théâtre de la Vista ». Ce théâtre contribue par sa programmation et ses actions à tisser un lien indispensable entre les habitants et les artistes de la Ville. Un lieu ouvert à la diversité culturelle et à tous les publics. Lieu de création, de diffusion de spectacles vivants et de résidence d'artistes, il accueille très régulièrement un public scolaire et collabore étroitement avec les Maisons Pour Tous du quartier.

Désirant proposer à un large public l'accès à ses spectacles, le Théâtre La Vista développe à travers le « Pass Vista » une politique tarifaire exemplaire, un véritable projet d'insertion par la culture visant à créer du lien entre le théâtre, les artistes et les habitants des quartiers sensibles à travers trente deux structures socio-éducatives. Ainsi grâce à la carte Vista les habitants peuvent voir un spectacle pour 2 € seulement.

L'association a sollicité une subvention de 60 000 euros pour le fonctionnement du théâtre de la Vista dont le budget s'élève à 291 900 euros et une subvention sur le projet « Pass Vista » dont le budget s'élève à 67 800 euros.

Considérant que le projet de l'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à L'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée une subvention de 50 000 euros pour le fonctionnement du lieu La Vista – Théâtre de la méditerranée et une subvention de 15 000 euros pour le dispositif « Pass Vista ».

Article 3 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour le dispositif « Pass Vista »

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux ; (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultat 2011 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2011 – 2012.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention est conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultat 2011 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30. 08 ou au 30. 09. 2012;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2012 -2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à L'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de L'association

L'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant les manifestations n'ont pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

* Signer et parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Convention de partenariat et attributions de subventions avec l'association Compagnie Adesso e Sempre Exercice 2012

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

L'association Compagnie Adesso e Sempre est particulièrement créative et très active sur Montpellier. Elle interroge le monde et invente des territoires artistiques nouveaux. Reconnue par la presse généraliste et spécialisée pour son travail original tant dans les mises en scène que les sujets qu'elle aborde, elle diffuse ses productions sur l'ensemble du territoire français.

La compagnie Adesso e Sempre propose depuis 2009 un festival hors normes dénommé « Hybrides » dont la ligne de fond consiste à bousculer notre perception de la réalité : donner à voir autrement l'actualité en utilisant le théâtre comme contre-média, en faisant du théâtre documentaire et vidéo un art dramatique.

La 4^{ème} édition du festival Hybrides, qui se déroulera du 24 mars au 31 mars 2012, se construira, comme les années précédentes sur la relation au public. Au texte elle mêlera la musique, les arts numériques, la danse. L'aventure sensible sera tout au long de la saison le fil tendu entre les partenaires du festival et le public. Elle cherchera à susciter un regard critique de la part du spectateur. D'autres propositions verront le jour comme par exemple un journal quotidien sur l'actualité du festival écrit par les spectateurs. Des débats publics avec les artistes auront lieu.

Avec les Cafés Babel le festival entend transformer Montpellier et sa région en une destination indispensable pour les professionnels du spectacle vivant. Prendre pied dans des réseaux nationaux et internationaux est pour le festival Hybrides le moyen de faire connaître et donc de soutenir les artistes régionaux et leurs équipes en les coproduisant ou en diffusant leur pièce et ainsi leur permettre une meilleure visibilité. Il s'agit de faire de Montpellier une Ville attractive pour les professionnels du spectacle. Le festival se produira dans une dizaine de lieux artistiques de la Ville comme par exemple La Chapelle Gély, Le Centre Chorégraphique National de Montpellier, le Théâtre Jean Vilar, le Rockstore, Kawenga, le musée Fabre, etc.

Autant de réflexions, de propositions artistiques novatrices pour lesquelles le soutien de la Ville de Montpellier permettra aux compagnies et aux artistes émergents ou confirmés d'exprimer dans les meilleures conditions leurs talents, leur créativité et leur originalité.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Cie Adesso e Sempre a sollicité une subvention de fonctionnement de 12 000 euros (N° dossier 20120386) et une subvention pour une manifestation de 35 000 euros (N° dossier 20120387).

Présentation des comptes simplifiés 2010 et prévisionnel 2012 de l'association Cie Adesso e Sempre.

Compte de résultat simplifié exercice 2010 et budget prévisionnel 2012					
Charges			Produits		
	2010	2012		2010	2012
Achats et services extérieurs	141 883	162 580	Ventes	131 103	198 700
Salaires et charges	146 462	205 400	Subventions	96 000	174 900
Autres charges et impôts	13 738	12 340	Ville	17 000	47 000
Charges financières	1 110		Région	20 000	35 000
Charges exceptionnelles	1 070		Etat	59 000	60 000
-----	--	--	Agglo	--	15 000
-----	--	--	CG34		5 000
-----	--	--	Autres		12 900
-----	--	--	Autres produits	36 575	
-----	--	--	Produits exceptionnels	32 827	
-----	--	--	CNASEA CAE		6 720
Total	304 263	380 320	Total	296 505	380 320
			Perte :	7 758	

Il est proposé d'attribuer à la Compagnie Adesso e Sempre une subvention de 30 000 euros (N°dossier 20120387) pour la réalisation du festival « Hybride » et d'attribuer une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement (N°dossier 20120386) au titre de l'exercice 2012 et de passer avec l'association une convention de partenariat, jointe en pièce annexe. Le budget prévisionnel de cette manifestation est également joint en pièce annexe.

En conséquence nous vous demandons :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *es* qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

D'une part,

Et :

L'association Compagnie Adesso e Sempre représentée par Madame Josette PAPINI, Présidente, agissant en vertu d'une délibération d'assemblée en date du 23 septembre 2010.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Compagnie Adesso e Sempre poursuit les buts suivants : « Fonder et gérer une Compagnie de théâtre ayant pour but la promotion, l'organisation de spectacles et la production de films vidéo et multimédia ». Elle sollicite une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement et une subvention de 35 000 euros pour l'organisation du 4^{ème} Festival « Hybrides ». Le budget prévisionnel de l'association s'élève à 380 320 euros.

Considérant que les actions de l'association Compagnie Adesso e Sempre contribuent au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et promotion du théâtre, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de cette action.

Des actions qui :

- Valorisent le croisement des arts du théâtre, de la danse, de la vidéo, de la musique, du cirque ;
- Invitent le public à découvrir des créations questionnant le rapport au réel à travers le théâtre documentaire ;
- Investissent fortement le territoire de la ville en proposant ses spectacles dans de nombreux lieux dédiés ou non au spectacle vivant : Chapelle Gély, Théâtre Jean Vilar, Espace Kawenga, Rockstore, Centre chorégraphique, Musée Fabre, Trioletto, Salle3, Cinéma Diagonal ;
- Donnent une grande visibilité à des compagnies, locales, nationales et internationales ;
- Proposent une tarification accessible à un public jeune ;

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association Compagnie Adesso e Sempre une subvention d'un montant de 30 000 euros pour la 4^{ème} édition du festival Hybrides et une subvention de 12 000 euros pour son fonctionnement.

Article 3 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation : 4^{ème} festival Hybrides.

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3: le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2011 -2012 ;

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2011 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30. 09. 2012 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2012 – 2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Compagnie Adesso e Sempre s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification administrative importante(changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- l'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 7 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et il sera procédé à la restitution des sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'Association

Madame Le Maire

La Présidente

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Music Events Exercice 2012

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

L'association Music Events gère un lieu de fabrique culturelle en lien étroit avec la population gitane du quartier : La Chapelle Gély, une ancienne chapelle désacralisée implantée au cœur de la cité Gély.

Ce lieu de plus de 1000 m² articule ses actions autour de 3 axes essentiels : fabrique artistique et diffusion ; travail sur le territoire et action socio-culturelle ; médiation éducative.

- Ce lieu a été acheté par la Ville au diocèse en 2007 pour un montant de 90 000 €.
- De 2007 à 2010 divers travaux ont été effectués pour un montant de 750 000 €.
- Les locaux ont été mis à disposition de l'association Music Events à titre gracieux. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 44 550 €.

La Chapelle Gély expérimente, depuis 12 ans, des configurations, des contenus servant la mise en lien entre spectateurs et artistes, habitants et lieu artistique d'avant-garde. Elle développe de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée. La culture en lien avec son territoire et sa population étant un levier essentiel pour changer les comportements, pour dépasser les clivages et cultiver la mixité des cultures et le respect des différences.

L'association Music Events qui emploie cinq permanents initie et accompagne différentes activités qui ont pour objectif de « dé-ghettoïser » la cité afin de faire de ce quartier classé Zone Urbaine Sensible depuis 2009, un lieu de rencontre et d'accueil et de permettre l'intégration progressive de la communauté gitane dans des activités valorisantes. Ainsi, et depuis 8 ans, des repas musicaux « Les Guinguettes Gitanes » rassemblent au cours de l'été pas moins de 3000 participants.

Elle mène également de manière importante des actions de médiation culturelle éducative portant sur l'environnement et la revalorisation des espaces verts en lien direct avec la population du quartier et des élèves de l'école élémentaire Frédéric Bazille et du collège Fontcarrade. En mobilisant les enfants du quartier il s'agit de lutter contre le vandalisme et de responsabiliser les habitants.

En 2011, la deuxième édition, au mois de juin, du projet « Passerelles » qui a rassemblé les acteurs sociaux, culturels et éducatifs du quartier Gély – Figuerolles – Gambetta a permis de voir : trois expositions, un espace scénographique et sonore global, cinq spectacles jeune public, une journée de rencontres sur les projets éducatifs liés à la petite enfance, deux journées portes ouvertes sur les activités scolaires, le lancement de la huitième saison des Guinguettes Gitanes.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Music Events a sollicité une subvention de 300 000 euros en fonctionnement (N° dossier 20120534).

Pour 2012, le programme de la saison artistique de septembre à juin s'articule de la manière suivante :

- Continuation des Guinguettes Gitanes, de Mémoires Gitanes, Passerelles, les arènes de la Chapelle, Plug and Play, AfterShave, LaboX, Emphase2.
- Poursuite de la diffusion et de la recherche artistique.
- Maintien et développement des partenariats avec de grands événements montpellierains comme le festival Hybrides, le festival Sonorités, Regards sur le cinéma algérien, TaktiK.

Si la Ville de Montpellier est le principal financeur, l'association est également subventionnée à divers titres par l'État, la Région, le Département, et la Caisse d'Allocations Familiales.

Considérant que les activités de l'association Music Events développées à La Chapelle Gély s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle d'intégration de la Ville il est proposé d'attribuer à l'association Music Events une subvention d'un montant de 125 000 euros (N° dossier 20120534) et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association. Le budget prévisionnel du programme des activités 2012 est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés 2010 et prévisionnel 2012 de l'association Music Events.

Compte de résultat simplifié exercice 2010 et budget prévisionnel 2012					
Charges			Produits		
	2010	2012		2010	2012
Achats et services extérieurs	72 304	174 750	Billetterie	20 808	40 000
Salaires et charges	180 694	306 502	Marchandises	1 068	15 000
Autres	27 770	64 078	Subventions	214 100	454 000
			Ville	125 000	300 000
			Région	20 000	30 000
			CG34	25 200	29 000
			Agglo	-----	50 000
			DRAC	5 000	20 000
			GIP - ACSE	22 000	20 000
			CAF	5 000	5 000
			Autres	11 900	
			Autres	37 414	36 330
			Résultat exceptionnel	3 080	
Total	280 768	545 330	Total	276 470	545 330
			Perte	4 298	

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

D'une part,

Et :

L'association Music Events représentée par Guy-Pierre Bennet Président, élu par le bureau le 6 juin 2011.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Music Events gère le lieu La Chapelle Gély. Elle développe tout au long de l'année au sein du quartier Gély, classé Zone Urbaine Sensible, de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles en lien étroit avec la population s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée. La culture en lien avec son territoire et sa population étant un levier pour changer les comportements.

Ce lieu de plus de 1000 m² articule ses actions autour de 3 axes :

1. Lieu de fabrique artistique et de diffusion
2. Travail sur le territoire / action socio-culturelle
3. Médiation éducative

L'association Music Events a sollicité une subvention de 300 000 euros pour le fonctionnement de « La Chapelle » dont le budget s'élève à 545 330 euros (Voir pièce jointe).

Considérant que le projet de l'association Music Events contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations en particulier au regard de la population gitane et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association Music Events une subvention de 125 000 euros pour la gestion des activités développées à La Chapelle Gély.

Article 3 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

La Ville met gracieusement à disposition de l'association Music Events les locaux de La Chapelle Gély, d'une surface totale de 1090 m². Cette mise à disposition est établie par une convention du 30 août 2007, renouvelée le 16 décembre 2011 pour une durée de 2 ans. La gratuité de la location des locaux est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 44 550 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante. Depuis son acquisition en août 2007, la Ville de Montpellier y a réalisé d'importants travaux de sécurité, de rénovations, d'embellissement pour un confort accru des artistes et des spectateurs.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, est conditionné par la réception des pièces suivantes:

- Pièce n°2 : les comptes de résultat 2011 certifiés par le (la) président (e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n° 4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2012
- Pièce n° 5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n° 6 : le projet artistique pour la première partie de la saison 2012 - 2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Music Events s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 88 86 / 70 80.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le Président

* Signer et parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Convention de partenariat et attributions de subventions à l'association Maison de la Poésie.

Monsieur Philippe SAUREL rapporte :

L'association La Maison de la Poésie a pour objectif le rayonnement, la diffusion, la valorisation auprès des publics, de *l'expérience et de la création poétiques*, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier et, plus largement, en Région Languedoc Roussillon.

Membre de la Fédération Européenne des Maisons de la Poésie, elle se doit :

- de créer les synergies nécessaires à la réalisation de ses ambitions entre les différents acteurs de la poésie – créateurs, éditeurs, comédiens, lecteurs et grand public...;
- de favoriser la diffusion des projets ayant la parole poétique pour centre et raison d'être ;
- de servir de lieu-ressource, de lieu d'accueil et de conseil ;
- de programmer à l'année rencontres, lectures, tables rondes, manifestations contribuant à rendre audible la poésie et à l'inscrire dans la quotidienneté de la vie des Montpelliérains, et au-delà ;
- d'être l'interlocutrice constante, et le relais local, de l'association Printemps des Poètes, et d'assurer la diffusion de ses actions sur Montpellier et sa région ;
- de contribuer à favoriser l'émergence et à rendre visible *toutes les formes de l'activité poétique, des plus classiques aux plus contemporaines*, de les accueillir et les valoriser au sein de sa programmation annuelle ;
- de travailler à la sensibilisation des plus jeunes, en particulier en milieu scolaire, à la poésie.

Structure référente en terme de poésie au niveau régional, cette association bénéficie du soutien financier de la totalité des partenaires publics : Centre National du Livre, Région Languedoc-Roussillon, Conseil général de l'Hérault, Communauté d'Agglomération de Montpellier et, plus fortement encore, de celui de la Ville de Montpellier.

En 2012, l'association La Maison de la Poésie organisera la 14^{ème} manifestation nationale du Printemps des Poètes qui se déroulera du 12 au 18 mars, en prenant en charge la pleine responsabilité de l'organisation et de la programmation de l'édition montpelliéraine du Printemps des Poètes. La Maison de la Poésie a, pour ce faire, proposé la programmation suivante :

- . Lundi 12 mars, 20h30 : Veillée Emily Dickinson, avec les comédiennes Cécile Braud et Nathalie Richard
- . Mardi 13 mars 20h30 : soirée Jean-Pierre Siméon, présenté par Frédéric Jacques Temple
- . Mercredi 14 mars 20h30 : soirée Annie Salager, prix Mallarmé 2011, présentée par FJ Temple
- . Jeudi 15 mars, 20h30 : Nat Yot et ses invités

. Vendredi 16 mars, 20h30 : début de la performance lecture de Michaël Glück (les 7 volumes de son oeuvre *dans la suite des jours*) accompagné par le pianiste Alessandro Candini: volume 1 et 2

. Samedi 17 mars, après-midi et soirée : volumes 3, 4, 5 de *dans la suite des jours* 16h, 18h, 20h30

. Dimanche 18 mars, 18h : volume 6 de *dans la suite des jours* , 20h : volume 7 de *dans la suite des jours* en guise de clôture

(Les horaires sont encore susceptibles de changer)

Pour la mise en œuvre de ses activités l'association Maison de la poésie a demandé 15 000 euros pour le fonctionnement (N°dossier 20120924), 6 500 euros pour le Printemps des poètes (N°dossier 20120925).

La Ville de Montpellier, outre son soutien financier, apporte aussi un soutien logistique : mise à disposition gracieuse, du 12 au 18 mars, et en soirée, de la salle Pétrarque (correspondant à une aide en nature de 4 200 euros), ainsi qu'aide et assistance technique et aide à la communication. Le lancement devrait se faire dans l'espace public, alors mis à disposition par la Ville. D'autre part, La Maison de la Poésie se voit depuis 2010 accueillie à titre gratuit par la Ville de Montpellier, grâce à la mise à disposition de locaux situés Moulin de l'Evêque, 18 avenue du Pirée, mise à disposition dont on peut estimer qu'elle représente une aide en nature s'élevant à 12 000 euros annuels. Situés à l'entrée de ville, en provenance de l'aéroport, de l'autoroute et des plages, ces locaux contribuent aussi à doter la Maison de la Poésie d'une visibilité exceptionnelle.

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Maison de la Poésie s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de diffusion de la poésie, de défense du livre, de l'écrit et de la lecture, il est proposé de lui attribuer deux subventions:

- 10 000 euros pour son fonctionnement (N° dossier 20120924) ;

- 5 000 euros pour l'organisation de l'édition montpellieraine du Printemps des Poètes 2012 (N°dossier 20120925).

et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel global de l'association Maison de la Poésie est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Maison de la Poésie : Compte de résultat 2010 et budget prévisionnel 2012.

Compte de résultat simplifié exercice 2010 et budget prévisionnel 2012					
Charges	2010	2012	Produits	2010	2012
Achats et services	21 904	35 977	Recettes	5 300	0
Charges de personnel	3 656	28 223	Subventions	18 500	63 965
Autres	-----	800	Ville	5 000	24000
-----	-----	-----	Conseil général	1 000	3000
-----	-----	-----	Agglomération	3 000	10000
-----	-----	-----	CNL	3 000	4000
-----	-----	-----	Région	6 500	10000
			Cotisations et autres	860	1 035
Totaux	25 560	65 000	Totaux	24 660	65 000
-----	-----	-----	Perte :	900	-----
					-

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;

- de décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus sous réserve de signature de la convention de partenariat ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 ;

- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

D'une part,

Et :

L'association Maison de la Poésie représentée par Monsieur Jean Joubert, Président, reconduit par le Conseil d'Administration, le 20 octobre 2010.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La défense et la promotion de l'activité poétique sous toutes ses formes, des plus classiques aux plus contemporaines, la valorisation de la création montpelliéraine en terme de poésie, la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture.

Ces objectifs sont aussi ceux de l'association Maison de la Poésie. Celle-ci a pour fonction de favoriser la diffusion des projets ayant la parole poétique pour centre et raison d'être ; de servir de lieu-ressource, de lieu d'accueil et de conseil ; de programmer à l'année rencontres, lectures, tables rondes, manifestations contribuant à rendre audible la poésie et à l'inscrire dans la quotidienneté de la vie des Montpelliérains, et au-delà ; d'être l'interlocutrice constante, et le relais local, de l'association Printemps des Poètes et d'assurer la diffusion de ses actions sur Montpellier et sa région ; de contribuer à favoriser l'émergence et à rendre visibles *toutes les formes de l'activité poétique, des plus classiques au plus contemporaines*, de les accueillir et valoriser au sein de sa programmation annuelle ; de travailler à la sensibilisation des plus jeunes, en particulier en milieu scolaire, à la poésie.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires pour la saison 2012, ainsi que lors de la prochaine édition du Printemps des Poètes qui aura lieu du 12 au 18 mars 2012.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Maison de la Poésie développe à l'année un certain nombre d'actions : accueil des poètes et tenue de moments de rencontre et d'échange ; mise à disposition d'une bibliothèque ; accueil de lycéens lors d'ateliers ; organisation d'un cycle de lectures poétiques, « Le plaisir du texte » ; organisation de rencontres consacrées à des poètes disparus, « Retrouvailles » ; en lien avec le festival Sonorités, « Expériences » donne à entendre les nouvelles formes de poésie sonore et visuelle ; organisation, en lien avec l'Agglomération et son réseau des médiathèques, de grandes rencontres de poésie. Elle participe d'autre part annuellement à La Comédie du Livre, manifestation organisée par la Ville de Montpellier, en proposant une rencontre autour de la poésie du pays invité.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association bénéficiaire Maison de la Poésie a sollicité auprès de la Ville une subvention de fonctionnement de 15 000 euros, une subvention de 6 500 euros pour l'organisation de l'édition montpelliéraine du Printemps des Poètes et une subvention de 2 500 euros au titre de sa participation à la Comédie du Livre, les 1, 2 et 3 juin 2012.

Considérant que ces projets contribuent au développement de sa politique culturelle en matière de promotion de la poésie, que le rôle de la Maison de la Poésie est essentiel au bon déroulement du Printemps des Poètes et qu'il présente un fort intérêt local, par sa fonction de lieu d'accueil et de lieu-ressource pour les différents acteurs de la poésie montpelliéraine, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien financier.

Article 2 : Subvention et participation

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'association Maison de la Poésie une subvention de fonctionnement de 10 000 euros et une subvention de 5 000 euros dédiée à l'organisation du Printemps des Poètes 2012.

Mise à disposition d'un local

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de l'association Maison de la Poésie des locaux situés Moulin de l'Evêque, 18 avenue du Pirée. Elle met d'autre part à disposition la salle Pétrarque durant les sept soirées du Printemps des Poètes.

On peut estimer la valeur de la mise à disposition du local à 12 000 euros l'année. Et la mise à disposition gracieuse de la salle Pétrarque, sept soirées par an, coûte à la Ville de Montpellier 4 200 euros.

Article 3 : Participation de l'association Maison de la Poésie

Mise en œuvre des activités de l'association

Dans le cadre de l'organisation de l'édition montpelliéraine du Printemps des Poètes, l'association Maison de la Poésie a pour missions :

- de produire une programmation ambitieuse et variée représentant la diversité de la création poétique contemporaine ;
- de veiller à la présence de poètes et comédiens montpelliérains au sein de cette programmation ;

- d'assurer, pendant l'événement, une médiation auprès des différents publics que cet événement touche ;
- d'assurer un rôle de relais et de référent local de l'association Le Printemps des Poètes, qui organise et coordonne la manifestation au plan national

Article 4 : Communication

La Ville et l'association s'engagent, pour l'ensemble des activités de la Maison de la Poésie à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- la Ville de Montpellier
- l'association Maison de la Poésie.

Printemps des poètes :

Un accompagnement en communication sera apporté par la Ville de Montpellier à l'association Maison de la Poésie dans le cadre de l'organisation du Printemps des Poètes, D'autre part, la Ville de Montpellier apportera assistance technique en son et lumière, si nécessaire, à l'association, dans le cadre de l'organisation du Printemps des Poètes.

Article 5 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation « Le Printemps des poètes »

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde soit 30% de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : Les comptes de résultat 2011 certifiés par le président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3: Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet « Le printemps des poètes 2012 » .

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, est conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : Les comptes de résultats 2011 certifiés par le Président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2011.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30. 09. 2012 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la saison 2012 – 2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Maison de la Poésie s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 7 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 8 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

D'une part,

Et :

L'association Cœur de Livres représentée par monsieur Etienne Cuenant, Président, reconduit par le Conseil d'Administration le 16 février 2011.

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La défense du livre et de son économie ; la découverte des littératures du monde et des auteurs français et étrangers ; la défense des librairies indépendantes en tant que médiateurs indispensables du livre auprès des publics ; la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture.

Ces objectifs sont aussi poursuivis par l'association Cœur de Livres. Celle-ci coordonne à l'année l'action des librairies indépendantes sur des projets collectifs, participe à ce titre à La Comédie du Livre, manifestation organisée par la Ville de Montpellier dont elle est le principal partenaire et pour laquelle elle assure la venue et l'accueil des auteurs invités des libraires, réalise enfin toute l'année durant, et sur le territoire de la ville, des actions de médiation, de promotion et de la valorisation du livre et de la lecture auprès des différents publics de la ville.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires pour la saison 2012, ainsi que lors de la prochaine édition de la manifestation Comédie du Livre qui aura lieu les 1^{er}, 2 et 3 juin 2012.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Cœur de Livres développe à l'année un certains nombres d'actions orientées selon quatre axes : une participation active, aux côtés de la Ville de Montpellier, à la programmation de la Comédie du Livre ; l'organisation d'un cycle de rencontres mensuelles explorant l'histoire de la littérature du pays invité, Les Rencontres Littéraires ; l'organisation d'une programmation annuelle de rencontres autour du livre et de la lecture entre les écrivains, les différents publics de la ville et les professionnels du livre et de la lecture ; la sensibilisation des plus jeunes aux métiers, acteurs et enjeux du livre et de la lecture.

Dans le cadre de son activité annuelle, l'association Cœur de Livres invente, réalise et met en place des outils favorisant la rencontre entre écrivains, acteurs du livres de la ville et publics de la ville. Elle assure la coordination entre les différents libraires indépendants dans le but de construire une programmation annuelle et collective. Elle crée les outils de la médiation indispensable autour des acteurs et des lieux du livre, à destination de ceux qui n'y ont pas d'habitude accès.

Pour la mise en œuvre de ces actions, la structure bénéficiaire Cœur de Livres a sollicité une subvention de fonctionnement de 49 140 euros (N° subvention : 20120153), une subvention de 100 550 euros pour la Comédie du Livre (N° subvention : 20120155) qui doit se dérouler les 1^{er}, 2 et 3 juin et une subvention de 20 310 euros pour le cycle de Rencontres Littéraires 2012 (N° subvention : 20120154). Le budget global de sa participation à la Comédie du Livre s'élève à 168 400 euros et le budget global des Rencontres Littéraires à 28 480 euros.

Considérant que ces projets contribuent au développement de sa politique culturelle en matière de promotion du livre, de la lecture et de la création littéraire, que le rôle de Cœur de Livres est essentiel au bon déroulement de La Comédie du Livre et qu'il présente un fort intérêt local, par sa capacité à aider ces acteurs fragiles et indispensables de la vie culturelle que sont les librairies indépendantes, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde trois subventions à la structure bénéficiaire association Cœur de Livres :

- 49 000 euros pour le fonctionnement (N° subvention : 20120153)
- 93 000 euros pour la manifestation la Comédie du Livre (N° subvention : 20120155)
- 20 000 euros pour la manifestation les Rencontres littéraires (N° subvention : 20120154)

Article 3 : Valorisation

Mise à disposition d'un local

La Ville de Montpellier met à disposition de la structure bénéficiaire Cœur de Livres les locaux situés au premier étage de l'Hôtel de Varennes, 2, place Pétrarque. Elle met d'autre part à disposition la salle Pétrarque, pour la tenue des Rencontres littéraires mensuelles.

On peut estimer la valeur de la mise à disposition du local de l'Hôtel de Varennes à 15 000 euros l'an. Et la mise à disposition gracieuse de la salle Pétrarque pour huit soirées par an, représente une subvention en nature de 4 800 euros.

Article 4 : Participation de l'association Cœur de Livres à la Comédie du Livre

Désignation des représentants de l'association

Etienne Cuenant en tant que Président et Laurence Patri en tant que directrice représentent l'association dans le cadre du comité de pilotage et de programmation de la manifestation « La Comédie du Livre ».

Mise en œuvre des activités de l'association

Dans le cadre de la manifestation annuelle La Comédie du Livre, organisée et financée par la Ville de Montpellier, l'association Cœur de Livres a pour missions :

- Aide, assistance et rôle de médiation auprès des librairies indépendantes participant à la manifestation aboutissant à la prise en charge totale ou partielle de la venue d'auteurs, à la répartition équitable de ceux-ci sur les stands d'exposants.
- Participation active, à travers les personnes de son Président, Etienne Cuenant, et de sa directrice, Laurence Patri, au comité de pilotage et de programmation mis en place par la Ville de Montpellier et placée sous son autorité. Ce comité a la responsabilité de la programmation culturelle de la manifestation, de ses rencontres et animations.
- Participation active de l'association Cœur de Livres au sein du personnel d'accueil et d'encadrement les trois jours de la manifestation, et tenue d'un bureau d'accueil des auteurs

Article 5 : Communication

Communication

Un accompagnement en communication sera apporté par la Ville de Montpellier à l'association Cœur de Livres dans le cadre de sa participation à la Comédie du Livre, ainsi que dans le cadre plus large de ses actions annuelles.

D'autre part, la Ville de Montpellier met à la disposition de l'association un espace au sein de son stand sur la manifestation, espace clairement identifié, et servant de bureau d'accueil des auteurs.

La Ville et l'association s'engagent, pour l'ensemble des activités à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- la Ville de Montpellier ;
- l'association Cœur de Livres.

Article 6 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour les deux manifestations : La Comédie du Livre et Les Rencontres Littéraires

Le versement de chacune des subventions s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2011 certifiés par le président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation de chacune des manifestations ;

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2011 certifiés par le président, ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2011;

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30. 08 ou au 30. 09. 2012;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2011 – 2012;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2012 -2013.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 7 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association Cœur de Livres s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 8 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 9 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 10 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 11 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- les subventions concernant les manifestations n'ont pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 6 de cette présente convention.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour L'association

Le Président

* Signer et parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

La fréquentation le montre, les montpelliérains aiment le cinéma et les cinéastes le leur rendent bien. Pour preuve et sans parler de films plus anciens, le développement récent des tournages de courts et longs métrages, les séries pour la télévision, les documentaires, feuilletons pour la télévision qui sont tournés dans les quartiers de la Ville. Montpellier est devenue une ville prisée par les réalisateurs. Il sont aidés et facilités en cela par le récent Bureau municipal d'Accueil de Tournages mis en place par la Direction de la Culture et du Patrimoine. L'ouverture, l'an passé, du cinéma Nestor Burma en plein Celleneuve montre, s'il le fallait, la volonté de la Ville de maintenir le cinéma présent dans un quartier éloigné du centre-ville. Évoquons également le succès durant le mois d'août de « Cinéma sous les étoiles ».

Dès lors, l'idée de montrer au public montpelliérain la nature du lien qui rapproche la matière même de la conception du projet architectural et du projet cinématographique ; de faire émerger leurs étroites corrélations et de mettre en éveil le regard des praticiens vis-à-vis de l'autre discipline s'est imposée. Ainsi a pris corps l'idée d'un cycle de rencontres sur l'année faisant place à des discussions, témoignages entre professionnels et public autour d'un thème et de projections de films.

Également sollicitée pour prendre toute sa part dans ce projet l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier y a adhéré spontanément. La Direction Régionale des Affaires Culturelles a également répondu positivement et fait partie intégrante du projet;

Ce cycle s'intitule - *projeté* architecture & cinéma – cycle 2012 - et consiste en quatre rendez-vous les jeudis de février à mai avec des faiseurs d'architecture et de cinéma. Il réunit par convention jointe en pièce annexe :

- la Ville de Montpellier qui met à disposition le cinéma Nestor Burma ; prend en charge la location des films et la promotion des rencontres sur ses supports à savoir Montpellier Notre Ville, le site de la Ville ;
- la Direction Régionale des Affaires Culturelles qui attribue une subvention à la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon et un accompagnement de promotion de l'action, dans le cadre de la publication du programme de l'Année de l'Architecture, du site internet et de la revue d'informations « chantiers »;
- l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier qui prend en charge les dépenses liées aux frais de communication et assure le concours technique de ses services pour l'organisation des quatre rendez-vous en ce qui concerne l'accueil ;
- la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon qui prendra en charge les dépenses liées à l'organisation générale des rencontres.

Le budget du cycle 2012 est joint en pièce annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de ce partenariat et le principe de la manifestation « *projeté* architecture & cinéma – cycle 2012 » tels que définis en pièce annexe ;
- d'approuver la convention de partenariat quadripartite annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



CONVENTION DE PARTENARIAT

projeté

architecture & cinéma – *cycle 2012*

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

Dénommée La Ville de Montpellier

d'une part,

et :

L'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon- Direction Régionales des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon-

5, rue de la Salle l'Evêque CS 49 020 - 34967 Montpellier cedex2

représentée par monsieur Didier DESCHAMPS, Directeur.

Dénommée la DRAC

et :

L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier

179, rue de l'Espérou – 34093 Montpellier cedex 5

représentée par monsieur Laurent HEULOT, directeur.

Dénommée l'ensam

et :

La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon

1, place Paul Bec – Les Échelles de la Ville – 34 000 Montpellier

représentée par monsieur Laurent DUFOIX, Président, élu par le Conseil d'Administration pour trois ans en décembre 2010.

Dénommée La Maison de l'architecture

D'autre part,

Les quatre rendez-vous se déroulent au cinéma « Nestor BURMA » et à l'ensam en fonction de la fiche technique et le calendrier mis en pièce annexe.

Article 3 : Contributions des partenaires

A) L'État - Préfecture de région LR – DRAC - par une aide financière attribuée à la Maison de l'Architecture et un accompagnement de promotion de l'action, dans le cadre de la publication du programme de l'Année de l'Architecture, du site internet et de la revue d'informations « chantiers ».

B) La Ville de Montpellier prendra à sa charge le coût de location des films, la projection des quatre soirées au cinéma « Nestor Burma » du cycle 2012 - **projeté** - architecture & cinéma - selon le calendrier défini d'un commun accord et annexé en pièce jointe à la présente convention. Elle assurera la communication de la manifestation sur ses supports. La programmation et l'organisation des projections se feront en collaboration avec monsieur Serge Fendrikoff, directeur du cinéma « Nestor Burma » et l'ensam.

C) L'ensam, par une prise en charge de factures (réception, frais et fournitures diverses, frais d'impression...) à hauteur de deux mille quatre cents euros (2 400,00 €) et le concours technique de ses services pour l'organisation des « rendez-vous » qui concerneront l'accueil de manifestations ainsi que la communication.

D) La Maison de l'architecture, prendra en charge les dépenses liées à l'organisation générale de l'opération, à **réception de l'aide financière de la DRAC LR**, compte tenu des contributions citées plus avant ainsi que la communication.

Article 4 : Comité de suivi et de concertation

Il est institué un comité de suivi et de concertation de l'opération animé par la Maison de l'architecture et regroupant les représentants des partenaires signataires de l'opération ; il assurera la concertation pour l'orientation du projet, pour toute modification du programme et pour l'évaluation de l'opération ainsi que son évolution.

Article 5 : Communication

La Maison de l'architecture fournira la maquette des supports de communication indispensables pour la publicité de ce cycle qui intégrera les logos institutionnels (affiches, cartons d'invitation, flyers).

Après validation du comité de suivi et de concertation, l'école d'architecture assure la réalisation et l'impression des documents supports de communication sous l'égide technique du service de communication de l'ensam (invitations, communiqués de presse).

La diffusion des documents sera partagée dans les réseaux spécifiques des différents partenaires institutionnels et professionnels (mails, news-letters...)

Article 6 : Durée, modification, prorogation

La présente convention de partenariat concerne l'année civile 2012 en fonction de l'annexe descriptive de l'opération. Elle pourra être modifiée ou prorogée par voie d'avenant entre les parties.

Article 7 : Litiges.

En cas de survenance d'un différend entre les Parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les 15 jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance des autres au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec de la conciliation prévue ci-dessus, débouchant sur un litige entre les Parties, celles-ci conviennent de porter l'affaire devant les juridictions compétentes de Montpellier.

Article 8 : Annexes

Sont annexé à la présente convention :

Annexe 1 :

Programme de l'action culturelle : projeté – architecture & cinéma – cycle 2012

Annexe 2 :

Budget prévisionnel de l'action culturelle : projeté – architecture & cinéma – cycle 2012.

Fait en quatre exemplaires originaux,*

À Montpellier, le

Pour la Maison de l'Architecture
Languedoc Roussillon

Le Président

Laurent DUFOIX

Pour l'École Nationale Supérieure
d'Architecture de Montpellier

Le Directeur

Laurent HEULOT

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué à la Culture

Philippe SAUREL

Pour le Préfet de région
et par délégation
Le Directeur régional
des affaires culturelles

Didier DESCHAMPS

**Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé ». Parapher chaque page*

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Cette convention d'une durée de cinq mois du 1^{er} février au 30 juin 2012 serait consentie à titre gratuit conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 8 novembre 2010 citée ci dessus.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accueil de tournage sur son territoire et de soutenir l'emploi et le tissu économique dans une période de crise, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mobilisation de tous les services concernés par l'accueil de ce projet sur le territoire de la ville ;
- D'approuver la convention précisant les modalités d'accueil du tournage sur le territoire de la Ville, jointe en annexe ;
- D'approuver la convention d'occupation précaire et révocable relative aux locaux mis à disposition, jointe en annexe ;
- D'approuver que l'occupation des locaux soit consentie à titre gratuit et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature s'élevant à 5 195 € ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 09/02/2012

CONVENTION D'OCCUPATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par Délibération du

d'autre part,

La structure bénéficiaire « Télé images productions » sis 115/121 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, dûment représentée par son producteur, Monsieur Philippe ALESSANDRI, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

1, place Francis Ponge
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition composés de quatre salles sont d'une superficie totale de 108,40 m² ainsi que 4 places de parking attenantes à ces locaux.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de ses activités liées à la cinématographie.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention d'occupation est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 5 mois du 1^{er} février au 30 juin 2012.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative de ces locaux pour les cinq mois d'occupation est de 5 195 €.
Conformément à la Délibération du Conseil Municipal en date du 8 novembre 2010 sur l'exonération conditionnelle de la redevance du Domaine Public pour les tournages, précisée par la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et « Télé Images Production », la présente convention est consentie à titre gratuit.

Cette gratuité est constitutive d'une subvention en nature de 5 195 € qui devra être reportée à la fois sur le Compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de un mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de un mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Le producteur,

Frédéric TSITSONIS

Philippe ALESSANDRI



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET TELE IMAGES PRODUCTIONS TOURNAGE DE LA SERIE TV « LIGNE DE VIE »

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 06/02/2012 ;
d'une part,

Et :

La structure bénéficiaire Télé images productions, 115/121 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine représentée par Emmanuel Jacquelin, producteur.
d'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La structure bénéficiaire Télé images productions est une société de production indépendante, spécialisée dans la fiction cinématographique.

Télé images productions prépare actuellement le tournage d'une série télévisée appelée « Lignes de vie » dont la réalisation a été confiée à Adeline Darraux d'après un scénario original de Sylvie Coquant et Cristina Arellano.

Il s'agit d'une série familiale, co-produite par France Télévisions.

Les 46 épisodes vont être tournés à Montpellier du 05 mars au 19 juin 2012. La production sera présente sur le territoire de la ville de février 2012 à fin juin 2012 pendant la période de préparation, de tournage, de démontage et de remise en état des lieux.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Participation de la ville

Pour la mise en œuvre des 46 épisodes, la société Télé images productions sollicite le soutien de la Ville de Montpellier. Considérant que ce projet s'inscrit pleinement dans sa politique en matière d'accueil de tournage, la Ville de Montpellier décide de soutenir fortement le tournage.

Accueil de la production

La Ville de Montpellier s'engage à faciliter les contacts entre la production et des acteurs clés de la ville et à organiser régulièrement des réunions de travail entre la production (directeur de production, scénaristes ...) et les Directions de la Ville concernées par le projet au sein des Départements Action Solidaire, Proximité, Equipements et Services, Modernisation, Urbanisme et Aménagement afin de favoriser des logiques opérationnelles transversales.

La Ville de Montpellier s'engage à aider aux repérages pour des lieux de tournages, des locaux pour la logistique ou les décors.

Tournage

La Ville de Montpellier s'engage à délivrer les autorisations nécessaires pour l'occupation de l'espace public (arrêtés d'occupation du domaine public, de circulation et de stationnement selon besoins décrits par la production y compris les arrêtés relatifs à la sonorisation). Ces besoins feront l'objet de demandes écrites par la production et, selon les nécessités, de visites sur site des agents du Bureau d'Accueil de Tournage et d'autres services concernés (voirie, police municipale ...).

La Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition des agents de la Police Municipale pour des scènes spécifiques à dater 2 semaines à l'avance selon le plan de travail de la production.

Mise à disposition de locaux et de mobilier

La ville de Montpellier mettra à disposition un local pour des castings selon les contraintes calendaires (le calendrier d'utilisation sera précisé ultérieurement).

La Ville met à disposition une partie des anciens locaux de l'hôtel de ville pour la mise en place de bureau de production, régie, mise en scène et décoration ainsi que 4 places de parking attenantes à ce local situé 1 place Francis Ponge à titre gratuit.

Article 2 : Obligations par la société de production

Précautions

La production s'engage à prendre en charge les frais encourus concernant la sécurité intrusion et incendie de ces parties du bâtiment.

La production s'engage à fournir les attestations d'assurance correspondantes (voir en annexe).

La société de production s'engage à porter une attention particulière à l'information des riverains, commerçants et entreprises susceptibles d'être gênés par les contraintes occasionnées par le tournage (entrée et sortie d'immeuble, stationnements ...). Elle délivrera donc toutes les informations nécessaires et cherchera par la concertation toutes les solutions pouvant limiter ces contraintes.

La production s'engage à limiter le bruit au maximum, surtout lors du montage tôt le matin ou d'un démontage tardif. Les tournages, montages et démontages de nuit (entre 22h et 07h) devront faire l'objet d'une information préalable aux riverains, commerçants et entreprises locales (ventousage).

La production s'engage à respecter les lieux utilisés et à les remettre en état.

La production doit également faciliter par les services concernés la propreté des rues et des sites adjacents (ex : mise à disposition de benne à la charge de la production)

Occupation de locaux et tournage

La production prendra en charge le coût des interventions dans les locaux mis à disposition ou sur l'espace public réalisées par des entreprises spécialisées adjudicataires de la ville.

La production s'engage à ne pas modifier les horaires et les lieux de tournage sans avoir prévenu les représentants de la collectivité et les riverains concernés.

Communication pendant le tournage

La production s'engage à autoriser des visites de tournages et des rencontres avec certains membres de l'équipe (réalisateur, comédiens ...). Selon le plan de travail de la production, ces visites, coordonnées par le Bureau d'Accueil de Tournage, associeront des élus et seront susceptibles d'être médiatisées. Pourront également être associées des groupes de jeunes ou autres.

La production s'engage à autoriser la présence du photographe des services de la Ville de Montpellier et l'autorise à utiliser ses clichés dans le cadre des journaux municipaux et/ou dans les documents de communication futurs relatifs au Bureau d'Accueil de Tournage (site web, plaquette de tournage ...), sous réserve de l'accord de la production concernant les droits à l'image notamment des comédiens.

Communication pendant la diffusion

La production s'engage à associer la ville à des opérations publiques qui seront préparées en réunion de concertation avec la direction Communication de la ville.

La production s'engage à remercier la Ville de Montpellier au générique de la série « Lignes de vie », sous réserve de l'accord du diffuseur.

Article 3 : Informations complémentaires éventuelles

Toutes précisions seront annexées à la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour Télé images productions

Pour la Ville de Montpellier

Emmanuel Jacquelin
Producteur exécutif

Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué